

- le Traité de Maastricht (1992) suggère que des règles telles que celles relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers, à la délivrance des visas, à l'attribution de l'asile politique, à la lutte contre l'immigration irrégulière et qui relèvent de la coopération intergouvernementale devraient progressivement devenir de la compétence communautaire.

- le Traité d'Amsterdam (entré en vigueur le premier mai 1999) qui renforce la communautarisation de la gestion des flux migratoires (migrants et réfugiés), des politiques d'intégration et de la lutte contre le racisme.

4.2 Les fondations et associations concernées

Communauté flamande

Instances publiques

- Vlaamse Gemeenschap

Vlaams minister van Cultuur, Gezin en Welzijn, bevoegd voor de coördinatie van het beleid t.a.v. etnisch-culturele minderheden

Martelaarsplein 7

1000 Bruxelles

02 227 28 11

- Interdepartementale Commissie Etnisch-culturele Minderheden (ICEM)

Markiesstraat 1

1000 Bruxelles

02 507 32 53

- Brussels Gewest

Vlaamse Gemeenschapscommissie

Directie Welzijn en Gezondheid

Lombardstraat 41

1000 Bruxelles

02 548 05 80

Associations pour immigrés

- ACLI - Vlaanderen vzw

Rondpuntlaan 25

3600 Genk

059 35 47 16

- FMDO vzw

Federatie Marokkanse Democratische Organisaties

Bondgenotenstraat 52

1190 Brussel

02 346 17 71

- FMV vzw

Federatie van Marokkanse verenigingen

Dendermondsestraat 36

2018 Antwerpen

03 238 75 52

- Internationaal Comité vzw

Mgr. Broekxplein 6

3500 Hasselt

011 29 09 12

- Unie van Turkse Verenigingen

Dendermondsestraat 36

2018 Antwerpen

03 238 33 42

- RDVAGE België vzw

Raad van de Afrikaanse Gemeenschappen in Europa België

Koningsstraat 171

1210 Brussel

02 219 63 25

- CDF vzw

Federatie van Vooruitsrevende Turkse Verenigingen

Dendermondsesteenweg 319

9040 Gent

09 228 90 55
- De Turkse Unie
Unie der Turkse Islamitische Kulturele Verenigingen van België vzw
Stationstraat 96
3582 Beringen
011 45 38 38
- VOEM vzw
Vereniging voor Ontwikkeling en Emancipatie van Moslims vzw
Duinstraat 152
2060 Antwerpen
03 272 35 07

Structures d'appui catégorielles

- Overlegcentrum voor de Integratie van Vluchtelingen
OCIV
Gaucheretstraat 164
1030 Brussel
02 274 00 20
- Vlaams Overleg Woonwagenwerk (VOW)
Ravenstraat 112
3000 Leuven
016 23 23 63

- Steunpunt Begeleiders Uitgeprocedeerden
Postbus 11
1000 Brussel 24
02 502 87 00
- Intercultureel Centrum voor Migranten
Gallaitstraat 164
1030 Brussel
02 245 88 30
- Vlaams centrum Integratie Migranten
Gaucherestraat 164
1030 Brussel
02 201 03 00
- Centrum Buitenlandse Werknemers
Van Daelstraat 32 - 35
2140 Borgerhout
03 235 34 06
- Regionaal intergratiecentrum
Kaprijkestraat 12
9000 Gent
09 265 76 76
- RIC Oost Vlaanderen
Plezantstraat 60
9100 St. Niklaas
03 778 00 81
- RIC Foyer
Werkhuizenstraat 25
1080 Brussel
02 411 74 95
- Provinciaal - Regionaal Intergratiecentrum
Provinciehuis
Universiteitslaan 1/A
3500 Hasselt
011 23 81 20
- Brabants Regionaal Integratiecentrum
P.Damiaanplein 10/8
3000 Leuven
016 22 29 97

- Provinciaal Régionaal Integratiecentrum Antwerpen

Groene Hofstraat 13
2850 Boom
03 844 85 70

Région wallonne et bruxelloise

- Bruxelles: Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme
Rue de la Loi, 155 - 1040 Bruxelles, numéro vert gratuit 0800/14912

Activités antiracistes

- Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie: rue de la Poste 37, 1210 Bruxelles,
02/218.23.71

Intégration des populations immigrées

- Centre bruxellois d'action interculturelle: avenue de Stalingrad 24, 1000 Bruxelles, 02/513.96.02
- FECRI

Fédération des Centres Régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère
Route de Gembloux, 500 - 5000 St-Servais
081 73 22 40

- CIMB : CENTRE INTERCULTUREL DE MONS BORINAGE
Ancien Hôtel de Ville de Jemappes - 7012 Mons (Jemappes)
065 88 66 66

- CERAIC Centre régional d'action interculturel de la Région du Centre
Rue Dieudonné François, 43 - 7100 La Louvière
064 26 01 77

- CRIC : Centre Régional d'intégration de Charleroi
Rue Tumelaire, 96 - 6000 Charleroi
071 20 98 60

- Centre socio-culturel des immigrés de la province de Namur: Rue Docteur Haibe 2, 5002 Saint-Servais,
081/73.71.76

- Service provincial d'immigration et d'accueil: boulevard de la Constitution 19, 4020 Liège, 04/342.31.90

- CRIPEL : Centre Régional d'intégration pour les personnes d'origine étrangère
Boulevard de la Constitution, 19 Bte 1 - 4020 Liège
((04) 349 51 22

- CRVI : Centre régional de Verviers pour l'intégration, Rue d'Hodimont 44, 4800 Verviers,
087/35.35.20

Réfugiés

Institutions officielles:

- Office des étrangers: North Gate II, boulevard E. Jacqmain 152 bte 1, 1210 Bruxelles, 2/205.54.11

- Commissariat général aux Réfugiés et Apatrides: North Gate I, boulevard E. Jacqmain 150, 1210
Bruxelles, 02/205.51.11

- Petit-Château: boulevard du 9ème de Ligne 87, 1000 Bruxelles, 02/219.08.08

Associations

- Aide belge aux personnes déplacées: rue du Marché 35, 5200 Huy, 085/21.34.81

- Centre d'initiation pour réfugiés et étrangers: Rue du Vivier 80, 1050 Bruxelles, 02/644.17.17

5. Les tendances visant à favoriser la formation d'une ethclass

Est-il possible à partir des éléments que nous avons réunis dans ce rapport de parler de l'émergence d'une ethclass concernant les communautés marocaine et turque de Belgique? Est-ce que ces dernières

constituent ou sont en train de constituer un nouveau groupe social de personnes défavorisées dont les conditions sociales et économiques semblent systématiquement liées à leur origine ethno-culturelle?

Nous avons vu à partir de données statistiques et de plusieurs travaux qu'il existait systématiquement un décalage entre les Belges et les étrangers au plan de la scolarité, de la formation, de l'insertion professionnelle, du chômage, etc. Nous avons vu aussi qu'il existait une différence entre étrangers européens et étrangers non-européens sur ces mêmes matières. D'après ces travaux⁵¹, il était certes question de déterminants sociaux et culturels pour expliquer ce décalage, mais surtout, il ressortait que c'était avant tout l'origine sociale qui primait sur le parcours éducationnel et socioprofessionnel des jeunes issus de l'immigration extra-européenne. Et que dans des conditions identiques, les différences entre Belges et étrangers s'amenuisaient voire disparaissaient. Dès lors, même si l'origine ethno-culturelle des immigrés marocains et turcs de Belgique ne constitue pas la cause directe de leur appartenance aux classes défavorisées, leur histoire (l'histoire de l'immigration) et leur condition actuelle qui en découle en Belgique (leurs conditions socio-économiques liées notamment à la politique belge d'intégration) se révèlent être la cause d'un lien souvent systématique entre leur origine et leur condition. En ce sens, il faut observer les différents facteurs sociaux, culturels, politiques et économiques qui ont déterminé et qui déterminent aujourd'hui la condition des communautés marocaine et turque de Belgique.

Les facteurs économiques

Les jeunes immigrés turcs et marocains sont défavorisés par rapport aux Belges autochtones sur le marché de l'emploi. La crise économique et le chômage rendent la compétition difficile pour tout le monde, mais pour les Turcs et les Marocains, il faut ajouter toute une série d'obstacles qui rendent la compétition encore plus difficile. Qu'il s'agisse de la discrimination liée aux emplois qui sont réservés aux Belges (service public), qu'il s'agisse des exigences administratives et des conditions difficiles pour qu'un étranger puisse travailler en Belgique ou qu'il s'agisse encore des discriminations à l'embauche ou à la promotion qui frappent souvent ceux qui ont un physique de type non-européen, force est de constater que les conditions actuelles du marché de l'emploi ne favorisent pas une égalité des chances entre Belges autochtones et immigrés marocains et turcs en Belgique. En ce sens, vu l'importance du travail comme facteur d'intégration de l'individu dans la société, il est à craindre que la nouvelle génération dans les communautés turque et marocaine n'arrive pas à améliorer les difficiles conditions sociales dans lesquelles elle vit actuellement.

Les facteurs sociaux

La conjoncture économique et ses conséquences sur le marché de l'emploi et le chômage favorisent l'exclusion sociale d'une partie de la population belge. Ces conséquences se font dès lors d'autant plus sentir dans les communautés marocaine et turque qui souffrent plus encore que les Belges des problèmes liés à la difficulté de trouver un emploi. A côté des éléments qui favorisent l'exclusion sociale, il faut aussi relever l'impact de l'exclusion socio-économique sur le développement de la petite délinquance et de la criminalité dans les couches défavorisées de la société dont une partie des communautés marocaine et turque de Belgique font partie. A ce titre, le principe de la double peine pour les étrangers mérite d'être souligné. En Belgique, la loi du 15 décembre 1980 permet au Ministre fédéral de l'intérieur de prendre une mesure d'expulsion envers l'étranger qui, par son comportement, menace l'ordre public ou la sécurité nationale. Cette sanction est d'ailleurs accompagnée d'une interdiction de séjour de 10 ans. Il s'agit donc d'une seconde peine, qui s'ajoute à la privation de liberté (l'intéressé n'est expulsé qu'après avoir purgé sa peine). Cette double peine constitue une discrimination importante entre Belges et non-Belges, surtout pour des étrangers qui sont nés en Belgique ou qui y ont passé une bonne partie de leur vie et dès lors développé des liens familiaux, etc.

Les facteurs politiques

L'absence de droits politiques pour les étrangers non-européens à quelque niveau que ce soit en Belgique jusqu'en 2006 est révélateur des droits que le législateur belge a bien voulu accorder à une population parfois présente depuis plus de trente ans sur le territoire belge. Les conséquences chez les Turcs et les Marocains de ce choix politique sont nombreuses : désintérêt pour la chose publique, création de

⁵¹ - OUALI N. et REA A., *op.cit.*
- CAHIERS DE SOCIOLOGIE ET D'ECONOMIE REGIONALES, *op.cit.*

citoyens de seconde zone, etc. Mais surtout, cette absence de droits politiques exclut l'ensemble des préoccupations et des problèmes des étrangers en Belgique du débat public. A ce titre, tous les facteurs qui favorisent le chômage et l'exclusion sociale des étrangers restent en dehors des préoccupations quotidiennes du pouvoir politique. Ce qui renforce à nouveau les problèmes évoqués plus haut et favorise le lien systématique entre l'origine marocaine et turque et l'appartenance aux classes défavorisées.

Néanmoins, un espoir d'amélioration subsiste à deux niveaux. D'une part, chaque année, des Marocains et des Turcs deviennent belges par naturalisation ou par d'autres moyens, cela entraîne la création d'un électorat susceptible d'intéresser progressivement les grandes formations politiques traditionnelles en mal d'électeurs. On peut donc espérer l'émergence progressive de certaines revendications dans les différents programmes politiques, de la même façon qu'apparaissent dans les grands partis des hommes politiques issus de l'immigration turque et marocaine. Cette participation politique des Marocains et des Turcs naturalisés devrait renforcer l'intérêt politique des communautés marocaine et turque tant par rapport aux Marocains et au Turcs qui sont devenus Belges et qui dès lors ont le droit de voter que par rapport aux étrangers qui pourront exercer ce droit aux élections communales en 2006.

6. Recommandations pour une meilleure politique

B. Etude spécifique à la Belgique

Les indépendants marocains et turcs ou d'origine marocaine et turque en Belgique urbaine (Bruxelles, Liège et Anvers)

1. L'entrepreneuriat ethnique chez les Marocains et les Turcs

Depuis la fin des années soixante, les étrangers marocains et turcs ainsi que les Belges d'origine marocaine et turque subissent de plein fouet les conséquences de la crise économique (fermeture des charbonnages, restructuration de la sidérurgie, etc.). Plus exposés que les autochtones aux risques du chômage, de la précarité et de l'exclusion sociale comme nous l'avons déjà vu⁵², ils ont développé de nombreuses stratégies pour tenter d'échapper à ces derniers. Parmi celles-ci, prendre le statut d'indépendant et se lancer dans le commerce et les affaires constituent une voie souvent salutaire pour les Marocains et les Turcs ainsi que les Belges d'origine marocaine et turque⁵³. Outre le fait que les étrangers ont moins de chances que les autochtones d'obtenir une place non-indépendante bien rémunérée (discrimination passive, difficulté avec la langue, etc.), le statut d'indépendant leur offre des possibilités de réussite socio-économique plus importante.

L'ensemble de l'activité économique et commerciale des indépendants étrangers ou d'origine étrangère peut être qualifiée de différentes façons. On parle d'entrepreneuriat ethnique, d'ethnic business, de commerce ethnique, de commerce communautaire, etc.⁵⁴. Il s'agit en fait de désigner l'ensemble des activités économiques et commerciales d'une communauté immigrée précise. Et ce à partir du constat fréquent d'un lien et d'une interdépendance quasi systématique entre un groupe d'immigrés, leur culture, leur identité, leurs liens familiaux, amicaux et sociaux d'une part, et leur activité économique, leurs partenaires commerciaux et leur clientèle d'autre part. Ce phénomène s'explique par les conditions du marché qui favorisent souvent l'émergence d'activités économiques qui ne servent que la communauté dont est issu l'entrepreneur. En effet, face à une concurrence rude des autochtones dans le commerce local, il est plus facile pour un étranger d'offrir des produits ou des services à la communauté dont il est issu et dont il connaît les besoins : alimentation, services d'aide et de conseil, biens culturels (cassettes, cd, livres, etc.)⁵⁵.

On sait aujourd'hui que l'entrepreneuriat ethnique dépasse de loin les quelques activités commerciales réparties ici et là dans certains quartiers à Bruxelles, à Liège ou à Anvers. En effet, le lien entre une activité

⁵² Voir la section 3 dans la partie 1 La situation socio-économique des Belges d'origine étrangère et des étrangers.

⁵³ MANCO A., *Communauté immigrée et travail indépendant* in NOUVELLE TRIBUNE, n°4, Septembre 1994, p.24.

⁵⁴ FELD S., *La main d'oeuvre étrangère sur le marché du travail en Belgique*, SSTC, Bruxelles, 1994, p.57.

⁵⁵ MANCO A., *op.cit.*, p.25.

économique donnée et une communauté ethnique précise dépasse les cadres nationaux et présente aujourd'hui une multitude de réseaux commerciaux et économiques transfrontaliers. La communauté turque européenne par exemple a développé un véritable réseau commercial communautaire⁵⁶. Dans le cadre de ce rapport, nous avons limité cette section à la question de l'entrepreneuriat ethnique dans la Belgique urbaine, plus précisément à Liège, Bruxelles et Anvers.

2. Les données chiffrées

Pour la situation professionnelle des Marocains et des Turcs en Belgique, et plus particulièrement celle des indépendants turcs et marocains, voir la section 3 "Situation socio-économique des Belges d'origine étrangère et des étrangers" au paragraphe sur les indépendants. Voir également en appendice les tableaux qui portent sur la répartition des indépendants turcs et marocains par secteur d'activité en Belgique.

3. Observation sur le terrain

L'ensemble des sections qui constituent ce rapport reposent sur la sélection, la réunion, l'analyse et la synthèse de travaux, études, enquêtes et articles portant sur les communautés turque et marocaine en Belgique ainsi que sur leur situation légale, politique, culturelle et socio-économique. Le texte qui suit est différent. En tant que piste exploratoire, il est le résultat d'un travail d'observation (une trentaine d'heures réparties sur plusieurs semaines) dans les quartiers de Liège, Bruxelles et Anvers où les populations turque et marocaine et d'origine turque et marocaine sont fort présentes (l'activité économique d'autres communautés ethniques a été également analysée lorsque celle-ci a permis de clarifier la description de "l'ethnic business" chez les populations turque et marocaine et d'origine turque et marocaine).

L'objectif de cette observation était d'explorer le développement de l'"ethnic business" dans certains quartiers de Liège, de Bruxelles et d'Anvers, et ce en essayant de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les types d'activité économique?
- Quels services et produits sont proposés?
- A qui sont destinés les produits et les services offerts par cette activité? -
- Comment fonctionnent ces activités?
- Quel est la santé économique de ces activités?

Les descriptions qui suivent et les réponses apportées à ces questions sont donc à lire avec prudence, elles relèvent d'un travail de terrain exploratoire (visites, observations et conversations avec les commerçants) et ne constituent en rien le fruit d'une longue recherche. Néanmoins, l'auteur de ces lignes espère donner quelques pistes intéressantes pour engager d'éventuelles recherches plus approfondies sur ces matières.

3.1 Bruxelles

La commune de Saint-Josse

Lorsqu'on quitte l'Avenue Galilée au Botanique pour tourner à droite, on traverse pendant 200 ou 300 mètres la rue Royale et sur la droite se trouve la chaussée de Haecht. Le périmètre allant de ce croisement à l'avenue Rogier et à la gare du Nord représente un terrain favorable pour observer l'activité économique des populations turques ou d'origine turque.

La chaussée de Haecht

Le début de la chaussée est un mélange de commerces et d'activités économiques classiques avec quelques commerces aux noms turcs. Le décorateur, le bistrot, le restaurant de cuisine française et la boulangerie côtoient le coiffeur Murat et le snack friterie Zeki qui vend pitas et kebab. Mais après 200 ou 300 mètres, l'appartenance turque de l'ensemble du commerce local est beaucoup plus marquée. On y trouve les activités économiques suivantes :

⁵⁶ - MANCO A. et U., *La formation d'une bourgeoisie commerçante turque en Belgique*, 1994, p.6
- MANCO A., *op.cit.*, p.30.

Restauration et commerce alimentaire :

- l'ensemble de la chaussée comprend à intervalle très régulier de petits snacks/friteries qui vendent à la fois des produits typiquement belges (frites, sandwiches, etc.) mais aussi des spécialités turques telles que des pitas et des kebabs (mot turc signifiant viande coupée en morceaux et rôtie à la broche).
- moins nombreux mais également très présents, des restaurants qui offrent pizzas, kebabs, viandes grillées Hellal et autres spécialités turques : le Cemil, le Kazim, l'Izmir, etc.
- il y a aussi quelques cafés répartis entre ces différents commerces.
- enfin quelques épiceries qui proposent les produits classiques d'une épicerie bruxelloise avec en plus certains produits importés de Turquie, d'Espagne ou de Tunisie (légumes en conserve, épices, etc.) ou encore des produits frais tels que olives, feta (fromage grec à pâte molle fabriqué traditionnellement à partir de lait de brebis) et pain marocain. Notons que ce genre de commerce vend souvent également des produits divers qui n'ont rien à voir avec l'alimentaire. Un peu comme dans les nombreux night shops tenus par les Indiens et les Pakistanais, ces épiceries ont la particularité de proposer par exemple des produits pour le nettoyage, la décoration, l'éducation des enfants, etc. Le mélange des types de produits vendus est une constante dans la plupart des commerces que nous avons visités comme nous le verrons dans un instant.

Autres types de commerces

- des commerces traditionnels aux noms turcs : quincaillerie, boulangerie, bijouterie, boucherie, pharmacie, salon de coiffure, etc.
- des commerces spécifiques : locaux avec cabines téléphoniques pour communiquer avec l'étranger à bas prix. Tarif Téléphone et Fax affiché en fonction du pays à appeler. Il semble que ces Call centers fonctionnent grâce à l'usage de satellites vieux et en mauvais état qui offrent des possibilités de communication de mauvaise qualité mais à des prix très réduits : 200fb pour dix minutes dans un pays de l'Est ou d'Afrique, etc.

Services

- des banques, des services de crédits et d'assurances et des immobilière aux noms turcs et tenus par des belges d'origine turque ou des Turcs : Crédit et assurances services IMMO Alda, Crédit et assurances Anadolu, Turkish Trade Center, etc.
- des agences de voyages organisant des séjours en Turquie, des agences de Turkish airline, etc.

Associations

Parallèlement aux commerces, à l'horeca et aux services, le milieu associatif est très développé. Proportionnellement, la concentration d'associations en tous genres sur la chaussée de Haecht est beaucoup plus forte que dans d'autres quartiers :

- l'Association internationale : Fondation religieuse islamique turque. Le nom et les précisions sur la vitrine sont écrits en turc, la Fondation propose entre autres choses l'accès à une bibliothèque spécialisée sur son objet social avec de nombreux livres, cassettes et autres médias sur la question.
- Eyad asbl : association d'entraide et de solidarité de la région d'Emirdac. A la vue des locaux, l'action "Séisme Turquie" semble n'être qu'une action parmi de nombreuses autres engagées depuis longtemps. Remarquons également une porte sur la droite indiquant un horaire pour les permanences "naturalisation".
- le local de L'entente Schaarbeekoise : une sorte d'asbl ressemblant plutôt à un bar/café.
- plusieurs salles servant vraisemblablement à organiser des paris et des pronostics sur les matchs de football en Turquie (présence de nombreux drapeaux et calicots honorant des équipes de football turques) et peut-être en Belgique.

Remarques et observations diverses :

Mis à part le début, la chaussée de Haecht est visiblement habitée et fréquentée par des Turcs et des Belges d'origine turque. L'absence de mélange entre ces populations et des Belges de souche ou d'autres communautés se révèle de plusieurs façons :

- le monopole turc sur le commerce local.

- le nombre important d'indications diverses en turc telles que menus, noms de magasin, affiches, etc. Notons cependant la fréquente traduction en anglais, néerlandais et français en plus du turc.
- dans une certaine mesure la tenue vestimentaire.
- la décoration des cafés, des snacks et des restaurants (affiches de joueurs de football turcs, paysages turcs, bibelots et art turcs, etc.).
- la langue parlée qui est tantôt turque tantôt française. On a remarqué ce bilinguisme voire un mélange de deux langues à plusieurs reprises au cours de nos nombreuses visites.

La visite de ce quartier tend à démontrer un certain enfermement de la communauté turque sur elle-même au niveau social et culturel (concentration dans le même quartier) mais surtout au niveau économique. En effet, les produits et services proposés chaussée de Haecht sont les produits d'une activité sociale et économique prise en charge par des Turcs et des Belges d'origine turque pour des Turcs et des Belges d'origine turque. A l'exception peut-être des restaurants turcs qui sont souvent fréquentés par une clientèle belge.

La place Liedts

La place Liedts est située au croisement de la rue du Palais et de la rue de Brabant. Après quelques rues plus résidentielles lorsque l'on vient de la chaussée de Haecht, cette place concentre à nouveau une activité économique importante. Celle-ci est néanmoins plus commerciale que la chaussée de Haecht car on y trouve plus rarement des services tels que banque, prêts, asbl, etc. D'autre part cette place présente des caractéristiques multiculturelles au sens où s'y côtoient quelques commerces turcs et marocains ainsi que des établissements tenus par des Belges originaires de pays d'Afrique subsaharienne voire ressortissants de ces derniers. La plupart concentrent leur activité sur la vente de pitas, de fruits et légumes et d'autres spécialités turques, marocaines, etc. Sans oublier les locaux avec cabines téléphoniques et fax pour communiquer avec l'étranger à bas prix.

La rue de Brabant

La rue de Brabant qui va de la place Liedts à la gare du Nord présente une activité économique très importante. On y trouve les commerces suivants aux noms turcs et marocains :

- snacks/friteries qui vendent des spécialités turques tels que des pitas et des kebabs
- de la petite restauration : pizzas, kebabs, viandes grillées Hellal
- des marchands de tissus
- des boucheries/moutonneries
- des marchands de tapis d'orient
- des magasins spécialisés dans l'import/export avec le Maroc ou la Turquie
- des magasins qui regroupent des spécialités hétéroclites : quincaillerie, vaisselles, bijoux, tapis, bibelots, etc.
- des commerces spécialisés dans l'électronique : GSM, autoradio, etc.
- des réparateurs en tous genres, notamment en électronique et dans l'audio-visuel

Le marché de la rue de Brabant

Il faut ajouter aux nombreux commerces spécifiques de la rue de Brabant les échoppes et les stands des marchands ambulants le jour du marché (samedi). Dans une certaine mesure, au niveau des produits vendus, ce marché se rapproche plus des marchés et des brocantes traditionnels de Bruxelles :

- pull-overs, jeans et vêtements divers bradés
- ustensiles de cuisine et gadgets bon marché
- jouets pour enfants, etc.

Parmi ces échoppes, on remarquera la présence de toute une série de stands qui vendent des spécialités telles que des pitas et des kebabs. Il sont indépendants ou attachés aux snacks installés au rez-de-chaussée des habitations. Enfin, les seuls stands qui vendent de la musique offrent des auteurs essentiellement marocains, libanais et turcs : CD (notamment le Coran sur un coffret de plusieurs CD), films sur cassette vidéo, affiches et autres gadgets liés à la musique et au cinéma marocain et turc. Remarquons

cependant que beaucoup de ces produits sont vendus avec une traduction, une présentation ou un titre en français.

Remarques et observations diverses :

Le marché de la rue de Brabant est quasi exclusivement fréquenté par des Turcs et des Marocains ou par des Belges d'origine turque et marocaine. L'ensemble des produits vendus sur le marché mais aussi dans beaucoup de commerces locaux fixes sont relativement bon marché (promotions, liquidations, soldes, etc.). Ces produits semblent d'ailleurs provenir des mêmes fournisseurs en gros que ceux qui alimentent d'autres grandes braderies en Belgique comme le marché de la Batte à Liège. D'autre part, comme nous l'avons déjà remarqué, la tendance à vendre des choses très différentes dans le même magasin ou le même stand est fréquente (gadgets, vaisselles, vêtements, alimentation, etc.). Enfin, à plusieurs reprises nous avons observé de longues files devant certains commerces annonçant une liquidation totale dans la journée. Malgré la quasi absence de Belges de souche sur ce marché, il est intéressant de relever la présence grâce à des haut-parleurs d'une musique que l'on qualifierait d'occidentalo-arabisante qui obtient au demeurant un certain succès chez les jeunes en général. Du reste, beaucoup de produits et d'activités commerciales révèlent le mélange culturel entre la Belgique, le Maroc et la Turquie. Enfin, la langue la plus fréquemment utilisée sur ce marché semble être le Français.

La visite de la place de Liedts et de la rue de Brabant semble montrer une certaine vie économique multiculturelle entre Marocains, Turcs et d'autres nationalités moins importantes. Les produits et services proposés semblent destinés uniquement à ces populations, ce qui renforce l'idée d'un certain isolement par rapport au reste de la population bruxelloise.

Le quartier et la gare du Midi

La rue du Midi commence au milieu de la rue du Lombard située à quelques centaines de mètres de la Grand Place de Bruxelles. Le périmètre allant du milieu de cette rue (au niveau de la rue Van Der Weyden) à la gare du Midi en descendant vers la rue de Mérode et en revenant vers le boulevard du Midi présente un intérêt particulier. On y trouve en effet une forte activité économique des populations marocaines ou d'origine marocaine.

La rue et le boulevard du Midi

Dans la deuxième partie de la rue du Midi (allant de la rue Van Der Weyden au Boulevard du Midi) et plus on se dirige vers le boulevard, on trouve progressivement des activités économiques tenues par des Marocains ou des Belges d'origine marocaine qui proposent les produits ou les services suivants :

- diverses agences de voyages marocaines proposant des départs en car pour le Maroc
- des bars, cafés aux noms marocains
- des salons de thé
- de la petite restauration proposant des spécialités marocaines (pita, sandwich, etc.)
- des commerces avec bibelots, alimentation et spécialisation en thés divers
- une boucherie islamique (veaux, poulets et brochettes)
- une boulangerie marocaine
- des coiffeurs

La rue de Mérode et la gare du Midi

De l'autre côté du boulevard du Midi, la rue de Mérode présente également quelques commerces marocains avec notamment une boucherie islamique et l'un ou l'autre commerce d'alimentation. On trouve ensuite plusieurs cafés et restaurants visiblement tenus par des Espagnols ou des Belges d'origine espagnole, en témoignent notamment les noms hispanisants de ces établissements. L'ensemble du bloc situé à côté de la gare du Midi et en dessous de l'avenue de la Porte de Hal (qui est parallèle au boulevard du Midi) est dans un état très détérioré : trottoirs irréguliers, maisons détruites ou à moitié détruites, immeubles abandonnés, etc.

Remarques et observations diverses :

La rue, le boulevard et la gare du Midi n'entrent pas dans la même catégorie que la chaussée de Haecht ou la rue de Brabant. En effet, à la différence de ces dernières, le quartier du Midi est beaucoup plus rattaché au centre ville de Bruxelles et à l'ensemble de sa population, et cela pour les raisons suivantes :

- il est lié à la rue du Midi qui aboutit dans l'hyper-centre de Bruxelles, cela implique une grande diversité des personnes susceptibles de passer par ce quartier
- il est traversé par la ceinture qui entoure le centre ville avec dès lors une grande mobilité au niveau des personnes (voitures) et donc un impact sur le commerce qui devient très accessible à l'ensemble de la population
- il a la gare du Midi en son sein qui empêche également un isolement du quartier

Cette proximité entre ce quartier et le centre de Bruxelles présente un mélange particulier d'activités économiques destinées à des publics différents : la communauté marocaine et la clientèle du centre ville (et les touristes). La transition progressive entre ces deux types d'activités est surtout visible du côté du boulevard M.Lemonnier, qui tout en étant dans le quartier du Midi aboutit au boulevard Anspach. On remarque par exemple que certains commerces et certains snacks marocains sont fréquentés par un public de plus en plus large à mesure de leur proximité du boulevard Anspach.

La rue de Moscou

Située un peu après l'avenue de la Porte de Hal à hauteur du croisement de cette dernière avec la chaussée de Waterloo, la rue de Moscou regroupe une dizaine de restaurants spécialisés dans le couscous ainsi qu'un restaurant malaysien et un restaurant grec. Ici le quartier est beaucoup plus chic, ces restaurants représentent par excellence le développement de l'ethnic business lorsque celui-ci est exclusivement orienté à l'intention de personnes aisées ou de touristes à la recherche d'une évasion exotique. En effet, à la différence des activités économiques que nous avons relevées dans les autres quartiers, ces restaurants ne semblent pas du tout être le rendez-vous des consommateurs marocains ou d'origine marocaine. En témoigne l'exacerbation de quelques signes exotiques faisant penser au Maroc, ceux-ci sont préparés exclusivement pour satisfaire la clientèle d'origine belge et touristique qui recherche un sentiment d'évasion et d'exotisme l'espace d'un souper ou d'une soirée.

Laeken et la rue Marie Christine

Située dans le nord de Bruxelles juste au-dessous du Domaine Royal de Laeken, la rue Marie Christine offre une variante particulière de l'activité économique des Marocains et des Belges d'origine marocaine de Bruxelles. En effet, malgré une présence très importante de cette population tant du côté des commerçants de cette rue (indépendants, aidants et salariés travaillant dans les commerces) que du côté de la clientèle, l'ensemble de l'activité économique repose sur le système de franchise proposé par des grandes marques occidentales. A titre d'exemple, on trouve les chaînes de magasins suivants :

- une grande surface GB
- une salle de paris Ladbroke
- un magasin d'appareils photos et de développement Photo Hall
- un magasin de chaussures Brantano et un Shoe Post
- un magasin d'électroménager Kr'fel
- un communication center Proximus
- un magasin Wibra
- un Prémaman

Le peu de possibilités laissées aux franchisés pour faire varier le concept et la formule de la marque qu'ils représentent avec leur magasin élimine d'un coup tout ce qui pourrait mettre en évidence la nationalité ou l'origine des commerçants et de la clientèle de ce quartier. En effet, à l'instar de Mc Donald, la plupart de ces marques ne tolèrent d'éventuelles variantes dans les commerces de leurs franchisés que dans la mesure où celles-ci ont été programmées par le service marketing de la direction générale.

A côté de ces grandes marques, on trouve également quelques commerces aux noms parfois marocains qui se rapprochent plus de ce que l'on a déjà vu sur la chaussée de Haecht ou dans la rue de Brabant :

- vente en gros de vêtements d'usine
- import/export de vêtements
- réparation en électronique et dans l'audio-visuel
- vente de tissus pour rideaux et confections diverses
- vente de papier peint et de tapis plein
- commerce regroupant de tout : papeterie, alimentation, gadgets japonais, épices, etc.
- quelques épiceries avec des produits classiques mais aussi des produits importés d'Algérie, de Tunisie ou encore d'Espagne (légumes et fruits en boîte), huiles diverses, etc.
- plusieurs magasins de type "all for one dollar", "tout à 50fr", "Mini prix", "Prix fracassants", etc.
- des commerces avec vêtements de seconde main
- l'un ou l'autre magasin de luxe vendant des bijoux ou du mobilier de haute qualité
- les locaux avec cabines téléphoniques pour communiquer avec l'étranger à bas prix

Remarques et observations diverses :

La présence de grandes marques occidentales dans la rue Marie Christine peut être interprétée comme une preuve de développement économique et d'intégration sociale de la population de ce quartier tant au niveau des employeurs et de leurs salariés qu'au niveau des personnes qui font la clientèle de ces commerces. En effet, le système de franchise implique des relations professionnelles et durables entre toute une série de partenaires, dès lors, ce système oblige l'entrepreneur marocain ou d'origine marocaine à sortir du cadre restreint de sa communauté pour travailler, négocier et faire des affaires avec des gens qui ne sont pas issus de sa communauté. D'autre part, la clientèle s'habitue à acheter et à consommer des produits occidentaux dans des magasins de type occidental.

Molenbeek et la chaussée de Gand

La chaussée de Gand se situe au nord-ouest de Bruxelles. La partie qui nous intéresse se situe entre la gare de l'Ouest (plus précisément au niveau de la rue Philippe Piermez) et la Porte de Flandre qui engage la rue Antoine Dansaert vers la Bourse. En effet, la chaussée à cet endroit présente une importante activité économique de la population marocaine ou d'origine marocaine. On y trouve toute une série de commerces tenus par des Marocains ou des Belges d'origine marocaine et destinés visiblement à toute la clientèle du quartier de Molenbeek qui semble être de la même nationalité ou de la même origine (voir le trapèze formé par le boulevard Léopold II, le quai des Charbonnages, la chaussée de Ninove et la voie de chemin de fer). La chaussée de Gand présente les mêmes caractéristiques que la rue de Brabant au niveau de ses commerces (inscriptions en arabe) et des produits et services offerts par ces derniers :

- plusieurs boucheries islamiques avec moutons, boeufs et veaux
- des Call centers avec propositions de tarifs bon marché pour appeler à l'étranger
- plusieurs magasins qui vendent de tout : quincaillerie, outillage, vaisselle, bricolage, décoration (bibelots, lustres, meubles, etc.), produits cosmétiques, articles ménagers, électronique, etc.
- plusieurs commerces de type "Tout à 50fr"
- des salons de lavoir automatisés
- une librairie spécialisée dans la littérature arabe
- des magasins spécialisés dans l'alimentation exotique (épicerie traditionnelle + épices, fruits secs et huiles cultivés en Tunisie ou au Maroc)
- des marchands de fruits
- des magasins "import/export" ou "de gros et détails" avec tissus, textiles, tapis, rideaux, etc.

3.2 Anvers

Le nord-est du centre d'Anvers

Les quartiers turcs et marocains d'Anvers que nous avons visités se situent comme à Bruxelles directement au sortir du centre-ville. En effet le périmètre formé par Italieliei, Carnotstraat et Turnhoutsebaan, et la voie de chemin de fer semble fort habité par des populations marocaines ou d'origine marocaine et dans une moindre mesure par des Turcs ou des Belges d'origine turque.

Van Arteveldestraat et Van Wesenbekestraat

Situées entre Carnotstraat et Conincplein, ces deux rues regroupent une importante activité économique des Chinois d'Anvers ou des Anversois d'origine chinoise. On y trouve de nombreux restaurants (une vingtaine), des magasins d'import/export spécialisés dans la décoration et l'alimentation chinoise, une agence de voyage spécialisée dans les vols vers l'Asie, un Asian business center, une association des Chinois de Belgique, un magasin de vente et de location de médias asiatiques (vidéo, cd, cassettes, etc.) ainsi qu'une grande surface de type supérette qui ne propose que des produits chinois.

Conincplein et Lange Beeldekensstraat

Van Arteveldestraat et Van Wesenbekestraat qui constituent un miniquartier chinois aboutissent sur Conincplein et Lange Beeldekensstraat qui marquent le début d'une importante partie de la ville essentiellement habitée par des Marocains et des Belges d'origine marocaine. Conincplein présente un AfroWorld, magasin spécialisé dans la vente d'articles issus d'Afrique noire (Gabon, Rwanda, etc.) avec alimentation, boissons et produits de beauté pour cheveux. D'autre part, l'un ou l'autre snack pakistanais, indien et marocain proposent leurs spécialités respectives (viande halal, samoza, etc.).

Lange Beeldekensstraat s'étend presque sur toute la longueur du périmètre du nord-est du centre d'Anvers décrit plus haut. Réputée pour son activité économique très développée, elle regroupe une quantité impressionnante de magasins et de services divers aux titres en néerlandais et en arabe :

- un magasin spécialisé en musique arabe avec des auteurs, des artistes et des maisons de production issus du Liban, d'Arabie Saoudite, du Maroc, etc. De la musique raï, le Coran sur CD, des cassettes vidéo marocaines et libanaises avec titres en Français et en Arabe, des vidéos de pèlerinages à la Mecque remplissent les rayons du magasin Fassiphone qui n'est autre qu'une succursale du magasin de musique arabe de la rue de Brabant décrit plus haut dans la section consacrée à Bruxelles
- un magasin de musique arabe qui vend des jeux de société marocains traduits en français et inversement, des parfums marocains, des gadgets divers
- un grand magasin spécialisé dans la décoration et les bibelots : vaisselle (théière et tasses de thé), plateaux et assiettes tarabiscotés, bibelots divers de Chine, de Taiwan et du Maroc)
- un magasin qui vend des vêtements et de la décoration arabe (djellaba, tapis d'orient, tissus et tapisserie), des bibelots, du savon et du parfum marocain et de l'alimentation spécialisée : épices, fruits secs (arachides, cacahouètes, pistaches), gingembre, dragées, riz, farine provenant de Turquie, d'Inde, du Liban, etc.
- un marchand spécialisé dans les carpettes et les tapis d'orient
- des Call centers avec cabines pour communiquer à l'étranger (Bosnie, Ghana, Pologne, Maroc, etc.)
- des commerces qui fournissent des gadgets et du matériel électronique bas de gamme fabriqué à Taiwan, bradé ou de seconde main
- des boulangeries et des marchands de fruits
- des snacks pitas/kebab
- un restaurant spécialisé dans le couscous

Un peu en dessous de Lange Beeldekensstraat, sur Lange Van Bloerstraat, on trouve une grande surface spécialisée en produits turcs et marocains avec boucherie, boulangerie et épicerie dans un même grand magasin.

Remarques et observations diverses :

Lange Beeldekensstraat ressemble à la chaussée de Gand ou à la rue de Brabant à Bruxelles. Elle regroupe le même style de commerces : alimentation, Call center, électronique et magasins qui vendent de tout en même temps. La différence se situe plutôt au niveau de la clientèle qui semble plus mixte (Marocains, Belges d'origine marocaine et Belges de souche) qu'à Bruxelles.

Onderwijsstraat, Handelstraat et Sint-Elisabethstraat

Parallèles à Lange Beeldekensstraat mais située un peu plus haut dans le nord de la ville, ces trois rues qui se suivent traversent également toute la longueur du périmètre du nord-est du centre d'Anvers décrit

plus haut. Elles constituent avec Lange Beeldekensstraat les deux axes économiques principaux de cette partie de la ville. On y trouve les commerces et les services suivants aux titres souvent écrits en arabe :

- une imprimerie au nom marocain
- le Centre du Kurdistan
- plusieurs bars marocains et turcs
- plusieurs boucheries offrant de la viande halal
- plusieurs poissonneries
- plusieurs épicerie (classiques + spécialités : épices diverses, fruits secs, riz, etc.)
- plusieurs réparateurs en électronique et audiovisuel
- des magasins qui vendent de tout comme on l'a souvent décrit dans les autres quartiers
- des commerces de musique arabe (CD, cassettes, etc.)
- une amicale soutenant un club de sport de Bosnie-Herzégovine
- des magasins d'import/export en tissus, bibelots, etc.
- des magasins spécialisés en rideaux et tapis d'orient

La fin de cet important axe économique est quelque peu différent dans la mesure où la Sint-Elisabethstraat offre en plus de ces types de commerce des services typiquement occidentaux : BBL, Mutualité socialiste, Générale, Proximus. Un peu comme la rue Marie Christine à Bruxelles mais dans une très moindre mesure.

Vankerckhovenstraat

Encore un peu plus dans le nord, remarquons la présence de quelques commerces exclusivement turcs réunis sur la moitié de Vankerckhovenstraat et isolés entre des rues un peu plus résidentielles. Amicale, association, boulangerie, épicerie, poissonnerie et autre boucherie constituent une petite zone turque dans un quartier plutôt marocain.

Remarques et observations diverses :

On retrouve dans ce périmètre au nord-est d'Anvers beaucoup de commerces et de services similaires à ceux que l'on a déjà observés à Bruxelles. Avec peut-être plus de spécialités à Anvers : épices, légumes en boîtes, farines diverses, produits de beauté, poissonneries, etc. Cette différence s'explique certainement par la présence du port et de son intense activité économique et commerciale.

Malgré le plus grand isolement de Onderwijsstraat, Handelstraat et Sint-Elisabethstraat par rapport au centre-ville en comparaison avec Conincplein et Lange Beeldekensstraat, la population semble toujours plus mixte que dans les quartiers visités à Bruxelles, tant par rapport à la coexistence dans un même quartier de différentes communautés ethniques que par rapport aux Belges de souche.

Enfin, globalement, la qualité de vie de ce quartier paraît nettement supérieure à celle des quartiers marocains et turcs bruxellois. Hormis quelques rues situées dans le nord où se trouvent des trottoirs et des maisons en mauvais état, l'ensemble du quartier présente rues, trottoirs et mobiliers urbains en bon état avec de surcroît une certaine propreté sur la voie publique.

Le quartier de la gare centrale

Situé à l'est du centre d'Anvers, le quartier de la gare est plus connu pour son importante activité économique liée au marché du diamant que pour ses quelques commerces turcs. En effet, on trouve aux alentours du Zoo d'Anvers sur Provinciestraat et les rues adjacentes plusieurs magasins aux noms turcs et tenus par des Turcs ou des Belges d'origine turque : boulangeries, épicerie et poissonneries. Quelques centaines de mètres à l'ouest vers la gare, ces mêmes types de commerce sont tenus par des Juifs (poissonnerie, diamantaires, etc.).

Berchem

L'important quartier de Berchem est en partie habité par des Marocains ou des populations d'origine marocaine. Néanmoins, à quelques exceptions près, cette présence ne semble pas avoir eu un impact sur le

commerce local en ce qui concerne l'origine et la nationalité des commerçants ainsi que les produits et les services que ces derniers offrent à la population.

3.3 Liège

La situation de Liège sur les questions qui nous intéressent est très différente de celles de Bruxelles et d'Anvers. D'une part, la population turque et marocaine ou d'origine turque et marocaine y est nettement moins importante (voir les chiffres en appendice), et d'autre part, elle est beaucoup plus éclatée dans toute la ville, ce qui rend plus difficile l'émergence d'un ou plusieurs quartiers avec un développement important de "l'ethnic business". Néanmoins, quelques rues ici et là révèlent l'existence de quelques commerces et services tenus par des Marocains, des Turcs ou des Belges d'origine marocaine et turque.

La rue du Moulin

La rue du Moulin parcourt tout le quartier de Bressoux à proximité de Droixhe où réside une importante partie des populations défavorisées à Liège, Belges de souches, immigrés et étrangers confondus. Elle présente toute une série de commerces traditionnels avec en plus quelques magasins destinés aux Marocains, aux Turcs et aux Belges d'origine marocaine ou turque :

- une grande surface offrant des produits traditionnels avec une spécialisation dans l'import/export de spécialités marocaines : viande halal, veaux, poulets et brochettes, pains marocains, épices diverses, etc.
- deux boucheries halal

On trouve également des commerces qui rappellent certains quartiers de Bruxelles et d'Anvers comme des établissements qui fournissent des gadgets et du matériel électronique bas de gamme en même temps que de la décoration et des bibelots. Mais ces magasins semblent pour la plupart tenus par des Belges de souche et destinés à l'ensemble de la population du quartier quelle que soit son origine.

Le quartier Sainte-Marguerite

Situées à quelques centaines de mètres du centre-ville, la rue Sainte-Marguerite et la rue Saint-Séverin offrent également quelques commerces turcs et marocains. Néanmoins et de la même façon que pour la rue de la Boucherie, ceux-ci sont beaucoup plus rares et surtout ils s'intègrent au sein de nombreux autres commerces classiques. On y trouve les magasins suivants avec des noms écrits en arabe :

- une épicerie turque et une épicerie marocaine, celles-ci possèdent quelques spécialités tels que pains marocains ou fruits exotiques mais avec un choix nettement moindre que ce que l'on a pu observer à Anvers et à Bruxelles
- deux boucheries halal
- 2 Call centers
- une épicerie spécialisée en alimentation italienne
- un magasin d'import/export en décoration, vaisselle et bibelots en tous genres
- un commerce de carpettes et de tapis d'orient
- deux snacks/pitas aux noms turcs

Le quartier Léopold dans le centre-ville

Le quartier Léopold est situé à proximité de la place Saint Lambert, il est donc dans l'hyper-centre de Liège. On y trouve quelques rues avec quelques magasins spécialisés qui se rapprochent de ce que l'on a pu observer dans d'autres quartiers à Liège, à Bruxelles et à Anvers :

- la rue du Pont offre un magasin de bibelots, de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et de décoration, un restaurant marocain, une boucherie halal
- la rue de la Cathédrale offrent plusieurs petits snacks/friteries qui vendent à la fois des produits typiquement belges (frites, sandwiches, etc.) mais aussi des spécialités turques et marocaines telles que pitas et pizzas turques
- la rue de la Madeleine comprend également plusieurs snack/pitas, des restaurants italiens et un magasin spécialisé dans l'alimentation asiatique et africaine

- la rue Souverain Pont propose trois restaurants turcs, un restaurant chypriote et deux snack/pitas

La rue Léopold présente deux magasins très spécialisés. Une boulangerie/épicerie qui vend les aliments suivants :

- de nombreux légumes, fruits et sauces en boîte provenant notamment de Turquie, de Tunisie et de Slovaquie.
- de la charcuterie halal (saucisson de poulet et de boeuf)
- du fromage frais (plusieurs sortes de fromage blanc) ou emballé
- différentes sortes d'olives
- du café, du thé et des épices en paquets
- différents pains marocains au sésame
- des pâtisseries et sucreries turques et marocaines

Remarquons qu'une bonne partie de ces aliments vendus emballés ou sous vide proviennent de sociétés allemandes qui présentent leurs emballages partiellement écrits en arabe. D'autre part, des produits sont fabriqués par de grandes marques occidentales mais dans des pays du Maghreb (Nestlé). A côté de cette boulangerie/épicerie se trouve un autre magasin spécialisé en alimentation centre-africaine, on y trouve les aliments suivants :

- des légumes et des fruits exotiques
- différentes sortes de poissons séchés et des escargots
- de la viande et du fromage frais
- des bières brassées au Gabon, au Rwanda ou en Jamaïque
- des produits de beauté pour cheveux

Remarques et observations diverses :

Malgré la présence d'une partie de la population marocaine ou d'origine marocaine dans le quartier de Fétille, du côté du quai des Ardennes ou dans le quartier d'Outremeuse, nous n'avons pas relevé d'activité économique susceptible d'être mentionnée dans notre description. D'autre part, pour être complet, il faut rappeler qu'il existe à Liège de nombreux restaurants marocains ou turcs mais ceux-ci sont répartis dans toute la ville. Ils correspondent au développement de "l'ethnic business" mais dans ce cas précis, celui-ci est exclusivement orienté à l'intention de toute la population et des touristes à la recherche d'une évasion exotique comme nous l'avons déjà signalé dans le cas de la rue de Moscou à Bruxelles.

Remarques générales et conclusions

La visite de plusieurs quartiers à Bruxelles, à Anvers et à Liège nous a fourni de nombreuses indications quant aux types d'activités économiques qui constituent ce que l'on appelle l'entrepreneuriat ethnique ou encore le commerce communautaire. On a vu différents types de commerces et de services, la variété des produits vendus, la clientèle à qui sont destinés ces derniers, etc. Néanmoins, ces descriptions de quartiers ne révèlent que la face visible de l'activité économique des populations immigrées marocaine ou turque. En effet, la réalité de celle-ci est beaucoup plus complexe, et il faudrait approcher cette question de façon beaucoup plus exhaustive pour se faire une idée correcte de l'entrepreneuriat ethnique chez les immigrés marocains et turcs : approches différenciées selon les nationalités, selon les régions d'implantation et selon les secteurs d'activité, etc⁵⁷. D'autre part, ces tentatives plus exhaustives devraient également faire face à l'absence de données fiables sur la question de l'entrepreneuriat ethnique en Belgique : données partielles, rareté des enquêtes, sources inexistantes, etc. Il reste donc beaucoup de travail à faire avant que l'on ne puisse commencer à y voir plus clair sur cette question. Néanmoins, à partir des quelques recherches qui se sont penchées sur l'ethnic business en Belgique et à l'étranger, on peut déjà donner quelques tentatives d'explication et de description sur la façon dont fonctionne celui-ci en Belgique.

L'entrepreneuriat ethnique

⁵⁷ FELD S., *op.cit.*, p.57.

Dans une étude commandée au Hoger Instituut Voor de Arbeid de la KUL par Vic Anciaux sur l'entrepreneuriat ethnique alors qu'il était secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, le commerce ethnique ou communautaire est défini comme "l'ensemble des petits magasins, restaurants, services et entreprises artisanales de toutes sortes, mis sur pied par des minorités ethniques⁵⁸". Il regroupe l'ensemble des activités commerciales produites par des groupes d'immigrés et possède les caractéristiques suivantes.

D'abord, au début, l'entrepreneuriat ethnique semble ne rassembler des activités commerciales qui ne servent que les besoins de la communauté dont est originaire le commerçant ou l'entrepreneur. Cela s'explique en partie parce que les autres besoins sont souvent pris en charge par des entrepreneurs autochtones qui entretiennent un climat concurrentiel difficile mais surtout parce que l'entrepreneur, de par son origine, connaît précisément les besoins et les services demandés par les membres de sa communauté⁵⁹. Cette connaissance lui offre les moyens d'offrir à sa communauté certains produits alimentaires issus du pays d'origine ou d'un pays qui en est proche (pays du Maghreb, etc.), toute une série de biens culturels du pays d'origine (littérature, musique, etc.) et d'autres produits qui ne se trouvent normalement pas dans les commerces tenus par les autochtones. D'autre part, l'entrepreneur ethnique peut également offrir des services destinés à sa communauté pour lui faciliter toute une série de problèmes liés à son adaptation dans le pays d'accueil : apprentissage de la langue du pays, connaissance des démarches de naturalisation, adresses des centres de solidarité intra-ethniques, etc⁶⁰. Au fil du temps, en fonction des conditions du marché et de la concurrence avec les commerces autochtones, le commerce ethnique peut s'ouvrir vers une clientèle plus large qui comprendra des autochtones ou simplement d'autres communautés ethniques soit en commercialisant des produits destinés à ces derniers, soit par l'attrait exotique que certains produits communautaires ou ethniques peuvent avoir sur la clientèle autochtone⁶¹.

L'emploi indépendant

Dans un contexte économique difficile où les chances d'obtenir une place salariée bien rémunérée sont rares pour les immigrés, le travail indépendant représente un espoir important d'ascension sociale et de réussite économique. Que ce soit le résultat d'un choix délibéré qui se fonde sur une volonté de promotion sociale et un désir d'autonomie professionnelle ou qu'il s'agisse d'un moyen destiné à échapper au chômage et à la précarité, le statut d'indépendant offre aux immigrés des perspectives plus intéressantes que la recherche d'un emploi salarié. La petite entreprise et le petit commerce constituent une alternative pour échapper au chômage et à l'exclusion sociale. Dans ce contexte, il s'agit souvent d'une affaire familiale où l'ensemble des membres de la famille nucléaire mais aussi les cousins et les proches s'investissent de différentes façons⁶² physiquement ou financièrement. Certains comme indépendants qui, pour leur propre compte, dirigent un ou plusieurs établissements commerciaux ou industriels dont ils sont propriétaires, d'autres comme aidants c'est-à-dire toute personne qui aide un indépendant membre du ménage dans l'exercice de sa profession sans qu'elle soit rémunérée à cet effet⁶³. Le principe de l'entreprise familiale s'accompagne souvent du principe de loyauté patriarcale où en échange de la protection, des conseils et de l'aide financière et matérielle de leur patron (argent, voiture, etc.), des membres de la famille ou des proches primo-arrivants fourniront une aide importante à l'entreprise et à sa réussite⁶⁴. La réussite ou l'échec de l'entreprise est fonction de plusieurs facteurs dont principalement l'existence ou non de segments inoccupés de l'économie⁶⁵ (alimentation exotique, services spécifiques, etc.) et d'autre part l'offre des indépendants autochtones qui peuvent parfois désertier certains domaines considérés comme pas assez rentables (nécessité

⁵⁸ Enquête sur l'entrepreneuriat ethnique, Hoger Instituut Voor de Arbeid, KUL, Leuven, 1993 cité dans NOUVELLE TRIBUNE, *op.cit.*, p.38.

⁵⁹ MANCO A., *op.cit.*, p.25 et 26.

⁶⁰ *Ibidem*, p.26.

⁶¹ *Idem*.

⁶² MANCO A. et U., *op.cit.*, p.11.

⁶³ FELD S., *op.cit.*, p.58.

⁶⁴ MANCO A., *op.cit.*, p.30.

⁶⁵ FELD S., *op.cit.*, p.75.

de travailler beaucoup pour un faible rendement, etc.). Globalement, à côté des petits commerces, les indépendants turcs et marocains sont concentrés dans la réparation, le secteur horeca et la restauration⁶⁶.

Les perspectives d'avenir sur le marché de l'emploi

L'étude commandée au Hoger Instituut Voor de Arbeid de la KUL par Vic Anciaux sur l'entrepreneuriat ethnique⁶⁷ se pose les trois questions suivantes sur l'entrepreneuriat ethnique : l'entrepreneuriat ethnique exerce-t-il une influence positive sur l'emploi, est-il à évaluer comme un facteur de mobilisation sociale, et, enfin, favorise-t-il l'intégration?

La réponse à la première question semble positive, le rapport indique la création d'emploi par un effet de réaction en chaîne liant entrepreneurs, fournisseurs, personnel, etc. Les travaux de Manço sur cette question dans la communauté turque de Belgique affirment la même chose lorsque ce dernier décrit comment la plupart des aidants et des membres de la famille qui travaillent autour d'une entreprise familiale risquent fort de devenir à leur tour des patrons d'affaires familiales⁶⁸. Enfin, l'entrepreneuriat ethnique montre à la communauté qu'il existe des moyens pour contourner les risques du chômage, d'exclusion et de précarité et il offre aux personnes concernées par cette activité économique des moyens et des conditions pour travailler avec de nombreux partenaires à l'intérieur comme à l'extérieur de la communauté ethnique. Cependant, il ne faut pas surestimer la capacité créatrice d'emploi de ce type d'activités car le taux de faillite de ces petites entreprises ethniques - souvent minuscules au demeurant - est élevé et de surcroît, ces dernières n'emploient jamais beaucoup de personnes (la famille et les proches au maximum) et n'offrent souvent que des bas revenus⁶⁹.

A la question de savoir si l'entrepreneuriat ethnique est à évaluer comme un facteur de mobilisation sociale, le rapport commandé par Vic Anciaux insiste sur l'importance de l'ouverture de l'activité économique vers l'ensemble de la société au-delà de la communauté ethnique qui forme sa clientèle. Ce problème est important dans la mesure où l'activité économique de type ethnique peut prendre deux directions. Dans un premier temps, elle résulte de la crise économique qui provoque l'émergence de petits commerces destinés à la communauté en tant que stratégies pour accéder aux ressources de base⁷⁰. Dans ce contexte, seule l'orientation ethno-culturelle des produits et services offerts par l'activité économique de la communauté concernée permet d'exercer une activité économique plus ou moins rentable. En d'autres termes, la demande très ciblée oblige l'entrepreneur à ne pas diversifier son activité. Dans un deuxième temps par contre, l'activité économique s'étant stabilisée, l'entrepreneur pourra tenter d'offrir des produits et des services vers une clientèle autochtone. Il est donc question d'une période communautaire avant une ouverture vers une clientèle plus large. Ce qui pourra parfois obliger les entrepreneurs à rompre avec certaines pratiques commerciales dont notamment le privilège pour certains fournisseurs issus de la même communauté⁷¹. Mais cette deuxième étape ne va pas de soi et il arrive que l'entrepreneuriat ethnique fasse l'objet d'un piège, d'une enclave ou d'une niche ethnique⁷², c'est-à-dire d'un isolement et d'un renforcement de l'activité économique de la communauté sur elle-même suite, d'une part, à l'orientation ethno-culturelle des produits et services offerts par l'activité économique de la communauté concernée et, d'autre part, à cause de l'orientation systématique des membres actifs de la communauté vers ces niches économiques en raison notamment de leurs handicaps de langue, d'éducation, de race, de religion, etc. Dans ce cas, non seulement il n'y a pas de diversification de l'activité économique et a fortiori d'ouverture vers la clientèle et les entrepreneurs autochtones ainsi que vers le marché ouvert mais de surcroît, la niche économique risque de déterminer les opportunités économiques des générations suivantes.

⁶⁶ CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME, *Egax et reconnus, op.cit.*, p.258.

⁶⁷ Enquête sur l'entrepreneuriat ethnique, Hoger Instituut Voor de Arbeid. KUL, Leuven, 1993 cité dans NOUVELLE TRIBUNE, *op.cit.*, p.38 et 39..

⁶⁸ MANCO A. et U., *op.cit.*, p.14.

⁶⁹ MANCO A., *op.cit.*, p.26.

⁷⁰ KESTELOOT C., *Segregation and economic integration of immigrants in Brussels*, in BODY-GENDROT S. et MARTINIELLO M. (Ed.), *Minorities in European Cities. The Dynamics of Social Integration and Social Exclusion at the Neighbourhood Level*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire : Macmillan Press, 1999.

⁷¹ MANCO A. et U., *op.cit.*, p.13 et 14..

⁷² FELD S., *op.cit.*, p.75.

Enfin, à la question de savoir si l'entrepreneuriat ethnique favorise l'intégration, le rapport du Hoger Instituut Voor de Arbeid de la KUL indique plusieurs éléments qui peuvent laisser penser à une réponse positive sur cette question. D'abord en tant qu'assimilation économique, car l'entrepreneur indépendant s'intègre par ses réseaux commerciaux dans le tissu économique local voire national : expansion sur le marché, partenaires privilégiés, concurrence ou association avec des entrepreneurs autochtones, etc. D'autre part, individuellement et socialement, pour l'entrepreneur ethnique et ses aidants (proches, membres de la famille, etc.), l'entreprise commerciale implique des projets d'avenir, des engagements à long terme et des investissements considérables qui révèlent le projet ou au moins l'espoir de s'établir et de s'intégrer dans le pays d'accueil⁷³. En effet, de la même façon que pour l'investissement et les droits politiques⁷⁴, la volonté de rester définitivement dans le pays d'accueil est un des facteurs qui détermine de façon considérable le parcours socio-économique de l'immigré entrepreneur et a fortiori celui de sa famille. A ce titre, l'entreprise économique peut stimuler l'envie de naturalisation notamment par les facilités administratives que cela implique. Pour expliquer le parcours socio-économique de l'immigré et de façon plus particulière pour expliquer l'emploi indépendant dans les communautés immigrées, il faut tenir compte des caractéristiques pré-migratoires de l'immigré (niveau de qualification, expérience commerciale, caractéristiques de la région d'origine, etc.), des causes de la migration et donc du déplacement (immigration temporaire avec objectif de retour, établissement définitif dans le pays d'accueil, etc.) et enfin des caractéristiques post-migratoires c'est-à-dire des caractéristiques du pays d'accueil (situation économique, droits politiques des étrangers, etc.)⁷⁵. Ces trois types de caractéristiques interagissent et déterminent fortement le parcours socio-économique, la réussite ou l'échec de l'immigré entrepreneur.

Quelques pistes de recherche

Les enquêtes et les travaux de Serge Feld, de Altay et d'Ural Manço ou encore le rapport du Hoger Instituut Voor de Arbeid de la KUL sur la situation de l'entrepreneuriat ethnique en Belgique révèlent de nombreux éléments intéressants pour essayer de comprendre le développement de l'économie ethnique en Belgique et de ses implications sociales, économiques et culturelles sur les communautés marocaine et turque de Belgique. Néanmoins, de nombreux aspects de celle-ci restent encore à explorer.

Qu'en est-il par exemple du degré de solidarité ethnique développée dans ces communautés au niveau économique? Quelle en est la conséquence sur les rapports et les liens entre l'économie classique et l'économie ethnique? Quelle interdépendance existe-t-il entre l'économie ethnique et la solidarité dans la communauté? Notamment par rapport à certains systèmes de soutien et de redistribution liés aux Mosquées⁷⁶. Enfin, quelle est l'attitude des entrepreneurs ethniques aisés vis-à-vis de leurs semblables? Existe-t-il au-delà des différences de classe une certaine solidarité?

D'autre part, qu'en est-il des niches économiques dans lesquelles seraient confinés les entrepreneurs ethniques marocains et turcs ou d'origine marocaine et turque? Quelle est la répartition de ces niches par rapport aux autres populations immigrées plus minoritaires en Belgique comme par exemple les Indiens et les Pakistanais qui semblent plus présents dans le secteur des Night Shops et dans le commerce de nuit? Pourquoi une telle répartition? Existe-t-il un phénomène de chaises musicales concernant ces niches économiques⁷⁷?

⁷³ Enquête sur l'entrepreneuriat ethnique, Hoger Instituut Voor de Arbeid, KUL, Leuven, 1993 cité dans NOUVELLE TRIBUNE, *op.cit.*, p.38.

⁷⁴ MARTINIELLO M. *Pour une sociologie politique de la situation post-migratoire en Belgique* in MARTINIELLO M. et PONCELET M. (ed.), *op.cit.*, p.175.

⁷⁵ MANCO A., *op.cit.*, p.30 et 31.

⁷⁶ KESTELOOT C., *op.cit.*

⁷⁷ RATH J., *A Game of Ethnic Musical Chairs? Immigrant Businesses and the Alleged Formation and Succession of Niches in the Amsterdam Economy*, in BODY-GENDROT S. et MARTINIELLO M. (Ed.), *Minorities in European Cities. The Dynamics of Social Integration and Social Exclusion at the Neighbourhood Level*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire : Macmillan Press, 1999.

Bibliographie

- ADDE asbl, *Loi du 15 décembre 1980. Arrêté royal du 8 octobre 1981 et autres dispositions du droit des étrangers. Modifiées par les lois (Vande Lanotte) des 10 et 15 juillet 1996 et par ses arrêtés d'exécution*, Bruxelles, 1997.
- ALALUF M., *Les immigrés dans la ville*, ULB, Bruxelles, 1994.
- ARRIJN P., FELD S. et NAYER A., *La discrimination à l'accès à l'emploi en raison de l'origine étrangère : le cas de la Belgique*, Cahiers de Migrations internationales, n°23, Bureau international du travail (BIT), 1998.
- ARRIJN P., FELD S. et NAYER A., *Discrimination à l'embauche*, Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles, Bruxelles, 1997.
- BLAISE P. et MARTENS A., *Des immigrés à intégrer. Choix politiques et modalités institutionnelles*, Courrier hebdomadaire du CRISP, n°1358-1359, Bruxelles, 1992.
- BULLETIN DU CREDIT COMMUNAL, *Population étrangère*, n°202, 1997.
- CAHIERS DE SOCIOLOGIE ET D'ECONOMIE REGIONALES, *L'emploi des immigrés, Intégration et différenciation sociale*, Critique régionale n°19, ULB, Bruxelles, 1993.
- CENTRE D'ACTION INTERCULTURELLE DE LA PROVINCE DE NAMUR, Dossier de présentation, 1998.
- CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME, *Devenir Belge*, Bruxelles, 1998.
- CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME, *Egaux et reconnus, Bilan 1993-1999 et perspectives de la politique des immigrés et de la lutte contre le racisme*, SFI, Bruxelles, 1999.
- CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME, *Rapport annuel 1997*, Avril 1998.
- CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME, *Rapport annuel 1996*, Annexe informative, 1996.
- CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME, site Internet : <http://www.antiracisme.be>
- COENEN M.-T. et LEWIN R. (ed.), *La Belgique et ses immigrés. Les politiques manquées*, Bruxelles, De Boeck, 1997.
- DEVILLE A., *La réforme de la loi relative aux étrangers*, Courrier hebdomadaire du CRISP, n°1538, Bruxelles, 1996.
- FELD S., *La main d'oeuvre étrangère sur le marché du travail en Belgique*, SSTC, Bruxelles, 1994.
- GRUPE D'ETUDE MENS EN RUIMTE asbl, *Les immigrés et l'emploi*, Bruxelles, 1992.
- INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES, *Population du registre national*, Ministère des affaires économiques, 1998.
- KESTELOOT C., *Segregation and economic integration of immigrants in Brussels*.
- LETTRE D'INFORMATION n°1, Point d'appui TEF, Mars 1993.
- MAGNETTE P. (éd.), *De l'étranger au citoyen, Construire la citoyenneté européenne*, De Boeck, Bruxelles, 1997.
- MAN, O A. et U., *La formation d'une bourgeoisie commerçante turque en Belgique*, 1994.
- MARTINIELLO M., *Sortir des ghettos culturels*, Presses de sciences po, Paris, 1997.
- MARTINIELLO M. et KAGNE B., *Politiques multiculturelles et citoyenneté dans les villes européennes (MPMC) : Le cas de la ville de Liège*, Projet Most - UNESCO, Rapport de recherche intermédiaire à destination du Ministère de la Région Wallonne (Direction Générale de l'Action sociale et de la Santé (DGASS)) et de la Ville de Liège, Faculté de Droit, ULG, 1999.
- MARTINIELLO M. et PONCELET M. (ed.), *Migrations et minorités ethniques dans l'espace européen*, Bruxelles, De Boeck, 1993.
- MINISTERE DE LA REGION WALLONNE, Direction générale de l'économie et de l'emploi, *L'occupation de travailleurs de nationalité étrangère*, 31 juillet 1995.
- MINISTERE DE LA REGION WALLONNE, *Le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés en région wallonne*, 1997.
- MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP INTERDEPARTEMENTALE COMMISSIE ETNISCH-CULTURELE MINDERHEDEN, *Au-delà du non-engagement. La politique de la Flandre à l'égard des minorités ethnoculturelles. Un bilan*, Bruxelles, 1997.
- MONITEUR BELGE, *Lois, décrets, ordonnances et règlements relatifs à l'occupation des travailleurs étrangers*, Bruxelles, 21.05.99.

- MONITEUR BELGE, *Lois, décrets, ordonnances et règlements relatifs à l'occupation des travailleurs étrangers*, Bruxelles, 26.06.99.
- MRAX INFORMATION, *Dossier Emploi et discrimination du MRAX*, n°78, Bruxelles, 1995.
- NOUVELLE TRIBUNE, n°4, Septembre 1994.
- OUALI N. et REA A., *Insertion, discrimination et exclusion. Cursus scolaires et trajectoires d'insertion professionnelle de jeunes bruxellois*, Dossier 11 du TEF (Travail, emploi, formation), Bruxelles, 1995.
- PAUWELS J.-P., *Fédération par dissociation et protection des minorités: le cas de la Communauté germanophone en Belgique* in Working Papers Comparative and International Politics, Department of Political Studies, University of Catania, 1998.
- POLITICOGRAPHE 1998, Kluwer Editorial, Diegem, 1998.
- SMEESTERS B. et NAYER A., *Approche juridique de la discrimination à l'accès à l'emploi en Belgique en raison de l'origine étrangère*, Cahiers de Migrations internationales, 28, Bureau international du travail (BIT), 1999.
- TRAIT D'UNION asbl, *Acquisition de la nationalité belge*, Bruxelles, 1997.

Table des matières

A. Analyse comparative 1

1. Histoire des principaux groupes d'immigrants 1

Les flux migratoires et l'immigration du travail 1

Les principaux accords bilatéraux à l'origine des principaux flux migratoires de l'histoire de l'immigration en Belgique 1

L'Etat belge et les communautés "ethniques" 2

Les principaux groupes d'immigrés 4

2. Les statuts légaux 4

La loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers 4

Les statuts particuliers 6

Acquisition de la citoyenneté et naturalisation 10

Les droits politiques des étrangers 13

3. Situation socio-économique des Belges d'origine étrangère et des étrangers 15

Scolarisation et formation professionnelle 16

Emploi, salaires et chômage 19

4. Mesures publiques et semi-publiques pour l'intégration des Belges d'origine étrangère et des étrangers 21

De l'immigration à l'intégration 21

4.1 Mesures publiques 22

La politique d'intégration 22

Les divergences communautaires au niveau de l'intégration en Belgique 25

Les changements significatifs récents en matière de politique d'intégration dans la Communauté flamande 27

Les changements significatifs récents en matière de politique d'intégration dans la région de Bruxelles-Capitale 29

Les changements significatifs récents en matière de politique d'intégration dans la région wallonne 29

Les changements significatifs récents en matière de politique d'immigration au niveau fédéral 30

La législation en la matière 31

Les Conventions internationales signées par la Belgique 32

4.2 Les fondations et associations concernées 33

5. Les tendances visant à favoriser la formation d'une ethclass 37

6. Recommandations pour une meilleure politique 39

B. Etude spécifique à la Belgique 40

Les indépendants marocains et turcs ou d'origine marocaine et turque en Belgique urbaine (Bruxelles, Liège et Anvers) 40

1. L'entreprenariat ethnique chez les Marocains et les Turcs 40

2. Les données chiffrées 41

3. Observation sur le terrain 41

3.1 Bruxelles 42

3.2 Anvers 51

3.3 Liège 55

Remarques générales et conclusions 58

Bibliographie 63



Universit de Li ge

*Investigation and workshop on an emerging ethclass
in Europe*

Belgian report

Statistics

**Rapport de recherche ^ destination de la Fondation Roi
Baudouin**

Directeur de la recherche :

Dr. Marco Martiniello
Chercheur qualifi FNRS
Ma"tre de Conf rences

Chercheur :

J rTMme Jamin

- Octobre 1999 -

1. Population in Belgium per nationalities

I.N.S. Population 1-1-1998												
	COUNTRY OF NATIONALITY											
RESIDENCE	BELGIUM	GERMANY	DENMARK	FRANCE	UNITED KINGDOM	LUXEMBOURG	HOLLAND	IRELAND	ITALY	GREECE	SPAIN	PORTUGAL
KINGDOM	9.289.144	33.320	3.324	103.563	26.095	4.480	82.300	3.336	205.782	19.216	47.415	25.276
REGION OF BRUXELLES-CAPITALE	673.365	6.613	1.563	32.723	8.398	1.427	5.141	1.771	29.646	9.989	22.588	15.862
FLEMISH REGION	5.624.375	11.086	1.179	16.451	12.686	648	70.815	1.240	24.610	3.831	10.178	4.697
WALLOON REGION	2.991.404	15.621	582	54.389	5.011	2.405	6.344	325	151.526	5.396	14.649	4.717
GERMAN SPEAKING COMMUNITY	58.438	9.667	10	130	51	17	698	1	150	20	218	33

I.N.S. Population 1-1-1998												
	COUNTRY OF NATIONALITY											
RESIDENCE	AUSTRIA	FINLAND	SWEDEN	TOTAL EUROPEAN UNION	NORWAY	SWITZERLAND	POLAND	TURKEY	OTHER EUROPEAN COUNTRIES	EUROPE	ALGERIA	MOROCCO
KINGDOM	1.686	2.307	3.946	9.851.190	1.211	2.231	6.034	73.818	17.975	9.952.459	8.878	132.831
REGION OF BRUXELLES-CAPITALE	794	1.412	1.971	813.263	413	787	1.414	19.615	6.159	841.651	2.182	69.144
FLEMISH REGION	668	651	1.049	5.784.164	421	838	2.223	36.869	7.688	5.832.203	1.373	45.150
WALLOON REGION	224	244	926	3.253.763	377	606	2.397	17.334	4.128	3.278.605	5.323	18.537
GERMAN SPEAKING COMMUNITY	34	1	5	69.627	1	35	78	10	104	69.855	4	33

I.N.S. Population 1-1-1998												
	COUNTRY OF NATIONALITY											
RESIDENCE	TUNISIA	ZAIRE	OTHER COUNTRIES IN AFRICA	AFRICA	U.S.A.	OTHER COUNTRIES IN AMERICA	AMERICA	JAPAN	OTHER COUNTRIES IN ASIA	ASIA	OCEANIA	TOTAL (WITH REFUGEES)
KINGDOM	4.655	12.130	12.630	171.124	12.592	9.443	22.035	3.590	22.087	25.677	690	10.192.264
REGION OF BRUXELLES-CAPITALE	2.219	6.319	4.987	84.851	3.259	3.620	6.879	2.530	8.276	10.806	241	953.175
FLEMISH REGION	1.510	1.892	4.122	54.047	4.496	3.643	8.139	894	10.979	11.873	300	5.912.382
WALLOON REGION	926	3.919	3.521	32.226	4.837	2.180	7.017	166	2.832	2.998	149	3.326.707
GERMAN SPEAKING COMMUNITY	4	4	20	65	20	20	40	-	84	84	4	70.119

Source : Institut national de statistique, Ministère des affaires économiques

2. Number of foreigners who obtained the Belgian nationality in regard to their previous nationalities

	85-93	94	95	96	97	TOTAL	%
Holland	14.195	335	341	265	292	15.428	5,9
France	24.108	618	608	547	530	26.411	10,1
Germany	4.584	94	131	108	109	5.026	1,9
United Kingdom	2.965	102	106	116	125	3.414	1,3
Italy	56.807	2.325	2.098	1.941	1.726	64.897	24,3
Spain	6.854	281	247	262	221	7.865	2,9
Portugal	1.683	117	100	93	111	2.104	0,8
Greece	3.215	312	294	253	238	4.312	1,5
Others in E.U.	1.322	11	12	19	15	1.379	0,5
Total E.U.	114.920	4.195	3.937	3.604	3.367	130.023	48,9
Others in Europe	7.684	1.005	851	823	1.982	12.345	3,8
Turkey	10.840	6.273	6.572	6.609	7.835	38.129	9,4
Algeria	3.951	711	780	556	620	6.618	2,2
Morocco	26.380	8.638	9.146	7.915	11.078	63.157	17,5
Tunisia	3.855	573	537	406	567	5.938	2,0
Congo	2.488	474	452	442	1.089	4.945	1,4
Refugees	10.647	1.662	1.804	2.130	819	17.062	5,6
Out of the E.U.	84.925	21.592	22.192	20.977	28.311	177.997	51,1
TOTAL	199.845	25.787	26.129	24.581	31.678	308.020	100,0

SOURCE : INS

Source : Centre pour l'egalité des chances et la lutte contre le racisme, Egaux et reconnus, Bilan 1993-1999 et perspectives de la politique des immigrés et de la lutte contre le racisme, SFI, Bruxelles, 1999, p. 235.

3. Number of asylum seekers in Belgium per main nationalities

%	ex-Yugoslavia	Former Soviet Union	Pakistan	Rumania	Rwanda	Turkey	Congo
1996	23	14,5	2,5	6	3	5,5	7
1997	15	12	4	5	5	4	10,5
1998	30	10,5	2	7	4,5	2	7,5

These nationalities compose 62% of the total of asylum seekers in 1996, 55% in 1997 and 64% in 1998.

Source : Centre pour l'egalité des chances et la lutte contre le racisme, Egaux et reconnus, Bilan 1993-1999 et perspectives de la politique des immigrés et de la lutte contre le racisme, SFI, Bruxelles, 1999, p. 236.

4. Number of positive responses for asylum in regard to their nationalities

Macedonia	2,0 %
Nigeria	0,2 %
Bulgaria	0,6 %
Kosovo	11,4 %
Pakistan	2,1 %
Turkey	23,4 %
Ghana	0,9 %
India	0,6 %
Congo	10,6 %
Rumania	2,7 %

Source : Centre pour l'egalité des chances et la lutte contre le racisme, Egaux et reconnus, Bilan 1993-1999 et perspectives de la politique des immigrés et de la lutte contre le racisme, SFI, Bruxelles, 1999, p. 240.

5. Backwardness at school in primary education in the Flemish Community

%	First year	Second year	Third year	Fourth year	Fifth year	Sixth year
Belgians	9	11	12	13	14	13
EU	18	25	25	32	32	33
NON-EU	32	41	48	52	55	51

SOURCE : STATISTIQUES DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT

Centre pour l'egalité des chances et la lutte contre le racisme, Egaux et reconnus, Bilan 1993-1999 et perspectives de la politique des immigrés et de la lutte contre le racisme, SFI, Bruxelles, 1999, p. 245.

6. Remuneration

Differences of medium wage in regard to nationalities and sex

	Men	Women
Belgians	100	60 - 85
Border countries	92 - 115	76
Italians	83 - 102	-
Spaniards, Greeks, Portuguese	83 - 102	65
Moroccans	78 - 105	37 - 59
Turks	74 - 95	40 - 56

7. Unemployment

Unemployment in Belgium on January 1999 in regard to their nationalities and sex

	Men		Women		Total	
	AC	%	AC	%	AC	%
Non-mediterranean countries of the E.U.	4.795	2,7	5.805	2,5	10.600	2,6
Italy	10.148	5,7	10.531	4,5	20.679	5,0
Spa., Gre., Port.	2.766	1,6	3.026	1,3	5.792	1,4
Total E.U.	17.709	9,9	19.362	8,3	37.071	9,0
Turkey	5.506	3,1	4.509	1,9	10.015	2,4
Morocco	9.326	5,2	5.382	2,3	14.708	3,6
Others	3.880	2,2	2.254	1,0	6.134	1,5
Total out of E.U.	18.712	10,5	12.145	5,2	30.857	7,5
FOREIGNERS	36.421	20,4	31.507	13,5	67.928	16,5
BELGIANS	141.791	79,6	201.856	86,5	343.647	83,5
POPULATION	178.21	100	233.363	100	411.575	100
	2					

SOURCE : ONEM, R PARTITION G O GRAPHIQUE DU CHTMMAGE LE 31-12-98

Centre pour l'galit des chances et la lutte contre le racisme, Egaux et reconnus, Bilan 1993-1999 et perspectives de la politique des immigr s et de la lutte contre le racisme, SFI, Bruxelles, 1999, p. 259.

8. Backwardness at school in primary education in regard to their nationalities (years repeated : never, one time, ...)

	Belgian s	E.U.	Non-E.U.	Belgian s	E.U.	Non-E.U.	Belgian s	E.U.	Non-E.U.	Belgian s	E.U.	Non-E.U.
70%												
60%	62,5											
50%		56	54									
40%												
30%						33						
20%			27,5	29								
10%								10				
0%						7	9		3	6		2
	Never	Never	Never	1 time	1 time	1 time	2 times	2 times	2 times	more than 2 times	more than 2 times	more than 2 times

Source : Nouria Ouali et Andrea Rea, Insertion, discrimination et exclusion, Cursus scolaires et trajectoires d'insertion professionnelle de jeunes bruxellois, Dossier 11 du TEF (Travail, emploi, formation), Bruxelles, 1995, p. 55.

9. Typology of professional integration in regard to their nationalities

	Stabilization in the employment	Disturbed integration	Uncertain integration	Confinement in the unemployment	Return to school
Belgians	33	30	17,5	15	4
Italians	25	22	28	22	3
Other E.U.	28	20,5	23	26	2
Moroccans	17	19	21	37	5
Turks	16	26	19	38	0

Source : Nouria Ouali et Andrea Rea, Insertion, discrimination et exclusion, Cursus scolaires et trajectoires d'insertion professionnelle de jeunes bruxellois, Dossier 11 du TEF (Travail, emploi, formation), Bruxelles, 1995, p. 116.

10. Professional cards and immigration permits

Year	Professional cards	Immigration permits
1976	unavailable	4.156
1977	unavailable	4.716
1978	unavailable	3.861
1979	unavailable	3.352
1980	unavailable	3.780
1981	unavailable	3.461
1982	unavailable	2.280
1983	unavailable	1.834
1984	unavailable	1.741
1985	3.207	1.932
1986	6.551	2.231
1987	5.281	2.382
1988	5.771	2.790
1989	5.443	3.697
1990	6.008	unavailable
1991	unavailable	4.647
1992	unavailable	4.433

Source : Rapports SOPEMI 1986-1992. Source : Serge Feld, *La main-d'œuvre étrangère sur le marché du travail en Belgique*, SSTC, Bruxelles, 1994, p.19.

11. Self-employed workers per nationalities in regard to the total of self-employed workers in Belgium

Country	Number	% Total
Other countries in the european union	44.750	9,2%
Denmark	75	0,0%
France	11.152	2,3%
West Germany	1.954	0,4%
Greece	2.156	0,4%
Ireland	81	0,0%
Italy	13.746	2,9%
Luxembourg	462	0,1%
Holland	9.464	2,0%
Portugal	2.014	0,4%
Spain	1.967	0,4%
United Kingdom	1.679	0,3%
Other european countries	1.587	0,3%
Poland	153	0,0%
Switzerland	123	0,0%
Turkey	843	0,2%
Yugoslavia	219	0,0%
Other countries	249	0,1%
Other countries out of Europe	3.904	0,8%
Algeria	256	0,1%
China	253	0,1%
Zaire	108	0,0%
Morocco	1.660	0,3%
Tunisia	285	0,1%
Other countries	1.342	0,3%
Other	782	0,2%
Refugees	237	0,0%
Unspecified	545	0,1%
Total	51.023	10,6%

Source : Euro-DB, calculs

Source : Serge Feld, *La main-d'œuvre étrangère sur le marché du travail en Belgique*, SSTC, Bruxelles, 1994, p.61.

12. Number of self-employed workers in regard to the population of their nationalities in Belgium

Country	Self-emp. work.	Population	% Self-emp. wor.
Belgium	430.340	9.066.970	4,7%
Germany	1.954	26.673	7,3%
France	11.152	92.207	12,1%
Italy	13.746	240.469	5,7%
Holland	9.464	62.397	15,2%
Luxembourg	462	4.701	9,8%
United Kingdom	1.679	21.955	7,6%
Denmark	75	2.371	3,2%
Ireland	81	2.016	4,0%
Greece	2.156	20.718	10,4%
Portugal	2.014	15.137	13,3%
Spain	1.967	52.399	3,8%
Total EU	44.750	541.043	8,3%
Yugoslavia	219	5.537	4,0%
Turkey	843	81.775	1,0%
Other in Europe	525	14.001	3,7%
Algeria	256	10644	2,4%
Morocco	1660	138417	1,2%
Tunisia	285	6247	4,6%
Zaire	108	11186	1,0%
USA	188	11489	1,6%
Canada	44	1559	2,8%
Other countries	2145	58914	3,6%
Total out of EU	6273	339769	1,8%
Total Foreigners	51023	880812	5,8%

Source : SOPEMI, Euro-DB, calculs

Source : Serge Feld, La main-d'œuvre étrangère sur le marché du travail en Belgique, SSTC, Bruxelles, 1994, p.63.

13. TURKS and MOROCCANS – PROVINCE of LIEGE

I.N.S. 1991		FOREIGN POPULATION PER NATIONALITIES, SEX AND SOCIO-ECONOMIC SECTORS			
SOCIO-ECONOMIC GROUPS	TURKEY		MOROCCO		
	M	W	M	W	
ACTIVE POPULATION					
SELF-EMPLOYED WORKERS (AGRICULTURE)	-	-	-	-	
EMPLOYERS (AGRICULTURE)	-	-	-	-	
SELF-EMPLOYED WORKERS (CRAFT INDUSTRY AND INDUSTRY)	6	1	2	-	
EMPLOYERS (CRAFT INDUSTRY AND INDUSTRY) WITH :					
A) 1 TO 4 PERSONS	1	-	3	-	
B) 5 TO 9 PERSONS	-	-	-	-	
C) 10 TO 49 PERSONS	-	-	-	-	
D) MORE THAN 49 PERSONS	-	-	-	-	
SELF-EMPLOYED WORKERS (TRADE, TRANSPORTS, SERVICES)	28	18	29	13	
EMPLOYERS (TRADE, TRANSP., SERV.) WITH :					
A) 1 TO 4 PERSONS	8	4	9	-	
B) 5 TO 9 PERSONS	1	-	-	-	
C)) MORE THAN 9 PERSONS	2	-	-	-	
LIBERAL PROFESSIONS	1	-	7	1	
MANAGERS WITH EMPLOYMENT CONTRACT	5	-	3	-	
VICARS	2	-	-	-	
PROFESSORS	22	1	11	1	
ARMY OFFICERS	-	-	-	-	
MAGISTRATES	-	-	-	-	
UPPER EXECUTIVES (PUBLIC SECTOR)	1	-	6	4	
UPPER EXECUTIVES (PRIVATE SECTOR)	8	6	26	13	
TEACHERS	5	3	8	3	
SOLDIERS AND POLICEMAN	-	-	-	-	
TECHNICIANS IN THE PUBLIC SECTOR	1	2	4	8	
TECHNICIANS IN THE PRIVATE SECTOR	6	2	13	10	
OTHER EMPLOYEES IN THE PUBLIC SECTOR	6	4	9	10	
OTHER EMPLOYEES IN THE PRIVATE SECTOR	26	16	36	29	
AGRICULTURAL WORKERS	11	-	4	-	
SKILLED WORKERS IN THE PUBLIC SECTOR	71	6	69	16	
SKILLED WORKERS IN THE PRIVATE SECTORS	489	75	593	81	
UNSKILLED WORKERS	116	11	102	12	
APPRENTICES	2	4	4	-	
AGRICULTURAL ASSISTANT	-	-	-	-	
OTHER ASSISTANTS	13	2	9	5	
DOMESTIC EMPLOYEES	2	10	5	21	
UNKNOWN OCCUPATION	30	16	44	14	
	T : 863	181	996	241	
JOB SEEKERS					
A – JOB SEEKERS LOOKING FOR A FIRST JOB	202	201	170	170	
B – JOB SEEKERS LOOKING FOR A JOB	394	255	475	207	
	T : 596	456	645	377	

SERVICEMAN IN THE ARMY				
	T : 1	-	-	-
TOTALE ACTIVE POPULATION				
	T : 1.460	637	1.641	618
NON ACTIVE POPULATION				
POPULATION UNDER 18	1.953	1.857	2.304	2.168
STUDENTS OF 18 AND MORE	147	80	450	239
NEVER WORKED	53	1.046	37	1.128
RETIRED, PENSIONERS, EARLIER PENSIONERS , HAVING STOPPED WORKING	493	118	542	111
INCAPACITY TO WORK	77	14	96	26
PERSONS OF PRIVATE MEANS AND OTHERS	-	-	-	1
	T : 2.723	3.115	3.429	3.673
UNKNOWN ACTIVITIES				
	T : 240	161	526	207
GENERAL TOTAL	4.423	3.913	5.596	4.498

Source : Institut national de statistique, Ministère des affaires économiques

14. TURKS and MOROCCANS – REGION OF BRUXELLES-CAPITAL

I.N.S. 1991		FOREIGN POPULATION PER NATIONALITIES, SEX AND SOCIO-ECONOMIC SECTORS			
SOCIO-ECONOMIC GROUPS	TURKEY		MOROCCO		
	M	W	M	W	
ACTIVE POPULATION					
SELF-EMPLOYED WORKERS (AGRICULTURE)	-	-	-	-	
EMPLOYERS (AGRICULTURE)	-	-	-	-	
SELF-EMPLOYED WORKERS (CRAFT INDUSTRY AND INDUSTRY)	17	4	38	13	
EMPLOYERS (CRAFT INDUSTRY AND INDUSTRY) WITH :					
A) 1 TO 4 PERSONS	7	-	-	-	
B) 5 TO 9 PERSONS	1	-	1	-	
C) 10 TO 49 PERSONS	2	-	-	-	
D) MORE THAN 49 PERSONS	1	-	1	-	
SELF-EMPLOYED WORKERS (TRADE, TRANSPORTS, SERVICES)	176	53	503	69	
EMPLOYERS (TRADE, TRANSP., SERV.) WITH :					
A) 1 TO 4 PERSONS	48	22	109	17	
B) 5 TO 9 PERSONS	4	-	7	-	
C)) MORE THAN 9 PERSONS	7	-	19	-	
LIBERAL PROFESSIONS	10	4	49	13	
MANAGERS WITH EMPLOYMENT CONTRACT	27	10	49	18	
VICARS	1	-	3	-	
PROFESSORS	6	2	60	6	
ARMY OFFICERS	-	-	-	-	
MAGISTRATES	-	-	-	-	
UPPER EXECUTIVES (PUBLIC SECTOR)	14	3	48	53	
UPPER EXECUTIVES (PRIVATE SECTOR)	40	23	159	150	
TEACHERS	5	3	8	3	
SOLDIERS AND POLICEMAN	1	-	1	-	
TECHNICIANS IN THE PUBLIC SECTOR	3	2	20	8	
TECHNICIANS IN THE PRIVATE SECTOR	20	5	110	68	
OTHER EMPLOYEES IN THE PUBLIC SECTOR	52	49	214	126	
OTHER EMPLOYEES IN THE PRIVATE SECTOR	120	105	512	371	
AGRICULTURAL WORKERS	3	-	11	-	
SKILLED WORKERS IN THE PUBLIC SECTOR	417	235	1354	396	
SKILLED WORKERS IN THE PRIVATE SECTORS	1223	608	3580	973	
UNSKILLED WORKERS	336	177	1184	301	
APPRENTICES	11	2	17	8	
AGRICULTURAL ASSISTANT	-	-	-	-	
OTHER ASSISTANTS	41	27	103	54	
DOMESTIC EMPLOYEES	18	62	66	146	
UNKNOWN OCCUPATION	329	267	899	512	
JOB SEEKERS	T : 2939	1663	9164	3349	
A – JOB SEEKERS LOOKING FOR A FIRST JOB	205	243	746	629	
B – JOB SEEKERS LOOKING FOR A JOB	1050	974	3940	2198	

	T : 1255	1217	4686	2827
SERVICEMAN IN THE ARMY				
TOTALE ACTIVE POPULATION	T : 6	-	1	-
NON ACTIVE POPULATION	T : 4200	2880	13851	6176
POPULATION UNDER 18	4772	4583	18116	17241
STUDENTS OF 18 AND MORE	369	286	2602	1971
NEVER WORKED	79	1167	254	7501
RETIRED, PENSIONERS, EARLIER PENSIONERS , HAVING STOPPED WORKING	491	519	2194	1168
INCAPACITY TO WORK	281	208	834	290
PERSONS OF PRIVATE MEANS AND OTHERS	-	-	-	1
UNKNOWN ACTIVITIES	T : 5992	6763	24000	28171
	T : 693	654	2992	2219
GENERAL TOTAL	10885	10297	40843	36556

Source : Institut national de statistique, Ministère des affaires économiques

15. TURKS and MOROCCANS – PROVINCE of ANVERS

I.N.S.		FOREIGN POPULATION PER NATIONALITIES, SEX AND SOCIO-ECONOMIC SECTORS			
SOCIO-ECONOMIC GROUPS	TURKEY		MOROCCO		
	M	W	M	W	
ACTIVE POPULATION					
SELF-EMPLOYED WORKERS (AGRICULTURE)	-	-	1	-	
EMPLOYERS (AGRICULTURE)	-	-	-	-	
SELF-EMPLOYED WORKERS (CRAFT INDUSTRY AND INDUSTRY)	1	-	7	-	
EMPLOYERS (CRAFT INDUSTRY AND INDUSTRY) WITH :					
A) 1 TO 4 PERSONS	1	-	1	-	
B) 5 TO 9 PERSONS	-	-	-	-	
C) 10 TO 49 PERSONS	-	-	1	-	
D) MORE THAN 49 PERSONS	-	-	1	-	
SELF-EMPLOYED WORKERS (TRADE, TRANSPORTS, SERVICES)	31	12	70	9	
EMPLOYERS (TRADE, TRANSP., SERV.) WITH :					
A) 1 TO 4 PERSONS	13	2	11	-	
B) 5 TO 9 PERSONS	2	-	-	-	
C)) MORE THAN 9 PERSONS	-	-	4	-	
LIBERAL PROFESSIONS	2	-	2	1	
MANAGERS WITH EMPLOYMENT CONTRACT	14	-	11	2	
VICARS	1	-	1	-	
PROFESSORS	6	4	13	2	
ARMY OFFICERS	-	-	-	-	
MAGISTRATES	-	-	-	-	
UPPER EXECUTIVES (PUBLIC SECTOR)	13	-	9	14	
UPPER EXECUTIVES (PRIVATE SECTOR)	8	6	30	15	
TEACHERS	10	3	6	-	
SOLDIERS AND POLICEMAN	1	-	-	-	
TECHNICIANS IN THE PUBLIC SECTOR	1	-	5	2	
TECHNICIANS IN THE PRIVATE SECTOR	3	1	13	5	
OTHER EMPLOYEES IN THE PUBLIC SECTOR	23	5	47	23	
OTHER EMPLOYEES IN THE PRIVATE SECTOR	23	20	90	68	
AGRICULTURAL WORKERS	4	-	83	1	
SKILLED WORKERS IN THE PUBLIC SECTOR	184	32	422	60	
SKILLED WORKERS IN THE PRIVATE SECTORS	627	86	1558	147	
UNSKILLED WORKERS	158	31	634	163	
APPRENTICES	11	1	7	4	
AGRICULTURAL ASSISTANT	-	-	19	-	
OTHER ASSISTANTS	26	8	86	18	
DOMESTIC EMPLOYEES	1	-	-	10	
UNKNOWN OCCUPATION	132	73	282	97	
	T : 1286	284	3414	541	
JOB SEEKERS					
A – JOB SEEKERS LOOKING FOR A FIRST JOB	61	89	134	148	
B – JOB SEEKERS LOOKING FOR A JOB	450	336	1438	358	

	T : 511	425	1572	506
SERVICEMAN IN THE ARMY				
TOTALE ACTIVE POPULATION	T : 7	-	-	-
NON ACTIVE POPULATION	T : 1804	709	4986	1047
POPULATION UNDER 18	2220	2086	7355	7008
STUDENTS OF 18 AND MORE	93	74	449	338
NEVER WORKED	41	1119	101	3673
RETIRED, PENSIONERS, EARLIER PENSIONERS , HAVING STOPPED WORKING	263	131	729	212
INCAPACITY TO WORK	76	22	150	22
PERSONS OF PRIVATE MEANS AND OTHERS	-	-	-	-
UNKNOWN ACTIVITIES				
	T : 199	114	351	229
GENERAL TOTAL	4696	4255	14121	12529

Source : Institut national de statistique, Ministère des affaires économiques

16. Self-employed workers from Morocco in regard to the sector of occupation - December 1998

SOCIO-ECONOMIC ACTIVITIES	MEN	WOMEN	TOTAL
AGRICULTURE	12	1	13
INDUSTRY	405	23	428
TRADE	1153	160	1313
LIBERAL PROFESSION	98	36	134
SERVICE	105	29	134
OTHERS	18	1	19
TOTAL	1791	250	2041

Source : INASTI 1998: Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

17. Self-employed workers from Turkey in regard to the sector of occupation - December 1998

SOCIO-ECONOMIC ACTIVITIES	MEN	WOMEN	TOTAL
AGRICULTURE FISHING	7	1	8
	3	-	3
INDUSTRY	274	44	318
TRADE	1143	263	1406
LIBERAL PROFESSION	3	08	41
SERVICE	89	25	114
OTHERS	3	1	4
TOTAL	1552	342	1894

Source : INASTI 1998 : Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

Ethnisierung und Selbst- Ethnisierung

Ethnisierung ist ein Begriff, der in den letzten Jahren zunehmend genutzt wird, sei es zur Einordnung gesellschaftlicher Gruppen, sei es zur Selbstdefinition sich politisierender Jugendlicher.

So ist zu beobachten, daß gesellschaftliche Konflikte zunehmend ethnisiert werden. Aus dem Nachbarschaftsstreit wird ein ethnischer Konflikt, aus Ängsten um den Arbeitsplatz ein rivalisierendes ethnisches Gruppen um angeblich knappe Ressourcen.

Wir bieten unsere Unterstützung an:

Interethnische Konflikt- beratung

Beobachtung und Bewertung von Ethnisierungstendenzen im Stadtteil, im Vereinsleben, im Wirtschafts- und Kulturbereich

Wissenschaftliche Auseinandersetzung mit Ethnizität

Seminare und Workshops zu interkulturellen bzw. interethnischen Themen

Suche nach alternativen Konzepten und Vermittlungswegen

Erarbeitung von Modellen überethnischer Kooperation

Beobachtung der Medien zu eigenen Ethnisierungstendenzen und zum Umgang mit ethnischen Begrifflichkeiten

Die Gesellschaft der Bundesrepublik Deutschland vereint Menschen verschiedener Herkunft und Nationalität. Reale und vermutete kulturelle Orientierungen führen immer wieder zu Konflikten, die zumeist vermeidbar und lösbar sind. Eine gelungene interkulturelle Kommunikation ist bedeutsam für die interkulturelle Zusammenarbeit, die Sozialberatung, die Organisations- und Teamentwicklung oder die Arzt-Patienten-Interaktion.

Interkulturelle Kommunikation kann geübt werden.

Sie haben Fragen Wir haben Erfahrung

Sie haben Angst Wir haben Kontakte

Sie haben Streit Wir haben ein Modell

Sie sind neugierig Wir sind kreativ

Sie sind frustriert Wir sind interkulturell

Sie sind bereit Wir sind erreichbar

**Zusammen wollen wir Konflikte analysieren,
lösen, vermeiden.**

**Kontakt
Tel. 02 01 / 31 98 - 203**

Zentrum für Türkeistudien
Altendorfer Straße 3
45127 Essen
Tel.: 02 01 / 31 98 - 0
Fax: 02 01 / 31 98 - 333
e-mail: dietrich.zft@uni-essen.de



Zentrum für
Türkeistudien
Türkiye Araştırmalar
Merkezi
Fakülte 10
Üniversite Bulvarı
Eskişehir



Zentrum für
Türkeistudien
Türkiye Araştırmalar
Merkezi
Fakülte 10
Üniversite Bulvarı
Eskişehir

Inter- kulturelles Konflikt- management

Ein Projekt des
Zentrums für Türkeistudien

Gefördert aus Mitteln des
Bundesministeriums für Arbeit
und Sozialordnung

Arbeitsplatz



Verschiedene neuere Untersuchungen belegen:

Konflikte am Arbeitsplatz haben in den letzten Jahren zugenommen. Auch kulturelle Missverständnisse und Verständigungsschwierigkeiten erscheinen eine neue Dimension zu erreichen.

Verschiedene Lebens- und Gesundheitskonzepte treffen im Arbeitsprozess aufeinander. Daher erfordert das Arbeiten eines heterogenen, multi- bzw. interkulturellen Arbeitsteams oder die Beratung und Betreuung einer interkulturellen Klientel besondere Kenntnisse und Kompetenzen.

Wir bieten unsere Unterstützung an:

Kompetenz-Training
Seminaren und Workshops zu ausgewählten Themen

Workshops und Seminare zu kulturellen Lebensbedingungen, Werten, Orientierungen und Kommunikationsstilen

Workshops für interkulturelle Arbeitsgruppen, z.B. zur Bearbeitung sprachlicher interkultureller Kommunikationsprobleme im beruflichen Alltag

Workshops für Führungskräfte in Betrieben mit interkultureller Belegschaft

Workshops für Berater und Beraterinnen einer interkulturellen Klientel

Beratung zu Fragen interkultureller Zusammenhänge

Organisation von Seminaren und Fachtagungen, Fortbildung von Info-Materialien

Christlich-islamisches Zusammenleben



Über christlich-islamisches Zusammenleben wird in jüngerer Zeit viel geredet und diskutiert. Gerade im interreligiösen Bereich gibt es gegenwärtige Vorurteile und Berührungssängste. Hier werden auch Konflikte des Alltagslebens angesprochen, die wenig mit Religion an sich zu tun haben.

Es scheint, daß sich die „fremde Religion“ und deren Glaubensregeln besonders gut als Gegenbild zum eigenen (westlichen/wertigen) Selbstbild eignet. Dabei wird häufig mit zweierlei Maß gemessen.

Wir bieten unsere Unterstützung an:

Organisation von interreligiösen Gesprächsgruppen

Fortbildungsveranstaltungen für Lehrer/Lehrerinnen und Multiplikatoren/Multiplikatorinnen zu Themen des (alltags-) religiösen Lebens

Medienarbeit zu (inter-) religiösen Themen (Christentum, Islam, Judentum)

Beratungsarbeit

Interkulturelle Workshops und Seminare

Vermittlung bei interreligiösen Konflikten

Gesundheit und Sport



Gibt es eine Charakteristischerheit im Gesundheitswesen? Wir denken: Nein! Was fehlt, sind Stellen zur Vermittlung von interkultureller sozialer Kompetenz.

Was ebenfalls fehlt, sind funktionierende Wege der Informationsvermittlung zwischen Organisationen des deutschen Gesundheitswesens und der nichtdeutschen Bevölkerung.

Ähnliches gilt für den Sportbereich und seiner Bedeutung für die Gesundheitsprophylaxe oder Rehabilitation. Allerdings haben gerade im Sportbereich interkulturelle Konflikte zugenommen.

Daher liegt ein Schwerpunkt unserer Arbeit auf der Entwicklung von Konfliktlösungsstrategien im Sportbereich.

Wir bieten unsere Unterstützung an:

Beratung zu Gesundheitsvorstellungen in der Türkei, Italien, Deutschland etc.

Organisation von Tagungen, Seminaren und Workshops zu Gesundheitsvorstellungen, zu psychischen Befindlichkeiten und Problemen der Migration

Kooperation mit Krankenkassen und Beratungsstellen im Gesundheitsbereich

Vermittlung zwischen Konfliktparteien, z.B. deutschen und nichtdeutschen Vereinen

Kooperation mit Sportvereinen verschiedener kultureller Prägung

Kooperation bei Sporttagungen, Seminaren etc.



Unsere Anschriften



- Wir zeigen Ihnen Ihre Möglichkeiten und Perspektiven auf dem Weg zur eigenen Existenz auf. Dazu arbeiten wir mit den Kooperationspartnern der Wirtschaftsförderung sowie Industrie- und Handelskammern, Handwerkskammern und Verbänden zusammen.
- Wir pflegen auf der anderen Seite den Kontakt zu ausländischen Existenzgründern und Unternehmern auch nach dem ersten Beratungsgespräch.
- Sie erhalten von uns kostenfreie Beratung und Betreuung im Rahmen persönlicher Gespräche und bei der Beantwortung telefonischer und schriftlicher Anfragen. Wir können schon im Vorfeld einer Gründung auf mögliche Schwierigkeiten und Probleme hinweisen.
- Wir können Sie schnell und unbürokratisch an weitere Beratungsinstitutionen vermitteln. Die angebotenen Dienstleistungen sind kostenfrei.

**Rufen Sie uns an
oder schreiben Sie uns,
und vereinbaren Sie mit uns
einen persönlichen
Gesprächstermin.**

Transferstelle Duisburg:

Technologiezentrum
Duisburg GTT
Bismarckstraße 142
47057 Duisburg
Tel.: 0203 / 30 61 - 440
Fax: 0203 / 30 69 - 100

Ansprechpartner:

Frau Kerstin Bungert
Frau Gulay Kizilozak
Herr Yunus Ulusoy

Transferstelle Bonn:

*Ein Gemeinschaftsprojekt
mit dem Verband
Portugiesischer
Unternehmen in
Deutschland (VPU)*



Lessenicher Straße 9
53123 Bonn

Tel.: 0228 / 5 26 94 - 15
Fax: 0228 / 5 26 94 - 16

Ansprechpartner:

Frau Nesrin Çalagan
Herr Steven Uhly

Transferstelle Essen:

Triple Z –
Zukunftszentrum Zollverein
Katernberger Straße 107
45327 Essen
Tel.: 0201 / 30 23 87
Fax: 0201 / 30 23 57

Ansprechpartner:

Frau Sedef Koray
Herr Claus Feld

Zentrum für Türkeistudien

Altendorfer Straße 3
45127 Essen
Tel.: 02 01 / 31 98 - 0
Fax: 02 01 / 31 98 - 333

e-mail: zft@uni-essen.de

Homepage: [//www.zft-online.de](http://www.zft-online.de)



Regionale Transferstellen für ausländische Existenzgründer und Unternehmer

Ein Projekt des
Zentrums für Türkeistudien

Bonn · Essen · Duisburg

Gefördert aus Mitteln des
Ministeriums für Wirtschaft und Mittelstand,
Technologie und Verkehr und der
Europäischen Union



Ihre Situation

Sie wollen Ihre Kreativität nutzen?

Sie wollen eigene Ideen und Vorstellungen umsetzen?

Sie wollen sich selbständig machen?

Sie wollen Ihr Unternehmen erweitern?

Sie wollen ein Unternehmen übernehmen?

Sie sind Grieche, Italiener, Türke, Portugiese, Spanier, Pole, Kroatie, Marokkaner oder anderer Nationalität?

Sie sind Deutscher ausländischer Herkunft?

Ihre Fragen

Sie wollen Ihr Vorhaben gründlich vorbereiten?

Sie haben auf dem Weg zum Erfolg Fragen zur:

- Erstellung Ihres Unternehmenskonzeptes
- Beurteilung der erforderlichen Markt- und Branchenkenntnisse
- Ermittlung des Kapitalbedarfs und ihrer Finanzierung
- Wahl des Standortes
- Einschätzung Ihrer Erfolgsaussichten
- Beachtung der rechtlichen Vorschriften
- Erweiterung Ihres bestehenden Unternehmens
- Durchführung einer Unternehmensübernahme
- Verwirklichung einer Partnerschaft/Kooperation
- Verbesserung Ihrer Qualifikation
- Einrichtung von Ausbildungsplätzen
- Erhöhung Ihres grundsätzlichen Informationsstandes



Unsere Antworten

Wir begleiten Sie und geben Ihnen Unterstützung! **Wir** helfen Ihnen, Ihre Fragen zu beantworten mit:

- Unterstützung bei der Konzepterstellung
- Informationsvermittlung und Kontaktherstellung zur Wirtschaftsförderung
- Aufklärung über Förder- und Finanzierungsmöglichkeiten
- Hilfestellung bei der Standortbewertung
- Bewertung der Zukunftsaussichten
- Beratung bei formalen Vorschriften
- Ausarbeitung von Handlungsstrategien
- Hilfestellung bei der Umsetzung
- Begleitung bei der Realisierung
- Vermittlung von Qualifizierungen
- Beratung über betriebliche Ausbildung
- Durchführung von Einzelgesprächen sowie themen- und zielgruppenspezifischen Veranstaltungen

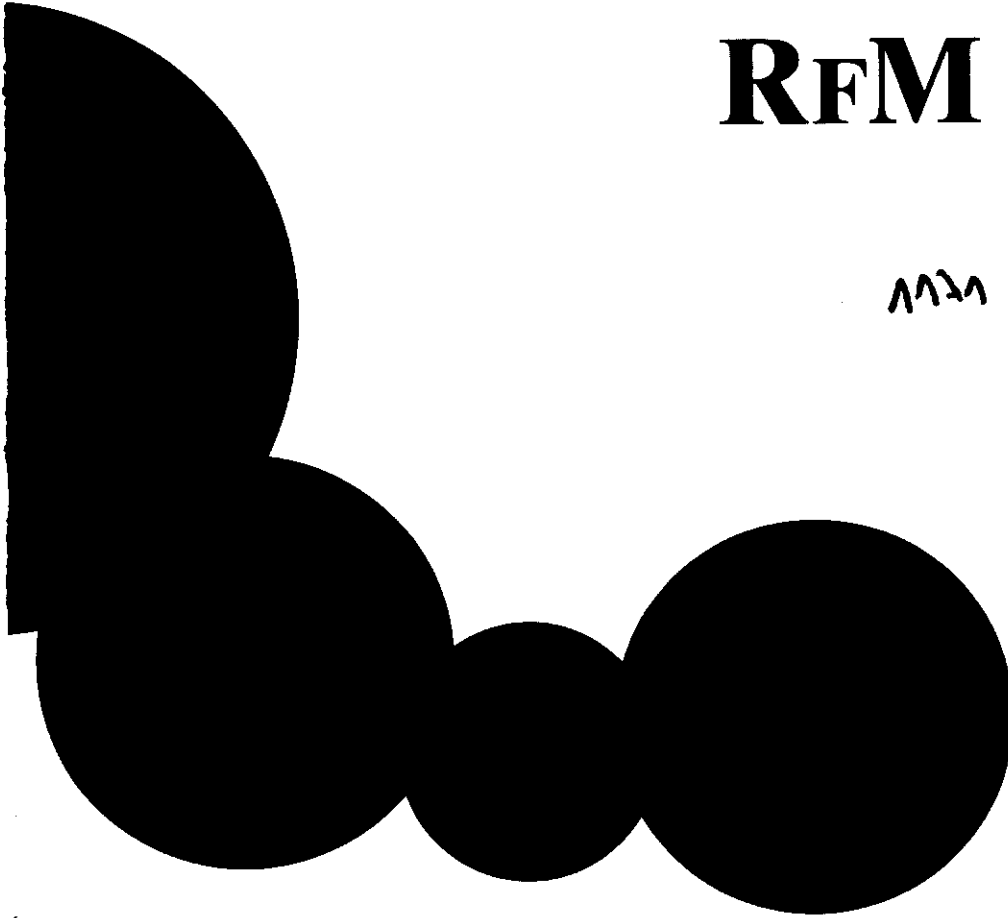


Wir stehen Ihnen mit Rat und Tat zur Seite



**RAT FÜR
MIGRATION
RFM**

1121



**Migrationspolitik in
Deutschland
Eine Zwischenbilanz**

RAT FÜR MIGRATION

**Wissenschaftliches Referentensystem
Migration – Integration – Minderheiten**

**Migrationspolitik in Deutschland.
Eine Zwischenbilanz**

Prof. Dr. Michael Wollenschläger
Leiter des Rates für Migration
Universität Würzburg
Domerschulstraße 16
D-97070 Würzburg
Tel. 0931/31-2305 (Fax: -2910)

Diese Broschüre kann angefordert werden
bei Prof. Dr. Wollenschläger oder beim:

Institut für Migrationsforschung
und Interkulturelle Studien (IMIS)
Universität Osnabrück
D-49069 Osnabrück
Tel. 0541/969-4384 (Fax: -4380)
email: imis@uni-osnabrueck.de
internet: <http://www.imis.uni-osnabrueck.de>

Gefördert durch die Freudenberg Stiftung, Weinheim

September 1999

Redaktion: Dr. Jochen Oltmer, IMIS
Druckvorbereitung und Satz: Jutta Tiemeyer, IMIS
Druck: Rasch Druckerei und Verlag GmbH, Bramsche

Inhalt

Vorwort	5
Die Empfehlungen des Rates für Migration an Bundestag und Bundesregierung zur zukünftigen Migrationspolitik	9
Zur Ausländerpolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Ein Kommentar. <i>Von Dieter Oberndörfer</i>	17
Amsterdam und die Folgen. Wege zu einem europäischen Asylrecht. <i>Von Albrecht Weber</i>	25
Arbeitsmigration – Migration der Arbeit. Konsequenzen und Optionen. <i>Von Bert Rürup</i>	35
Der Rat für Migration: Leitung – Wissenschaftlicher Beirat – Mitglieder	43

Vorwort

Der Rat für Migration, ein unabhängiges wissenschaftliches Gremium, will in den Forschungsfeldern von Migration, Integration, Minderheiten und interkultureller Begegnung Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler unterschiedlicher Disziplinen zusammenführen, um Politik in diesen Bereichen zu beraten und kritisch zu begleiten.¹

Wegen der unvermeidlichen und notwendigen Spezialisierung der wissenschaftlichen Forschung will der Rat der Notwendigkeit einer ganzheitlichen Betrachtung durch personelle Vernetzung des Wissens Rechnung tragen. Im Zeitalter der Datenüberflutung kommt es bei der Integration von Wissen vor allem auch auf den persönlichen Austausch an. Gerade dadurch möchte der Rat zur interdisziplinären Vernetzung hochspezialisierter Forschung beitragen.

In der Gründung des Rates konkretisierten sich Überlegungen von Wissenschaftlern, die sich schon seit längerem mit Fragen der Migration, Integration, Minderheiten und interkulturellen Begegnung befaßt und in den wissenschaftlichen und öffentlichen Diskurs eingebracht hatten, so unter anderem in dem von Klaus J. Bade herausgegebenen »Manifest der 60«, das in der Debatte über Zuwanderung in die Bundesrepublik Deutschland maßgebliche Akzente gesetzt hat und in ihr eine deutliche Zäsur darstellt.²

Der Rat für Migration stellte sich am 7. Juli 1998 im Wissenschaftszentrum des Stifterverbandes für die Deutsche Wissenschaft in Bonn der Öffentlichkeit vor. Die Eröffnungsveranstaltung wurde von Prof. Dr. Dr. h.c. Dieter Oberndörfer eingeleitet. Drei Mitglieder des Rates hielten Kurzvorträge zur aktuellen Diskussion: Prof. Dr. Dr. h.c. Bert Rürup (Volkswirtschaftslehre, Darmstadt) sprach zum Thema »Arbeitsmigration – Migration der Arbeit. Konsequenzen und Optionen«, Prof. Dr. Albrecht Weber (Rechtswissenschaften, Osnabrück) behandelte unter dem Stichwort »Amsterdam und die Folgen« die Bedeutung der Europäischen Union für das Einwanderungsland Bundesrepublik Deutschland. Prof. Dr. Claus Leggewie (Politikwissenschaften, Gießen) bezog Position zum Streitthema »Doppelte Staatsbürgerschaft – Einbürgerung«.

1 Hierzu s. die Broschüre: Rat für Migration – Wissenschaftliches Referentensystem Migration – Integration – Minderheiten, Präsentation einer Idee, Osnabrück 1998, sowie Jochen Oltmer, »Rat für Migration«, in: Zeitschrift für Ausländerrecht und Ausländerpolitik (ZAR), 18. 1998, S. 283; ders., »Rat für Migration« gegründet: »Vernetzung der Köpfe« im Forschungsfeld Migration – Integration – Minderheiten, in: AWR-Bulletin, 36. 1998, H. 4, S. 222f.

2 Klaus J. Bade (Hg.), Das Manifest der 60: Deutschland und die Einwanderung, München 1994.

Gemäß seiner Zielsetzungen hat der Rat für Migration am 9. Oktober 1998 anlässlich einer von der Freudenberg Stiftung organisierten und von Herrn Michael Bokler geleiteten Pressekonferenz in Bonn durch die Professoren Dr. Dr. hc. Dieter Oberndörfer und Dr. Dr. h.c. Bert Rürup ein Memorandum mit Empfehlungen an Bundestag und Bundesregierung vorgestellt.³ Als Gast und Kommentator nahm der Bundestagsabgeordnete Cem Özdemir (Bündnis 90/Die Grünen) teil. Die Empfehlungen des Memorandums zielten darauf ab, die neugewählten Abgeordneten sowie die Mitglieder der neuen Bundesregierung von der Notwendigkeit grundlegender Reformen in der Migrationspolitik zu überzeugen.

Nach der Koalitionsvereinbarung der rot-grünen Regierungskoalition und der Regierungserklärung Bundeskanzler Schröders schien zunächst vieles angezielt zu werden, was im Memorandum des Rates und von anderer Seite (z.B. der Caritas) für die Liberalisierung der Einbürgerung und Integration der Zuwanderer in Deutschland vorgeschlagen worden war. Das Zentrum der ausländerpolitischen Komponenten der Koalitionsvereinbarung bildete ein neues Staatsangehörigkeitsrecht, das den Erwerb der Staatsangehörigkeit durch Geburt in der Bundesrepublik ermöglichen sollte. Daneben wurden unter anderem eine »gezielte Förderung der Integration junger Ausiedler und der bei uns lebenden ausländischen Jugendlichen«, ein Gesetz gegen »Diskriminierung und zur Förderung der Gleichbehandlung« sowie die Einführung des kommunalen Wahlrechts für in Deutschland lebende Ausländer, die nicht die Staatsangehörigkeit eines EU-Landes besitzen, vereinbart. Von Marieluise Beck (Bündnis 90/Die Grünen), der neuen Beauftragten der Bundesregierung für Ausländerfragen, wurden insbesondere auch eine an ethischen wie rechtlichen Grundsätzen orientierte Asyl- und Flüchtlingspolitik, die Ausgestaltung des Familiennachzugs, die Bekämpfung von Diskriminierung durch bessere Aufklärung der Bevölkerung und durch Schul- und Bildungspolitik gefordert.

Eine Überraschung und Enttäuschung bedeutetet für viele die schroffe Ablehnung weiterer Zuwanderung durch Bundesinnenminister Otto Schily schon bei seinem Amtsantritt. Otto Schily hatte noch 1997 gemeinsam mit der damaligen Ausländerbeauftragten Cornelia Schmalz-Jacobsen ein Zuwanderungsgesetz mit ausdrücklich positiver Bewertung weiterer Zuwanderung gefordert.

Nach dem Wahlsieg der Union bei den hessischen Landtagswahlen am 7. Februar 1999 und dem damit verbundenen Verlust der rot-grünen Mehrheit im Bundesrat konnte die im ersten Entwurf eines neuen Staatsangehö-

³ Abgedruckt in: Frankfurter Rundschau v. 16.10.1998, S. 20; in zahlreichen Zitaten wiedergegeben und kritisch gewürdigt von: Udo Steinmetz, Anforderungen an eine neue Migrationspolitik, in: Migrare, 2. 1999, H. 1, S. 2ff.

rigkeitsgesetzes vorgesehene generelle Zulässigkeit der doppelten Staatsangehörigkeit nicht mehr beibehalten werden.

Um wenigstens die Gewährung der deutschen Staatsangehörigkeit für in Deutschland geborene Kinder von Ausländern durchzusetzen, wurde von der Bundesregierung das sogenannte Optionsmodell der FDP übernommen, nach dem ausländische Jugendliche Doppelstaatsangehörige werden, aber zwischen dem 18. und 23 Lebensjahr für ihre deutsche oder ausländische Staatsangehörigkeit »optieren« müssen. Trotz aller im neuen Staatsangehörigkeitsgesetz enthaltenen möglichen Defizite hat das damit eingeführte jus soli für in Deutschland geborene Jugendliche ausländischer Herkunft eine revolutionäre ideelle Bedeutung für das nationale Selbstverständnis und markiert daher einen tiefen Einschnitt in der Geschichte der Bundesrepublik.

Angesichts der Undurchsichtigkeit der innenpolitischen Entwicklungen und der Hektik des Gesetzgebers im ersten Jahr der rot-grünen Koalition – besonders im Blick auf die Lage auf dem Arbeitsmarkt, den innenpolitischen Problemstau in der Finanz-, Wirtschafts- und Sozialpolitik, die Polarisierung im Verhältnis von Regierung und Opposition und die psychologische Wirkung des Wahlausgangs in Hessen auf Regierung und Opposition – hielt sich der Rat für Migration seit seinem Memorandum vom Oktober 1998 zunächst mit Stellungnahmen zur Ausländerpolitik in Deutschland zurück.

Die folgenden Beiträge sind ein erster Versuch, aus der von der politischen Großwetterlage verordneten Nebellandschaft herauszukommen. In diesem Sinne zieht Dieter Oberndörfer in seinem Beitrag eine persönliche erste kritische Bilanz der Ausländerpolitik unter der rot-grünen Koalition. Die Broschüre dokumentiert zudem die beiden Stellungnahmen von Bert Rürup und Albrecht Weber anlässlich der Vorstellung des Rates für Migration. Darüber hinaus werden das Memorandum des Rates vom Oktober 1998 in einer überarbeiteten Fassung dokumentiert, seine Leitung und seine Mitglieder vorgestellt. Eine ausführliche Analyse der Empfehlungen des Rates erfolgt im Heft 6/1999 der Zeitschrift für Ausländerrecht und Ausländerpolitik. Der Rat für Migration dankt der Freudenberg Stiftung, Weinheim, und ihrem Geschäftsführer Christian Petry für die Finanzierung der Drucklegung dieser Broschüre.

Im Frühjahr 2000 wird der erste Bericht des Rates für Migration erscheinen unter dem Titel »Migrationsreport 2000. Fakten, Analysen, Prognosen« (herausgegeben von Klaus J. Bade und Rainer Münz) im Campus Verlag, Frankfurt a.M./New York.

Die Empfehlungen des Rates für Migration an Bundestag und Bundesregierung zur zukünftigen Migrationspolitik

Die Zuwanderung von Ausländern und Aussiedlern hat die Bundesrepublik Deutschland kulturell bereichert. Sie war alles in allem – gesamtwirtschaftlich und auch für die Sozialversicherungssysteme – ein ökonomischer Gewinn. Der Schrumpfungs- und Alterungsprozeß der Bevölkerung wurde durch sie verlangsamt. Zugleich weist aber die rechtliche, politische und soziale Integration der Zuwanderer in die Gesellschaft Deutschlands trotz vielfältiger bisheriger Maßnahmen gravierende Defizite auf. Innerhalb der bisherigen Rahmenbedingungen konnten oder wollten nur wenige Ausländer deutsche Staatsbürger werden. Die Bereitschaft wächst, aber viel zu langsam. Die Gründe sind nicht nur auf seiten der Einwandererbevolkerung, sondern auch auf seiten des Aufnahmelandes zu suchen. Die in Deutschland aufgewachsenen Jugendlichen der zweiten und dritten Generation blieben in weitem Umfange sozial ausgegrenzt.

Der Anteil der Zuwanderer an der Wohnbevölkerung der Bundesrepublik wird wegen höherer Geburtenrate und durch die grundgesetzlich und völkerrechtlich geschützte Zuwanderung (nachziehende Familienangehörige, Spätaussiedler, politisch Verfolgte und Flüchtlinge nach der Genfer Konvention) auch weiterhin zunehmen.

Der Alterungsprozeß der deutschen Bevölkerung samt der damit verbundenen realen Belastungen aufgrund des Geburtendefizites und der steigenden Lebenserwartung kann in absehbarer Zeit negative Folgen für die wirtschaftliche Dynamik und die Generationensolidarität haben und eine großzügige Aufnahmepolitik unumgänglich machen. Bei Konstanz der derzeitigen Geburtenhäufigkeit würde die überalterte Wohnbevölkerung in Deutschland am Ende des nächsten Jahrhunderts auf 30 Millionen Menschen zurückgehen.

Der Altersaufbau der Bevölkerung gliche dann einem breitkrepigen Pilz mit schmalem, sich nach unten verjüngendem Stiel. Die sozialen Sicherungssysteme werden ohne Einwanderung noch zu Lebzeiten der heutigen jungen und mittleren Generation starken Belastungen ausgesetzt sein. Durch eine zielgerichtete Einwanderungspolitik ließe sich dieser Schrumpfungs- und Alterungsprozeß nicht aufhalten, wohl aber abmildern, und es würde Zeit gewonnen für eine Anpassung der Sozial- und Wirtschaftspolitik an den insgesamt unvermeidlichen Bevölkerungsrückgang sowie für eine innovative

Politik zur Verbesserung der Voraussetzungen für die wünschenswerte Geburtenhäufigkeit.

Dies alles verlangt eine kritische Überprüfung der Migrationspolitik, wie sie bereits 1994 im ›Manifest der 60‹ und 1997 in der Denkschrift der Kirchen gefordert wurde. Im wohlverstandenen Eigeninteresse Deutschlands müssen die bisherigen Versäumnisse bei der langfristigen und umfassenden Gestaltung von Migration und Integration korrigiert werden. Diese muß künftig stärker als bisher sozialverträglich gestaltet werden und sich dabei auch an der demographischen Entwicklung und am Bedarf des Arbeitsmarktes orientieren. Darüber hinaus müssen die rechtlichen Grundlagen für die Aufnahme und den Umgang mit Ausländern und die Praxis der für sie zuständigen Behörden humanisiert werden. Unnötige Härten und mangelnde Flexibilität widersprechen dem menschenrechtlichen Fundament unseres Grundgesetzes.

Daraus ergeben sich die folgenden Forderungen für eine neue Migrations- und Integrationspolitik:

1. Steuerung und Gestaltung der Aufnahme

Trotz des hohen Migrationsvolumens lag der Gesamtwanderungssaldo 1997 und 1998 unter 100.000 und war ohne Aussiedler sogar negativ. Es geht nicht um die Begrenzung oder pauschale Förderung von Zuwanderung, sondern um die politische Gestaltung einer gewünschten Einwanderung. Hierfür fehlt bisher ein Gesamtkonzept, das nach transparenten Regeln Anforderungsprofile für zukünftige Einwanderer entwickelt, ihnen einen sicheren Aufenthaltsstatus gibt und ihre politische und soziale Integration erleichtert. Alter, Bildung oder Qualifizierungswillen, aber auch familiäre Bindungen, die Integration erleichtern, werden als Auswahlkriterien zu gewichten sein. Damit lassen sich komplementäre Arbeitsmarktwirkungen induzieren und konkurrierende berücksichtigen.

Die Rechtfertigung für diese Auswahl – eventuell auf der Grundlage eines Einwanderungsgesetzes – ergibt sich aus folgenden Überlegungen: Sie weckt zum einen weniger Widerstand als der Zustrom ungelernter, immer häufiger zur Erwerbslosigkeit verurteilter Einwanderer. Zum anderen würde damit die Aufnahme- und Integrationskapazität der deutschen Gesellschaft auch für die Einwanderung aus humanitären Gründen erweitert werden. Im Bereich des Asyl- und Flüchtlingsrechts darf diese grundsätzlich aus rechtlichen Gründen keiner ›Quotierung‹ unterworfen werden.

Eine geeignete, umfassende Institution auf Bundes- und Landesebene muß trotz aller Arbeitsteilung im einzelnen den Gesamtbereich von Zuwanderung und Eingliederung planen und gestalten. Die derzeitigen Kompetenzüberschneidungen sind unnötig und lähmend.

2. Einbürgerung

Die Reform des Staatsangehörigkeitsrechts und der Einbürgerungsregelungen betrifft fundamentale Fragen unseres Staatsverständnisses. Sie ist als staatliches Angebot zur politischen Teilhabe ein wichtiges Signal an die Adresse der 7,3 Millionen Menschen mit ausländischem Paß, die hier leben. Sie ist Voraussetzung für einen umfassenden, über Generationen hinwegreichenden Prozeß sozialer und kultureller Integration. Die mit einer zügigen Einbürgerung verbundenen praktischen Fragen der rechtlichen Umsetzung können anhand der Regelungen vieler europäischer Nachbarstaaten beantwortet werden.

Die doppelte Staatsangehörigkeit sollte geduldet werden. Sie kommt den familienrechtlichen und familienpsychologischen Vorbehalten eines Teils der Eingewanderten entgegen und läßt sich mit den legitimen Loyalitätsansprüchen der Bundesrepublik vereinbaren. Die doppelte Staatsangehörigkeit sollte kein Stoff für Grundsatzdebatten sein, da etwa zwei Millionen Deutsche – darunter ein hoher Anteil von Spätaussiedlern – über eine weitere Staatsangehörigkeit verfügen. Es hat dadurch kaum praktische Probleme gegeben. Mehrstaatigkeit wird zudem auch von anderen Staaten mit einem hohen Einwandereranteil akzeptiert. Die Zulassung der doppelten Staatsangehörigkeit soll die Entscheidung zur Einbürgerung erleichtern sowie die Integration durch Partizipation fördern. Die Verleihung eines nationalen Minderheitenstatus ist damit nicht verbunden. Weil damit zu rechnen ist, daß mit der vermehrten Hinnahme von Mehrstaatigkeit der zum Familiennachzug berechnete Personenkreis erweitert wird, besteht um so mehr Bedarf an einer Steuerung der Zuwanderung über eine Zuwanderungsgesetzgebung.

Die Verleihung der Staatsbürgerschaft, bisher ein bürokratischer Vorgang, muß zukünftig in einer würdigen Form gewährt werden, die ihrer integrativen politischen Bedeutung entspricht und sie symbolisiert.

3. Humanisierung der bürokratischen Praxis

Das geltende Ausländerrecht behandelt Zuwanderer – trotz einiger Verbesserungen aus dem Jahr 1990 – immer noch maßgeblich aus der Perspektive der potentiellen Gefährdung von öffentlicher Ordnung und Sicherheit. Darin spiegelt sich die bisherige Ausländerpolitik wider. Sie hat Abwehrhaltungen und das Gefühl der Überforderung unter der einheimischen Bevölkerung gefördert. Um den Anforderungen einer zukunftsfähigen Migrations- und Integrationspolitik zu genügen und die Konflikte einer Einwanderungsgesellschaft begrenzen zu können, müssen das Ausländerrecht und seine Anwendungspraxis die Gestaltungs- und Befriedungsfunktion des Rechts zur Geltung bringen.

Gesetze sind generelle Regelungen. Deshalb können sie häufig humanitären Aspekten des Einzelfalles nicht Rechnung tragen. Daher sollten im Rahmen einer gesetzlichen Härtefallklausel und eines für sie geschaffenen speziellen Aufnahmekontingents paritätisch besetzte und entscheidungsberechtigte Härtefallkommissionen in den einzelnen Bundesländern gebildet werden.

4. Soziale Integration

Soziale Integration braucht einen langen Atem. Eingliederungspolitik ist eine komplexe Aufgabe, die an alle Bereiche der staatlichen Daseinsvorsorge und des Sozialsystems Anforderungen stellt. Sie muß als eine gesetzliche Aufgabe auf Gegenseitigkeit verstanden und von einer effektiven Selbstorganisation der Zuwanderer mitgetragen werden. Die bisherige ›Ausländerpolitik‹ hat der Entwicklung einer solchen Organisationskultur, wie sie für Einwanderungsprozesse häufig typisch ist und in Ansätzen in einigen deutschen Großstädten existiert, direkt entgegengewirkt.

Die frühere ›Rückkehrförderung‹, die nur zögernde Erleichterung der Einbürgerung und die Restriktionen des Ausländerrechts haben zu kollektiven mentalen Verletzungen geführt. Dadurch wurden die Generationen der hier aufgewachsenen Kinder und Enkel der früheren ›Gastarbeiter‹ nachhaltig irritiert, zurückgestoßen und teilweise in die Selbstisolation getrieben. Ihr Rückzug in ethnische ›Wir-Gruppen‹ trotz langen Inlandsaufenthalts, die Verjüngung islamistischer Organisationen und die Ethnisierung von Jugendkonflikten (in besonderer Schärfe zwischen Jugendlichen türkischer Herkunft und jugendlichen Aussiedlern) sind auch Folgen gesetzgeberischer Versäumnisse und politischer Untätigkeit.

Ein Krisenpotential steckt in starken Aussiedlerkonzentrationen im ländlichen und kleinstädtischen Raum. Damit drohen die Erfolge bei der durchaus vorbildlichen Eingliederung von Aussiedlern zu verkümmern. Sie funktioniert zunehmend weniger nach dem Konzept ›Gleiche unter Gleichen‹. Viele kommen verstärkt aus binationalen Familien und bringen immer weniger deutsche Sprachkenntnisse, dafür um so häufiger die Erfahrung der sozialen Desintegration in ihren Herkunftsländern mit.

Problemverschärfend wirkt der Rückgang materieller Integrationsanstrengungen, z.B. bei der Sprachförderung und Jugendsozialarbeit. Damit werden Investitionen in die Zukunft versäumt, die trotz aller fiskalpolitischen Zwänge unaufschiebbar sind. So müßten die nur für bestimmte Personengruppen (junge Spätaussiedler, Ehegatten von Spätaussiedlern, Kinder von Spätaussiedlern, Familienangehörige, Asylberechtigte und Kontingentflüchtlinge) vorgesehenen Ausgleichs- und Förderungsmaßnahmen (›Garantiefonds‹) dringend aufgestockt werden und für legal zugewanderte Personen ausländischer Herkunft grundsätzlich geöffnet werden. Erforderlich sind ein Antidiskriminierungs- und ein Integrationsgesetz.

Eine Schlüsselfunktion für das Gelingen der Integration kommt dem gesamten Bildungs- und Ausbildungssystem zu. Bildungsmöglichkeiten, die auf die Bedürfnisse der Zuwanderer zugeschnitten sind und die Mehrsprachigkeit und interkulturelle Begegnung fördern, müssen innovativ entwickelt und verstärkt angeboten werden.

Wünschenswert wäre ein umfassendes Programm der Zivilintegration, wie es alle niederländischen Gemeinden und Städte seit einiger Zeit praktizieren. Es verpflichtet Neuzuwanderer (z.B. nachziehende Familienangehörige, anerkannte und geduldete Flüchtlinge), an Sprach- und gesellschaftlichen Orientierungskursen im Umfang von 600 Stunden teilzunehmen. Damit wird anerkannt, daß eine multiethnische Gesellschaft – die die Bundesrepublik längst ist – über die Sprache und Kenntnis der politischen Ordnung hinaus ein Minimum an Gemeinsamkeit haben muß. Ferner soll durch Berufsorientierung und individuelle Arbeitsmarkt-Eingliederungspläne die Abhängigkeit vom Staat verringert und die Fähigkeit entwickelt werden, sich mit den Herausforderungen einer modernen Gesellschaft vertraut zu machen.

Zuwanderung von Ausländern konzentriert sich vor allem auf Städte und Ballungsräume. Nach einer Schätzung wird z.B. in nordrhein-westfälischen Groß- und Mittelstädten im Jahr 2010 in der Altersgruppe der 20 bis 40jährigen der Ausländeranteil um die 40% betragen. In den Städten besteht die Gefahr schleichender, später kaum korrigierbarer Segregationsentwicklungen. Aufgrund ihrer überkommenen Strukturen gelingt es selbst wirtschaftlich dynamischen Kommunen kaum, die komplexen Probleme der Integration entschieden und koordiniert anzugehen. In der Zukunft bedarf es neuer politischer Konzepte für die Aufwertung städtischer Räume als Integrationspole. Die Städte müssen die ihnen schon nach heutigem Recht gegebenen Eingliederungsmöglichkeiten verstärkt wahrnehmen. Darüber hinaus müssen sie die für die Integration der Zuwanderer notwendigen Kompetenzen und Ressourcen im föderalen Verflechtungssystem erhalten.

5. Asyl und Flüchtlingsschutz

Die Zahl der Asylsuchenden in Westeuropa ist auf den niedrigsten Stand seit 1988 gesunken. Dieser ›Erfolg der Zuzugskontrolle‹ wird mit der Verstärkung illegaler Zuwanderung und irregulärer Aufenthalte erkaufte.

Das Asylrecht darf nicht noch stärker zur Disposition stehen. Die sich verstärkenden Restriktionen der nationalen Asylgewährung und des Flüchtlingsschutzes in Europa unterminieren das ethische und menschenrechtliche Fundament des europäischen Verfassungsstaates. In einer Union europäischer Staaten, in der das Asyl- und Flüchtlingsrecht künftig zur Kompetenz der Europäischen Gemeinschaften gehören wird, ist die europaweite Abstimmung und Harmonisierung an den Maßstäben der Genfer Flüchtlingskonvention und der Europäischen Menschenrechtskonvention

auszurichten. Dabei muß sich jede Reform des Verfahrens und gerichtlichen Rechtsschutzes von der besonderen Achtung der Menschenrechte leiten lassen. Die Menschenwürde und die Grundvoraussetzung eines fairen Gerichtsverfahrens müssen im Falle der Abschiebung gewahrt bleiben.

Schutzbedürftige Flüchtlinge außerhalb des engen Kriteriums politischer Verfolgung fallen derzeit durch sämtliche Raster unseres Flüchtlings- und Asylrechts. Deshalb müssen insbesondere der Schutz vor Folter, unmenschlicher und erniedrigender Behandlung sowie die Achtung von Familie und Ehe bei der Gewährung von Asyl an Ehegatten und Familienangehörige beachtet werden. Das Verfahren der Einzelfallprüfung muß durch eine ›Altfallregelung‹ entlastet werden.

Energisch muß eine europäische Lastenverteilung bei der Aufnahme von Kriegs- und Bürgerkriegsflüchtlingen gesucht werden, die in eine gesetzliche Regelung umzusetzen wäre. Trotz einer beachtlichen Aufnahmebereitschaft der Bundesrepublik muß solchen Flüchtlingen ein vorübergehender gesicherter Aufenthaltsstatus eingeräumt werden, der die Stop-and-Go-Politik beseitigt und die Furcht vor ständiger Abschiebung mindert. Auch dieses Problem kann nur im Rahmen der Europäischen Union und der OSZE gelöst werden. Hierfür könnte eine Europäische Flüchtlingskonvention einen ersten Ansatz zur Lösung bieten. Vorschläge für ein europäisches Flüchtlingsrecht wurden bereits von der Gesellschaft zur Erforschung des Weltflüchtlingsproblems (AWR) im Jahre 1988 vorgelegt.

6. Herausforderung für die Politik

Das sich ausbreitende Klima der Fremdenfeindlichkeit und die Übergriffe gegen Menschen fremder Herkunft gefährden die Sicherheit und verletzen nicht nur das Selbstwertgefühl der in Deutschland lebenden Zuwanderer, sondern sie destabilisieren auch den inneren Frieden.

Politische Agitation und Polemik gegen Fremde sind keine läßliche Sünde der Meinungsfreiheit. Körperliche Übergriffe auf Ausländer sind keine einfachen kriminellen Delikte. Sie richten sich gegen die rechtliche und politische Ordnung insgesamt. Sie entlegitimieren die Republik. Es darf ihnen daher keine Möglichkeit weiterer Entfaltung gegeben werden.

Nach Artikel 3 Abs. 3 GG darf »niemand wegen seine Geschlechtes, seiner Abstammung, seiner Rasse, seiner Sprache, seiner Heimat und Herkunft, seines Glaubens, seiner religiösen oder politischen Anschauungen benachteiligt oder bevorzugt werden.« Für die Verwirklichung dieses Postulats des Grundgesetzes müssen sich alle demokratischen Kräfte, die Gesetzgebung, die Organe der Staates, die Bildungseinrichtungen und die Medien weit nachdrücklicher einsetzen als bisher. Auch sollte die unterschiedliche Behandlung von sich rechtmäßig aufhaltenden Drittstaatsangehörigen und

EU-Bürgern aufgegeben werden. Europäische Lösungen des Asyl- und Ausländerrechts sind gezeigt.

Nicht Abstammung oder Hautfarbe, sondern die Leistungen und Werthaltungen seiner Bürger sind das Lebensfundament jedes Staates. Ebenso wichtig ist daher die Wahrnehmung der von den Zuwanderern erbrachten und zu erwartenden Beiträge für unser Gemeinwesen. Der Übergang vom bloßen Zuwanderungsland zum Einwanderungsland setzt voraus, daß Fremde gleichberechtigte und willkommene Bürger werden können.

Zur Ausländerpolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Ein Kommentar

Von Dieter Oberndörfer

Trotz der Erleichterung der Einbürgerungen und ihrer seit 1990 kontinuierlich zunehmenden Zahl (seit 1974 ca. 700.000) blieb das Staatsvolk der Bundesrepublik Deutschland im wesentlichen eine relativ homogene Abstammungsgemeinschaft. Im Einbürgerungsgesetz der neuen rot-grünen Regierungskoalition wurden mit der Ergänzung des jus sanguinis durch Elemente des jus soli für in Deutschland geborene Kinder von Ausländern sowie durch die weitere Liberalisierung der Einbürgerung – u.a. mit dem Recht auf Einbürgerung statt wie bisher nach 15 jetzt nach acht Jahren – die Voraussetzungen für den Übergang von der Abstammungsnation zu einer multiethnischen Staatsbürgernation verbessert. Nunmehr haben mehr Menschen ausländischer Herkunft als bisher die Möglichkeit, Bürger der Bundesrepublik zu werden und deren Politik, Gesellschaft und Kultur gleichberechtigt mitprägen zu können. Mit der Beantwortung der Frage, wer vollberechtigter Bürger sein und daher uneingeschränkt am politischen Leben partizipieren darf, wird auch die nationale Identität bestimmt. Daher markiert das neue Einbürgerungsgesetz eine tiefe historische Zäsur im nationalen Selbstverständnis der Bundesrepublik Deutschland.

Sowohl die konkrete Ausgestaltung und Umsetzung des neuen Staatsangehörigkeitsrechts als auch die damit einhergehende öffentliche Debatte lassen an der Verwirklichung dieses gesetzgeberischen Leitgedankens und an den Chancen einer weiteren Liberalisierung der Einbürgerung Zweifel aufkommen.

Sieht man von den neuen Staatsbürgern kraft Geburt ab, stellt sich die Frage, ob auch die Zahl der Einbürgerungen in signifikanter Weise zunehmen werde. Die Vorteile des Erwerbs eines deutschen Passes sind, wenn man einmal die uneingeschränkte Berechtigung bezüglich Wahlen außer acht läßt, für Angehörige von EU-Staaten gering. Dies gilt, wenn auch in eingeschränktem Maße, ebenso für andere Ausländer mit gesichertem Aufenthaltsstatus. Es kommt hinzu, daß die von der Bundesregierung zunächst vorgesehene rechtlich vorbehaltlose Akzeptanz doppelter Staatsangehörigkeit aufgegeben wurde und statt dessen zum Verlust der deutschen Staatsangehörigkeit führen soll. Damit und nicht zuletzt auch durch Abwehrhal-

tungen in Deutschland («die Bundesrepublik ist kein Einwanderungsland») wird vor allem für Zuwanderer der ersten und zweiten Generation mit immer noch starken Bindungen an die alte Heimat die Entscheidung, sich in Deutschland einbürgern zu lassen, erschwert.

Abzuwarten ist ferner die Auslegungs- und Implementierungspraxis des neuen Einbürgerungsrechts durch die dafür zuständigen Behörden der Länder und Kommunen. So soll die Einbürgerung von extremistischen Ausländern durch eine »Schutzklausel« ausgeschlossen werden. Was aber werden die Kriterien für Extremismus sein? Abgesehen von relativ eindeutigen Fällen werden hier schwierige Ermessensentscheidungen und konfliktive politische Bewertungen erforderlich sein. Zu den Voraussetzungen einer Einbürgerung gehört jetzt auch die Unterhaltsfähigkeit. Die Inanspruchnahme von Sozial- oder Arbeitslosenhilfe soll der Einbürgerung jedoch fortan dann nicht entgegenstehen, wenn sie vom Einbürgerungsbewerber nicht zu vertreten ist. Wann aber ist dies der Fall? Auch hier sind schwierige Ermessensentscheidungen zu fällen. Gleiches gilt – wie bislang – für die Fälle der Hinnahme von Mehrstaatigkeit aus Härtegründen (z.B. für ältere Personen, politisch Verfolgte, anerkannte Flüchtlinge oder bei erheblichen Nachteilen wirtschaftlicher und vermögensrechtlicher Art).

Zwar sind die meisten Bestimmungen des neuen Einbürgerungsgesetzes ein Fortschritt gegenüber dem bisherigen Recht. Dennoch können die Ermessensspielräume, die sie den Entscheidungsinstanzen geben, zum Fundament bürokratischer Inhumanität werden. Auch wegen der noch fehlenden Ausführungsbestimmungen und des Mangels an Erfahrungen wird es je nach individueller Kompetenz, persönlicher Einstellung und politischer Vorgabe seitens der örtlichen und regionalen Verwaltungsbehörden sehr unterschiedliche Praktiken geben. Bisherige Erfahrungen lassen vermuten, daß bei der Auslegung und Implementierung der neuen Bestimmungen viel Sand in die Liberalisierung der Einbürgerungen gebracht werden kann.

Weitere Ermessensspielräume für die Verwaltung gibt es durch die nun durch Gesetz für eine Einbürgerung geforderten »ausreichenden Kenntnisse« der deutschen Sprache. Sie wurden bisher bei Einbürgerungen nicht verlangt. Bürger eines demokratischen Staates sollten sich in der Tat verständigen können. Dies scheint die neue Bestimmung zu rechtfertigen. Aber wie steht es um die Kriterien für »ausreichende Kenntnisse«? Sie seien, so heißt es, »ohne bürokratischen Aufwand im persönlichen Gespräch feststellbar«. In Verwaltungen mit Vorbehalten gegen Ausländer und deren Einbürgerung kann die Forderung ausreichender Sprachkenntnisse unter Umständen zur Blockade der Einbürgerungsanträge benutzt werden. Die negativen Erfahrungen der USA mit den in einigen Bundesstaaten früher erforderlichen »literacy tests« für farbige Bürger bei Wahlen zeigen die Gefahren einer solchen Regelung und zugleich die Notwendigkeit eines behördlicher Willkür vor-

beugenden einheitlichen Standards auf. Andernfalls werden bei negativen Bescheiden langwierige, für die Betroffenen »ermüdende« Prozesse zur letzten Entscheidungsinstanz. Da viele »deutsche« Staatsbürger, wie z.B. Auslandsdeutsche oder Aussiedler, Deutsch nur wenig oder gar nicht beherrschen, stellt sich auch hier die Frage der Gleichbehandlung durch das Gesetz.

Kinder von Ausländern, die nunmehr durch Geburt im deutschen Staatsgebiet neben der Staatsangehörigkeit ihrer Eltern auch die deutsche erhalten, sollen sich im Alter zwischen 18 und 23 Jahren für oder gegen den deutschen Paß entscheiden. Da in diesem von der FDP vorgeschlagenen und mit ihrer Hilfe durchgesetzten »Optionsmodell« die deutsche Staatsangehörigkeit nach dem 23. Lebensjahr bei Beibehaltung eines ausländischen Passes annulliert werden soll, wird seine Verfassungskonformität bezweifelt. Die deutsche Staatsangehörigkeit dürfte nach dem Grundgesetz nicht entzogen werden. Dagegen wird unter Verweis auf die bisherige Rechtsprechung eingewandt, daß bei dem Optionsmodell die deutsche Staatsangehörigkeit nicht entzogen, sondern auf sie quasi »freiwillig« zugunsten einer anderen Staatsangehörigkeit verzichtet werde. Zugleich wurde aber bisher schätzungsweise 2 Millionen Deutschen (vornehmlich Kindern aus binationalen Ehen, Aussiedlern aus der ehemaligen Sowjetunion und der deutschstämmigen Bevölkerung im polnischen Schlesien) die Doppelstaatigkeit vom Gesetzgeber zugestanden. Eine rechtliche Anfechtung des Optionsmodells durch die davon Betroffenen vor dem Hintergrund dieser Ungleichbehandlung und der strittigen Verfassungsfragen eröffnet unter Umständen die Möglichkeit einer nachträglichen gerichtlichen Sanktionierung der Mehrstaatigkeit. In diesem Zusammenhang kann auch die Zunahme binationaler Ehen und Kinder Bedeutung erhalten (in Berlin heute bereits 23%). Im Zuge der wachsenden grenzüberschreitenden, weltweiten Mobilität deutscher Staatsbürger wird sich ihre Zahl noch vergrößern. Eine paradoxe Konsequenz des Optionsmodells besteht darin, daß die Kinder junger Ausländer mit doppelter Staatsangehörigkeit ohne Einschränkung Deutsche sind, ihre Eltern aber keine Deutsche bleiben sollen, wenn sie auf ihre bisherige weitere ausländische Staatsangehörigkeit nicht bis zum 23. Lebensjahr verzichtet haben.

Desaströs für die Möglichkeiten der weiteren Liberalisierung von Einbürgerung und Zuwanderung sind die Folgen der polarisierten innenpolitischen Auseinandersetzung über das neue Einbürgerungsrecht. Mit der von der CSU eingeleiteten und von Teilen der CDU aktiv unterstützten Unterschriftenkampagne gegen die doppelte Staatsbürgerschaft wurde im Ergebnis (ob gewollt oder ungewollt ist irrelevant!) die Furcht vor der Zuwanderung und Einbürgerung von Ausländern verstärkt. Durch den mit einem Vorsprung von nur 20.000 Stimmen erreichten, aber von interessierter Seite zum politischen Erdbeben und Plebiszit gegen das neue Ausländerrecht hochstilisierten Sieg der Union bei den hessischen Landtagswahlen wurden

in den Unionsparteien die Kräfte, die sich seit langem und mit wachsender Stärke für eine moderne liberale Ausländerpolitik eingesetzt hatten, innerparteilich gelähmt.

Die Kampagne der Union und vor allem deren große Resonanz veranschaulichen, wie wenig in der Sicht großer Bevölkerungsteile die gemeinsame Verfassung, sondern vielmehr immer noch die Abstammung das einende Band unseres Staatsvolkes ist. Dabei wird außer acht gelassen, daß Doppelstaatigkeit in vielen Staaten, so z.B. in den USA, Großbritannien, Italien, Frankreich und Griechenland, problemlos und ohne substantielle politische Opposition akzeptiert wird. Zudem wird die nationale Staatsangehörigkeit im Zuge des europäischen Einigungsprozesses sowie der wachsenden Mobilität und globalen Verflechtung der Gesellschaften und Ökonomien zunehmend ihren erst vom Nationalstaat des 19. Jahrhunderts zugesprochenen sakralen Rang verlieren. Immer mehr Menschen werden nicht nur in *einem* Staat ihre Lebensschwerpunkte haben.

Die Bundesrepublik hatte trotz der Verheerungen des Zweiten Weltkrieges und zunächst bitterer Armut zwölf Millionen Flüchtlinge aufgenommen und es geschafft, sie einzugliedern. Auch später, zuletzt wieder bei der deutschen Vereinigung und der Integration von vier Millionen Aussiedlern, wurden von ihr immer wieder mit großer Kraft beeindruckende Leistungen erbracht. Angesichts dieser Bilanz ist die Furcht vor einer Erleichterung der Einbürgerung eines Teils der in Deutschland ohnehin lebenden Ausländer ein Indikator für geringes Selbstbewußtsein und wenig Vitalität.

Allerdings sollte die Ablehnung der doppelten Staatsangehörigkeit in Umfragen durch eine Mehrheit der Befragten nicht überschätzt werden. Es wird selten erwähnt, daß dabei der doppelten Staatsangehörigkeit nur von einer Minderheit von 20% eine »wichtige« politische Bedeutung zugebilligt wurde.

Der Mehrheitswille oder sogenannte Volkswille, den die Kampagne gegen die doppelte Staatsangehörigkeit zu ermitteln und mobilisieren vorgab, ist stets ein in einem komplexen Prozeß der Meinungsbildung erzeugter Wille. In diesem Prozeß aber sollte gerade von der Politik und den Politikern ihre Verantwortung für Führung wahrgenommen werden. Die damit verbundenen Aufgaben der Aufklärung und Werbung für das neue Staatsangehörigkeitsrecht wurden von der rot-grünen Regierungskoalition allerdings nicht mit dem notwendigen Ernst und Aufwand wahrgenommen.

Gefährlich für die weitere Entwicklung der politischen Kultur unseres Verfassungsstaates ist die von den Autoren der Kampagne gegen die doppelte Staatsangehörigkeit vertretene These, die Verleihung der Staatsbürgerschaft dürfe erst am Ende einer gelungenen »Integration« der Ausländer in das deutsche Staatsvolk stehen. Es spricht viel dafür, daß die geforderte Integration von den meisten Unterzeichnern als Angleichung bzw. Assimilation

an einen fiktiven Einheitsdeutschen und eine ebenso fiktive deutsche Einheitskultur verstanden wurde.

Dies kann und darf ›Integration‹ in einem demokratischen Verfassungsstaat nicht bedeuten. Worum es hier geht, wird erkennbar, wenn wir uns fragen, wann denn ein deutscher Staatsbürger in das deutsche Staatsvolk integriert ist. Diese Frage ist nicht zu beantworten. Nach dem Grundgesetz darf die kulturelle Identität deutscher Staatsbürger politisch und gesetzlich nicht normiert werden. Ein Deutscher darf nach dem Grundgesetz Christ, Buddhist, Moslem oder Säkularist sein, er kann sich als Bayer oder Norddeutscher definieren, er kann für oder gegen die Regierung sein, ja er hat im Rahmen des Grundrechts auf freie Meinungsäußerung sogar einen weiten Spielraum für Fundamentalkritik an unseren politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Gegebenheiten. All diese Rechte müssen auch neuen Bürgern eingeräumt werden. Die Verleihung des Staatsbürgerrechts kann nicht am Ende einer kulturellen Integration stehen, da es – von den Eckdaten der Grundrechte und der Gesetzgebung abgesehen – in einem freien Land, so auch in der Bundesrepublik, nicht definierbar und einklagbar ist. Hinzu kommt die wachsende Individualisierung und Pluralisierung der Lebensstile und Lebensräume unserer Gesellschaft. ›Den‹ Deutschen, an dem die Integration der Ausländer zu messen wäre, gibt es nicht. Versuche, ihn zu konstruieren und zu fordern, sich an ihn anzupassen, sind mit dem pluralistischen Charakter der Kultur in einem demokratischen Verfassungsstaat unvereinbar.

Mit der Einbürgerung soll vielmehr neuen Bürgern politische Gleichberechtigung gewährt und damit die Identifikation mit unserem politischen Gemeinwesen erleichtert, also die Chance ihrer politischen Integration verbessert werden. Dabei ist politische Integration im Sinne der Bejahung der politischen und rechtlichen Ordnung des demokratischen Verfassungsstaates eine von jeder Generation und auch von allen, die die formale Staatsbürgerschaft schon besitzen, stets neu zu bewältigende Aufgabe. Politische Integration bleibt immer ein Prozeß mit Risiken und möglichen Rückschlägen. Sie ist dabei in hohem Grade von der sozialen Integration abhängig. Zu ihrer Verbesserung wurden von der Union wichtige, zum Teil an die neue holländische Integrationspolitik angelehnte Vorschläge ausgearbeitet (so z.B. die Verbesserung des Angebots von Deutschunterricht).

In der Regierungskoalition selbst, in der Teile der SPD und ihrer Wählerschaft die Liberalisierung der Einbürgerung nur mit großen Vorbehalten hingenommen hatten, schrumpfte nach der Niederlage in Hessen der Mut zu weiteren liberalen Kurskorrekturen in der Ausländerpolitik. Wohl auch unter dem Eindruck der hohen Arbeitslosigkeit und der Rivalität von Deutschen und Ausländern auf dem Arbeitsmarkt deutete sich dies schon vor den hessi-

schen Landtagswahlen in den Stellungnahmen der neuen Regierung zu weiterer Zuwanderung an.

Noch 1997 hatte der jetzige Bundesinnenminister Otto Schily mit der damaligen Ausländerbeauftragten Cornelia Schmalz-Jacobsen ein Einwanderungsgesetz gefordert und dabei die positiven Wirkungen weiterer Einwanderung in demographischer, ökonomischer und kultureller Hinsicht unterstrichen. Demgegenüber kündigte Schily als neuer Bundesinnenminister im Oktober 1998 an, ein Einwanderungsgesetz mache keinen Sinn. Die Grenzen der Belastbarkeit Deutschlands durch Zuwanderung seien erreicht. Allein im Jahre 1997 seien fast 750.000 Ausländer und Aussiedler nach Deutschland gekommen. Deutschland habe weit mehr Zuwanderer aufgenommen als andere Länder und selbst als klassische Einwanderungsländer wie die USA. Die Zuwanderung müsse daher künftig auf Null gesetzt werden.

In Wirklichkeit war der Gesamtwanderungssaldo von Ausländern trotz eines hohen Migrationsvolumens seit 1995 stark rückläufig. Schließlich sind 1997 und 1998 sogar mehr Ausländer abgewandert als zugewandert. Zuletzt nahm die Bevölkerung der Bundesrepublik 1998 trotz des weiteren Zuzugs von 100.000 Aussiedlern erstmals wieder ab. Da vor allem EU-Ausländer die Behörden häufig nicht über ihren Wegzug informieren, dürfte die Abwanderung aus der Bundesrepublik noch erheblich größer gewesen sein als nach den Zahlen der amtlichen Statistik.¹

Die Zuwanderungssalden – insbesondere auch nach Abzug der immer geringeren Zahl der Aussiedler – widersprechen nicht nur den Stellungnahmen Innenminister Schilys oder anderer Vertreter von Regierung und Opposition, sondern auch den Argumenten der Gegner eines Zuwanderungsgesetzes mit jährlichen Quoten. Die Diskussion über ein solches Gesetz wurde von diesen ja gerade mit dem Argument abgewürgt, der jährliche Zustrom von Flüchtlingen, Asylsuchenden und Familienangehörigen bereits in der Bundesrepublik lebender Ausländer sei so groß, daß für eine weitere Zuwanderung mit Quoten kein Raum verbleibe.

In diesem Zusammenhang ist zu unterstreichen, daß die Zahl der Ausländer in Deutschland mit einem Anteil von 9% an der Wohnbevölkerung im Vergleich mit anderen Zuwanderungsländern nicht ungewöhnlich hoch ist.² So beträgt der Anteil der Ausländer an der Wohnbevölkerung der Schweiz ohne Saisonarbeiter 18% und in Belgien 10%. Beim Vergleich der Zahl der Ausländer in der Bundesrepublik mit europäischen oder außereuropäischen

-
- 1 Erkennbar wird dies an der hohen Zahl der Rücksendungen von Wahlbenachrichtigungen von EU-Ausländern bei Kommunalwahlen wegen Wegzugs mit unbekannter Anschrift.
 - 2 Hierzu s. die Angaben über Zuwanderung nach Westeuropa, Nordamerika und andere Einwanderungsgebiete bei: Demetrios G. Papademetriou, Weltweite Migrationsbewegungen, in: UNESCO-Kurier, 39. 1998, Nr. 11, S. 12ff.

Staaten wird zudem oft übersehen, daß die Zuwanderer in diesen häufig durch eine schnelle und großzügige Einbürgerung als Ausländer aus der Statistik verschwinden (so z.B. in Frankreich, Großbritannien und den Niederlanden).

Es ist bedrückend, daß in den Stellungnahmen der Bundesregierung und der Opposition zu weiterer Zuwanderung die Daten der demographischen Entwicklung und ihrer Folgen für die Sozialstruktur und Politik bislang kaum berücksichtigt oder auch nur erwähnt wurden. So fand der gründliche und datenreiche zweite Zwischenbericht der Enquête-Kommission ›Demographischer Wandel‹ vom November 1998 trotz seiner politischen Brisanz bislang so gut wie keine Resonanz in der Politik und den Medien.

Die große und wachsende Bedeutung der demographischen Entwicklung für die Zuwanderung nach Deutschland und Europa veranschaulichen schon wenige Daten zur Geburtenhäufigkeit. So schrumpfte beispielsweise die Geburtenzahl Deutschlands 1998 auf 1,34 Kinder pro Frau (Bestandserhaltungszahl wäre 2,1). Ohne die Kinder seiner Ausländer (13% aller Geburten) bildete Deutschland zusammen mit Spanien und Italien mit 1,15 das Schlußlicht in der heutigen demographischen Entwicklung, die durch Schrumpfungprozesse in allen Staaten Europas gekennzeichnet ist. Die ›einheimische‹ Bevölkerung der Bundesrepublik selbst hat sich seit 1975 schon um vier Millionen verringert. Die Zunahme der Bevölkerung in den alten Bundesländern seit 1975 ging ausschließlich auf das Konto der Ausländer und Aussiedler. »Der sich bald noch beschleunigende Alterungsprozeß der deutschen und europäischen Bevölkerung«, so merkte der Rat für Migration in seinem Memorandum vom Oktober 1998 an, »hat schwerwiegende Folgen für die wirtschaftliche Dynamik und die Generationensolidarität. Dieser Faktor wird daher eine zusätzliche großzügige Aufnahmepolitik unumgänglich machen. Die bisherigen sozialen Sicherungssysteme werden ohne Einwanderung noch zu Lebzeiten der heutigen jungen und mittleren Generation kollabieren. Durch eine umfassende, integrierende und transparente Einwanderungspolitik würde jedoch Zeit gewonnen für eine Anpassung der Sozial- und Wirtschaftspolitik an den insgesamt unvermeidlichen Bevölkerungsrückgang sowie für eine innovative Politik zur Verbesserung der Rahmenbedingungen für die notwendige Anhebung der Geburtenhäufigkeit.«

Das neue Einbürgerungsrecht ist, wie betont, ein großer Fortschritt gegenüber dem bisherigen Status quo. Seine Bedeutung liegt allerdings zunächst primär in seiner symbolischen Botschaft: dem Aufbruch zur Staatsbürgernation. Auf dem Weg dorthin müssen die oben angesprochenen Gestaltungsaufgaben aber noch bewältigt werden.

Die Lage auf dem Arbeitsmarkt, der innenpolitische Problemstau in der Finanz-, Wirtschafts- und Sozialpolitik sowie die Polarisierung im Verhältnis von Regierung und Opposition blockieren derzeit die weitere Liberalisierung

des Einbürgerungsrechts, die Öffnung für Zuwanderung und deren soziale Abfederung und Humanisierung.

Am ehesten hat heute die Verbesserung der Lebenssituation der Ausländer durch die in den Koalitionsvereinbarungen der Regierung vorgesehene Antidiskriminierungsgesetzgebung eine Chance. Sich Maßnahmen zur Bekämpfung der latenten oder manifesten Ausländerfeindlichkeit zu verschließen, ist in Deutschland für kein wichtiges politisches Lager möglich. Hier besteht nicht nur Handlungsbedarf, sondern auch eine Chance der Zusammenarbeit von Regierung und Opposition. Durch den Abbau der Diskriminierung von Ausländern mit Hilfe der Gesetzgebung und über das Bildungswesen könnte am ehesten jener innere Konsens einer positiveren Einstellung zu Ausländern geschaffen werden, der für die Akzeptanz einer liberalen Ausländerpolitik und einer aktiven Zuwanderungspolitik notwendig wäre. Damit könnten auch im voraus die Konflikte abgemildert werden, die sich einstellen werden, wenn ausschließlich Demographie und Wirtschaft eine Öffnung der Republik für weitere umfangreiche Zuwanderung erzwingen.

Amsterdam und die Folgen. Wege zu einem europäischen Asylrecht

Von Albrecht Weber

Die Bedeutung eines europäischen Asyl- und Einwanderungsrechts bedarf heute angesichts des Migrationsdrucks aus den unterentwickelten und weniger entwickelten Ländern der ›Dritten Welt‹, aber teilweise auch europäischer Randstaaten kaum einer Begründung. Zwar sind die Asylanträge europaweit seit dem Höhepunkt 1992 kontinuierlich zurückgegangen. Hier spiegelt sich die verschärfte Asylpolitik in den EU-Staaten und den Nachbarstaaten. Doch hält der Einwanderungsdruck auf die ›Festung Europa‹ weiter an. Diese ›Fortress Europe‹, wie sie eher stolz als abwertend genannt wird, hat in den 40 Jahren des Bestehens der EG nicht nur einen gemeinsamen Binnenmarkt geschaffen und nun die Grundlagen einer gemeinsamen Währung konzipiert. Der EURO wird zweifellos die Identifikationsmöglichkeiten des europäischen Bürgers mit der EU erhöhen, doch wird er für das Zusammenwachsen Europas nicht mehr allein die maßgebliche Rolle spielen. Der ökonomisch-monetäre Rahmen wird zwar weiterhin eine *conditio sine qua non* für den künftigen Integrationserfolg der Gemeinschaft mit 20 Mitgliedstaaten im ersten Jahrzehnt des nächsten Jahrtausends sein, aber nur mehr im Sinne einer notwendigen, nicht hinreichenden Bedingung. Der Erfolg der europäischen Einigung im nächsten Jahrhundert hängt nach meiner Einschätzung weit mehr als vom ökonomischen Erfolg von zwei Faktoren ab, die gemeinhin mit dem recht unscharfen Begriff der ›politischen Einigung‹ umschrieben werden: zum einen die europäische Außen- und Sicherheitspolitik, zum anderen die europäische Innen- und Rechtspolitik. Immerhin hat erstere in der ›Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik‹ (GASP) eine Verankerung im Maastricht-Vertrag als zweite Säule erhalten, die erste Früchte zu tragen scheint, die Innen- und Rechtspolitik ist mit den Feldern der Asyl- und Einwanderungspolitik zwar ebenfalls nicht ›vergemeinschaftet‹, aber doch unter die Fittiche der intergouvernementalen Kooperation der dritten Säule genommen. Diese flankierende völkerrechtliche Kooperationspflicht hat tatsächlich durch den Amsterdamer Vertrag eine gemeinschaftsrechtliche Inkarnation – wenn auch mit einigen offenen Wunden – erfahren, die die enormen Schwierigkeiten der schrittweisen Harmonisierung des europäischen Asyl- und Einwanderungsrechts angesichts des bis

heute andauernden Vetorechts der Mitgliedstaaten offenbart. Zugleich läßt sie aber die bescheidene Hoffnung keimen, daß Europa auch in diesem höchst souveränitätsempfindlichen Bereich einmal zu einer gemeinsamen Sprache finden könnte.

Ich möchte dies exemplarisch nur am Beispiel des Asylrechts erläutern, das mir im Vergleich zum Einwanderungsrecht die besseren Harmonisierungsbedingungen zu bieten scheint.

I. Europäische Harmonisierung des Asylrechts

I.1. Faktische und rechtliche Rahmenbedingungen

Der Bundesrepublik als einem zentralen Aufnahmeland kommt hier nach wie vor der größte Anteil der Asyllast zu. Sie betrug in den Jahren 1992 und 1993 ca. 60%. Zwar hat sich auch in der Bundesrepublik die Zahl der Asylanträge von rund 440.000 im Jahr 1992 um mehr als drei Viertel auf rund 100.000 im Jahr 1997 reduziert, doch trägt damit die Bundesrepublik immer noch rund die Hälfte aller Asylanträge in der Gemeinschaft. Unter den Herkunftsregionen nehmen in Deutschland Asylbewerber aus Asien, gefolgt von Europa und Afrika, die Spitze ein; dabei ist allerdings zu berücksichtigen, daß auch die Asylanträge aus der Türkei, die 1997 mit rund 16% immer noch an der Spitze lagen, eingerechnet sind.

Zwar haben die Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft aufgrund teils autonomer, teils gemeinsamer Bemühungen den Anstrom der Asylbewerber zu stoppen vermocht, indem sie vor allem die Instrumente der sicheren Herkunfts- und Drittstaatenregelung einsetzten und damit deutlich schwerer überwindbare Hürden errichteten. Dennoch ist nicht zu übersehen, daß das Asylrecht auch seit den großen Verfassungs- und Gesetzesreformen der verschiedenen Mitgliedstaaten und der tendenziell restriktiveren Rechtsprechung ein Haupttraktandum innerhalb der dritten Säule des Maastrichter Vertrags bleiben wird. Dies liegt vor allem in der Natur des Asylrechts selbst als eines Rechts begründet, das bei Geltendmachung ein subjektives Recht auf Prüfung und vorläufigen Aufenthalt bis zum rechtskräftigen Abschluß des Verfahrens erzwingt, soweit nicht offensichtlich mißbräuchliche oder unbegründete Anträge zu befürchten sind; zugleich birgt das Asylrecht immer auch die Gefahr eines verdeckten Einwanderungsrechts, wenn Asylanträge die Folgen von Armutswanderung, bürgerkriegsbedingter Verfolgung oder Umweltzerstörung sind. Daher stellt sich auch in dem zusammenwachsenden Europa entscheidend die Frage nach den Kompetenzen der Europäischen Gemeinschaft sowie nach den Kriterien des gemeineuropäischen Asylrechts, bevor Lösungsmodelle für ein europäisches Asylrecht angeboten werden können.

1.2. Harmonisierung aufgrund des Amsterdamer Vertrags

Der Amsterdamer Vertrag vom 2. Oktober 1997 enthält nun, wie bereits von der Regierungskonferenz für Maastricht II vorgeschlagen, einen neuen Titel mit der Überschrift »Visa-, Asyl-, Einwanderungs- und andere Politiken betreffend den freien Personenverkehr«. Damit ist zum ersten Mal in der Geschichte der europäischen Einigung – nach dem Zwischenschritt des Maastrichter Vertrags zur Aufnahme des Asylrechts in die dritte Säule – der entscheidende Schritt in Richtung auf eine Vergemeinschaftung des Asyl- und auch Einwanderungsrechts in der Europäischen Gemeinschaft getan. Diese Vergemeinschaftung bedeutet im Klartext, daß nach einer Übergangszeit von fünf Jahren nach Inkrafttreten des Amsterdamer Vertrages Mehrheitsentscheidungen über Kriterien und Verfahren des Asylrechts mit unmittelbarer Wirkung für die Mitgliedstaaten möglich sind. Für die genannte Übergangsfrist von fünf Jahren haben sich die Regierungschefs in Amsterdam nur auf eine einstimmige Beschlußfassung einigen können, wobei die Initiative für Gesetzgebungsvorschläge zwischen Kommission und Mitgliedstaaten geteilt ist (Art. 73, Art. 67 Abs. 2 K.f.).

Die neuen Vertragsvorschriften ermächtigen daher zunächst zu einstimmiger Beschlußfassung, sodann zur Beschlußfassung mit qualifizierter Mehrheit auch in den Bereichen Asylrecht, Einwanderung und Schutz der Rechte von Drittstaatsangehörigen. Die fünfjährige Übergangsfrist hat aber nicht nur eine Bedeutung für die Beschlußfassung im Europäischen Rat der Einwanderungsminister; nach Ablauf kann aufgrund einstimmigen Ratsbeschlusses sogar das Mitentscheidungsverfahren und die Kontrolle durch den Europäischen Gerichtshof einsetzen.

Damit haben sich freilich die Mitgliedstaaten eine letzte Tür zur Wahrung ihrer Souveränität vorbehalten, um eine Kontrolle des Gerichtshofs und des Parlaments hinauszuschieben. Die neuen Vertragsermächtigungen berechtigen den Rat zum Erlaß von Vorschriften nicht nur über die Anerkennung der Zuständigkeit für die Asylprüfung (gegenwärtig im Bereich der Schengener und Dubliner Abkommen), sondern ermöglichen auch den Erlaß von »Mindestnormen« zur Aufnahme von Asylbewerbern, die sich m.E. nicht nur auf die verfahrensrechtlichen, sondern auch materiell-rechtlichen Voraussetzungen erstrecken. Damit hat die Europäische Gemeinschaft nach fünf Jahren einen relativ breiten Aktionsradius im Bereich der Einwanderungs-, Asyl- und Außengrenzpolitik, die später auch unter Mitwirkung des Parlaments und Europäischen Gerichtshofs ausgestaltet werden kann.

1.3. Schengen II und Dublin als Kern einer asylpolitischen Zusammenarbeit

Der Amsterdamer Vertrag sieht zum ersten Mal die sogenannte Vergemeinschaftung des bisher durch das Schengener Übereinkommen von 1990 erreichten Besitzstandes vor. Die bereits 1985 geschlossenen Übereinkommen von Schengen I über den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen sowie das 1990 vereinbarte Durchführungsübereinkommen (Schengen II, SDÜ) haben ein kompliziertes System der völkerrechtlichen Koordination nicht nur im Bereich der Außenkontrolle, der polizeilichen Zusammenarbeit und des wechselseitigen Informationssystems, sondern auch der Anerkennung der Prüfungszuständigkeit von Mitgliedstaaten errichtet. Das Schengener Durchführungsübereinkommen vom 19. Juni 1990 ist ein komplexes Regelwerk von acht Titeln und 142 Artikeln, das unter anderem auch die Reihenfolge der Anerkennung der Prüfungskriterien für das jeweilige Erstaufnahmeland bestimmt. Nach dem Grundsatz von Schengen II ist die Zuständigkeit nur eines Staates für die Prüfung von Asylbegehren vorgesehen; es regelt damit nicht die Anerkennung von vorläufigen oder rechtskräftigen Asylrechtsentscheidungen anderer Mitglieder, noch strebt es die Harmonisierung des formellen oder materiellen Asylrechts in den Schengenstaaten an. Ziel dieses *Ein-Staaten-Prüfungskonzepts* ist die Vermeidung der ›refugees in orbit‹, d.h. der Weiterschlebung von Asylbewerbern ohne die Zuständigkeitserklärung eines Staates. Die Schengen-Mitgliedstaaten haben daher die Pflicht zur Überprüfung, nicht jedoch eine Pflicht, Asyl oder Aufenthalt zu gewähren. Wegen der verfassungsrechtlichen Vorbehalte einiger Mitglieder, insbesondere auch der Bundesrepublik, besteht nur eine völkerrechtliche Pflicht zur Anerkennung der Prüfungszuständigkeit.

Probleme des Funktionierens: Das Schengener Durchführungsabkommen, das mit dem Dubliner Übereinkommen von 1990 im Asylrechtsbereich identisch ist, ist freilich nur ein erster zaghafter Schritt auf dem Weg zu einer europäischen Asylrechtsharmonisierung. Schengen ist unter anderem auch deshalb der Kritik ausgesetzt, weil die jeweiligen Prüfungskriterien (z.B. Familienzugehörigkeit, Aufenthaltserlaubnis usw.) zu einer ungleichen Lastenverteilung innerhalb der Europäischen Union führen können. Weniger bedenklich ist die Wahl des Asyllandes, da es wohl keinen völkerrechtlichen Anspruch auf Aufnahme im jeweils erhofften ›Asylparadies‹ gibt. Immerhin besteht die Gefahr, daß sich Asylsuchende den europäischen Mitgliedstaat mit der liberalsten Asylgewährungspraxis aussuchen. Ein weiterer Nachteil liegt in der mangelnden Erfassung von De-facto-Flüchtlings, die nicht von Schengen erfaßt werden. Das Schengener Zuständigkeitsmodell setzt schließlich ein funktionierendes Informationssystem über Namen und Fingerabdrücke voraus (wie jetzt durch EURODAC), weil sonst die Erstzuständigkeit des Aufnahmelandes ohne Feststellung des Reisewegs des Asylbewerbers

nicht möglich ist. Auch das Problem der Ausweisung oder Rückschiebung in sichere Drittstaaten ist durch die Abkommen nicht restlos geklärt. Vor allem aber ergibt die Praxis, daß Schengen nur sehr beschränkt funktioniert, da die Zustimmung zur Überstellung von Asylbewerbern, die sich aus den Schengener Übereinkommen ergibt, deutlich unter 50% liegt.

Vergemeinschaftung des Besitzstands: Angesichts dieser Umstände ist die Einbeziehung des Schengener Besitzstands durch den Amsterdamer Vertrag in das Gemeinschaftsrecht nur ein beschränkter Fortschritt. Immerhin ist es gelungen, das bisherige Schengener Recht, das sich durch die völkerrechtliche Zusammenarbeit außerhalb des Gemeinschaftsrechts innerhalb einiger Mitgliedstaaten vollzog und auch auf Nicht-EG-Staaten (wie z.B. Norwegen) Anwendung findet, in das Gemeinschaftsrecht einzufügen. Dies bedeutet die Eingliederung eines umfangreichen Rechtsmaterials (rund 7.000 Entscheidungen) in das geltende EG-Recht. Trotz dieser Fortschritte ist nicht zu übersehen, daß das Schengen-Recht den dritten Anwendungsfall eines »Europas mehrerer Geschwindigkeiten« bedeutet und den schon im Rahmen des Sozialprotokolls und der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion erkennbaren Fragmentierungsprozeß noch deutlich verstärkt. Denn die Mitglieder Irland, Großbritannien, Dänemark haben sich kraft Vertragsprotokolle den Beitritt vorbehalten. Zugleich stellen sich für die Übergangszeit schwierige Rechtsfragen zwischen dem Schengen II-Abkommen und dem Dubliner Übereinkommen, dem auch die früheren Mitglieder Vereinigtes Königreich und Irland, nicht aber Schweden, Finnland und Österreich angehören. Immerhin erhält der Europäische Gerichtshof nunmehr eine Auslegungs- und Entscheidungskompetenz hinsichtlich des gesamten Schengen-Besitzstandes nach seiner gemeinschaftlichen Inkorporation, was freilich durch die limitierte Auslegungskompetenz bei der Anrufung von Klauseln der öffentlichen Sicherheit und Ordnung eingeschränkt wird.

Wieweit künftig die Abgleichung zwischen dem inkorporierten Schengen-Besitzstand und dem auf die Asylprüfung beschränkten Dubliner Übereinkommen gelingt, bleibt abzuwarten.

2. Elemente eines gemeineuropäischen Asylrechts

Nun ist kurz auf den möglichen Harmonisierungsstand der Europäischen Gemeinschaft einzugehen, der sich durch die intergouvernementale Kooperation im Laufe der letzten zehn Jahre als »soft law« gebildet hat. Hier sind im wesentlichen drei Aspekte zu unterscheiden: 1. die Kriterien der politischen Verfolgung, 2. die safe countries-Doktrin und 3. verfahrensrechtliche Minimalstandards.

2.1. Kriterien der politischen Verfolgung

Für die Harmonisierung des Asylrechts ist die Frage der *materiellen Kriterien* der politischen Verfolgung im Sinne der Genfer Flüchtlingskonvention (GFK) von Bedeutung. Dabei zeigt sich, daß die Mitgliedstaaten durchaus noch von unterschiedlichen Begriffen der politischen Verfolgung, sei es im Sinne eines subjektiven oder objektiven Begriffs, ausgehen. Als eine mögliche Leitlinie könnte sich der vom Rat verabschiedete *Gemeinsame Standpunkt* vom März 1996 über die harmonisierte Anwendung der Definition des Flüchtlingsbegriffs nach Art. 1 GFK anbieten. Dieser Standpunkt formuliert Leitlinien für die Anerkennung als Flüchtling. Die Flüchtlingskonvention geht zwar von einem weiten, auf die subjektive Verfolgungsfurcht abstellenden Flüchtlingsbegriff aus, bezieht andererseits aber nicht die de facto-Flüchtlinge ein. Wegen der unterschiedlichen Staatenpraxis im Hinblick auf die Feststellung der Flüchtlingseigenschaft bei Individual- oder Gruppenverfolgung, der Ermittlung der Anerkennungsvoraussetzungen, Verfolgungsursachen, Verfolgungsgründe und anderer Umstände strebt der Gemeinsame Standpunkt Richtlinien für die Auslegung an. Danach bedeutet der Begriff der Verfolgung, daß die die Verfolgung begründenden Ereignisse eine hinreichend schwere Verletzung der Menschenrechte darstellen oder doch die Rückkehr oder den Aufenthalt im Herkunftsland verunmöglichen und die Verfolgungstatsachen auf einen der in Art. 1 GFK genannten Diskriminierungsgründe zurückzuführen sind. Der Gemeinsame Standpunkt berücksichtigt hier bereits den in der überwiegenden Staatenpraxis erweiterten Verfolgungsbegriff, der unter anderem auch die teilweise differenzierende Rechtsprechung des Bundesverwaltungsgerichts in einzelnen Punkten (z.B. inländische Fluchtalternative oder objektive Nachfluchtgründe) aufnimmt. Der Gemeinsame Standpunkt könnte daher durchaus der Ausgangspunkt für eine weitere materielle Angleichung der Verfolgungskriterien angesichts des teilweise recht heterogenen Flüchtlingsbegriffs in den Mitgliedstaaten bilden und sich später zu ›hard law‹ verfestigen. Über den Gemeinsamen Standpunkt hinausgehend wäre künftig auch eine Klärung der Frage wünschenswert, ob die de-facto-Flüchtlinge unter einen erweiterten Flüchtlingsbegriff fallen oder ob sich hier ein spezieller Vertrag anbietet.

2.2. Safe countries-Doktrin

Das Konzept der sicheren Drittstaaten und der sicheren Herkunftsstaaten als eines Instruments zur Abweisung von Asylbewerbern wegen offensichtlicher Unbegründetheit des Antrags scheint in allen Mitgliedstaaten akzeptiert und wurde noch vor der Bundesrepublik in der Schweiz eingeführt. Selbst die Staaten, die keine verfassungsrechtliche Regelung wie Art. 16 a Abs. 2 und 3 GG kennen, wenden das Prinzip des sicheren Dritt- oder Herkunftsstaates

an. Die safe countries-Doktrin ermöglicht eine Verkürzung der verfahrensrechtlichen Prüfung, wobei bei den *sicheren Drittstaaten* die Länder der Europäischen Gemeinschaft sowie einige Nichtmitglieder (z.B. Norwegen, Polen, Schweiz und Tschechische Republik) als unwiderleglich sichere Staaten gelten, während bei den *sicheren Herkunftsstaaten* eine *widerlegliche Vermutung* für die Sicherheit vor politischer Verfolgung besteht; diese kann entweder durch eine positive Listenregelung wie in Deutschland oder auch durch Verwaltungsvorschriften erfolgen. Bezüglich der Herkunftsstaaten gibt es noch unterschiedliche Regelungen in den einzelnen Mitgliedstaaten, so daß künftig die Festlegung einer gemeinsamen Liste von Drittstaaten anzustreben ist, damit eine Kettenabschiebung unterbleibt, die gegen das Verbot der Zurückschiebung nach Art. 33 GFK oder das Verbot der Folter, grausamer oder erniedrigender Behandlung nach Art. 3 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten (EMRK) verstößt. Hier liegt eine immanente Schwäche der Asylkonzeption des safe countries-Konzepts, das nicht allein durch das vom Verfassungsgericht bekräftigte Gebot der ›normativen Vergewisserung‹ lösbar ist, sondern einer weitergehenden Koordinierung bedarf. Dabei ist freilich zu berücksichtigen, daß das Menschenwürdekonzept als ein Fixstern des deutschen Grundgesetzes zwar die Richtung weist, zugleich aber nicht mit überhöhten Anforderungen an fremde Rechtsordnungen eine deutsche Grundrechtshybris um sich greifen darf. So hat selbst das deutsche Verfassungsgericht festgestellt, daß die unabänderbaren Verfassungsgrundsätze der Menschenwürde und der Staatsstrukturprinzipien nicht dadurch verletzt werden, daß Ausländern eine grundrechtliche Gewährleistung vorbehalten wird. Daher schränkt das Verfassungsgericht seine frühere Äußerung, dem Asylgrundrecht liege die von der Achtung der Unverletzlichkeit der Menschenwürde bestimmte Überzeugung zugrunde, relativierend dahingehend ein, daß sich daraus nicht der Schluß ziehen lasse, das Asylgrundrecht gehöre zum Gewährleistungsinhalt der Menschenwürde (BVerfGE 89/103).

2.3. Verfahrensrechtlicher Minimumstandard

Ein wesentliches Element einer Harmonisierung bildet ein gemeinsamer verfahrensrechtlicher Nenner, der Minimalgarantien im Asylanerkennungsverfahren gewährleistet. Hier bestehen derzeit die wohl noch größten Schwierigkeiten der Harmonisierung im Bereich des Anerkennungsverfahrens, der Behördenzuständigkeit und Organisation, des Rechtsschutzes im Falle ablehnender bzw. aufenthaltsbeendender Maßnahmen. Ferner sind wesentliche verfahrensrechtliche Garantien wie das Recht auf Anhörung, Beweislastverteilung, Stellung eines Dolmetschers und die Sicherstellung der vom Asylbewerber erhobenen Daten zu beachten. Aus den völkerrechtlichen Pflichten ergeben sich allenfalls Garantien, jedoch nicht bestimmte Verfahrensmuster

für die Prüfung von Asylanträgen. Aus der Flüchtlingskonvention läßt sich nur die verfahrensrechtliche Pflicht ableiten, ein in bestimmter Weise formalisiertes Verfahren bereitzustellen, aufgrund dessen die Einhaltung des *refoulement*-Verbots überwacht werden kann. Immerhin lassen sich aus der Empfehlungspraxis des Exekutivkomitees des UNHCR über Mindeststandards für das Verfahren sowie aus den Entschlüssen der Einwanderungsminister über Minimalgarantien im Asylverfahren gewisse Standards bei den Anerkennungs Voraussetzungen aufstellen, die teilweise auch in den Mitgliedstaaten anerkannt sind.

3. Chancen eines europäischen Asylrechts

Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die Harmonisierung des europäischen Asylrechts heute sowohl im Hinblick auf die Vorarbeiten der intergouvernementalen Kooperation vor und nach Maastricht wie aufgrund der neuen Kompetenzen im Amsterdamer Vertrag bessere Chancen auf eine Verwirklichung hat als jemals zuvor. Dies bedeutet freilich einen mühsamen Angleichungsprozeß, der sich wohl langfristig auf einen Kompromiß verschiedener Modelle zubewegen könnte.

3.1. Reziproke Anerkennung

Denkbar wäre als Minimalmodell die reziproke Anerkennung der rechtskräftigen Asylentscheidungen der einzelnen Mitgliedstaaten im Hinblick auf den Erstantrag des Asylbewerbers im Sinne der wechselseitigen Anerkennung der materiellen und verfahrensrechtlichen Standards in den Mitgliedstaaten unabhängig von einer weitergehenden Harmonisierung. Diesem Konzept folgen ansatzweise das Schengener Durchführungsübereinkommen und die Dubliner Konvention, wobei sie sich freilich auf die Prüfungszuständigkeit beschränkt. Eine weitergehende Anerkennung aller rechtskräftigen Asylentscheidungen dürfte freilich an den verfassungsrechtlichen Hindernissen einiger Mitgliedstaaten, die wie die Bundesrepublik (noch) über ein subjektives Asylrecht verfügen, scheitern. Gewisse materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Standards dürfen durch eine multilateralisierte Anerkennung von Asylrechtsentscheidungen nicht einfach unterlaufen werden.

3.2. Graduelle Rechtsangleichung

Wahrscheinlicher ist der Weg zu einem europäischen Asylrecht über eine graduelle Rechtsangleichung sowohl der materiellen Verfolgungskriterien als auch der rechtsstaatlichen Verfahrensstandards. Aufgrund der bisherigen Vorarbeiten könnten die Verfolgungskriterien schrittweise angenähert werden und rechtsstaatliche Verfahrensgarantien als Minimalstandards festge-

legt werden, die auch als unmittelbar geltendes Gemeinschaftsrecht in Verordnungen oder Richtlinien der Gemeinschaft umgesetzt werden.

3.3. Europäisches Grundrecht auf Asyl?

Der weitestgehende und mutigste Versuch einer Angleichung des europäischen Asylrechts läge in der verfassungsrechtlichen Verankerung eines europäischen Grundrechts auf Asyl durch die Gemeinschaftsverträge. Eine solche Grundrechtskodifikation, die ich nachhaltig befürworte, erscheint freilich vorläufig nicht erreichbar, da ein Konsens der Mitgliedstaaten zur Verabschiedung eines europäischen Grundrechtskatalogs derzeit nicht besteht. Erschwerend kommt hinzu, daß ein europäisches Grundrecht auf Asyl die bisherigen asylrechtlichen Garantien gewissermaßen ›konstitutionalisieren‹, d.h. in einen verfassungsrechtlichen Rang erheben würde, den das Asylrecht in der überwiegenden Zahl der Mitgliedstaaten gerade nicht genießt. Eine solche Erhöhung auf den Altar des Gemeinschaftsverfassungsrechts erscheint mir zwar verfassungspolitisch wünschenswert, aber nicht realistisch.

Im Hinblick auf diese Umstände wird es bei dem mühsamen und schwerfälligen Prozeß der europäischen Asylrechtsharmonisierung bleiben, der den Mitgliedstaaten noch einen weitgehenden nationalen Spielraum der Asylgesetzgebung und Asylrechtsanwendung beläßt. Wenn man bedenkt, daß das Asylrecht und im weiteren Sinne das Flüchtlingsrecht immer eine auch quantitativ relevante Säule im Rahmen des gesamten Einwanderungsgeschehens bildet und zum Teil auch als verdecktes Einwanderungsrecht fungiert, wird erklärlich, daß hier ein besonders souveränitätssensibler Bereich der supranationalen Regelungskompetenz überantwortet wird. Dies gilt erst recht für das Einwanderungsrecht, das das ›Ausländerrecht‹ einem stärkeren Angleichungsprozeß unterziehen muß. Da hier aber Fragen nach dem Status des Fremden in der multikulturellen Gesellschaft, d.h. zentral auch die Staatsangehörigkeitsfrage, berührt sind, möchte ich hiermit schließen.

Arbeitsmigration – Migration der Arbeit. Konsequenzen und Optionen

Von Bert Rürup

Der über mittlerweile fast drei Jahrzehnte zu beobachtende treppenstufenförmige Anstieg der Arbeitslosigkeit hat zu einer Vielzahl von Erklärungsansätzen geführt. Bis Ende der 1980er Jahre wurden die Hysteresemodelle als die relevanten Erklärungsmuster angesehen, und seit den frühen 1990er Jahren wurden diese Modelle in verstärktem Maße um den Zuwanderungsaspekt erweitert, d.h. um die Frage, inwieweit durch die Zuwanderung von ausländischen Arbeitnehmern inländische Arbeitnehmer in die Beschäftigungslosigkeit abgedrängt und dort ›gehalten‹ werden. Arbeitsmigration, so die dahinterstehende These, führe sowohl zu steigender Arbeitslosigkeit als auch zu verstärktem Lohndruck im Immigrationsland.

Seit Mitte der 1990er Jahre wird diese Diskussion unter dem Stichwort *Globalisierung* in einem deutlich breiteren Erklärungsrahmen und mit zum Teil umgekehrtem Vorzeichen geführt. Anstelle der Arbeitsmigration geht es nunmehr auch um die Migration von Arbeit, sprich von Arbeitsplätzen. Die diesbezügliche These lautet, daß Arbeitsplätze im Inland dadurch verloren gehen, daß Unternehmen durch international angelegte Outsourcing-Strategien, seien es Beschaffungsstrategien oder Direktinvestitionen, Arbeitsplätze ins Ausland verlagern und in der Folge die inländische Arbeitslosigkeit steigt. Beiden Thesen soll im folgenden nachgegangen werden.

1. Die Rolle der Arbeitsmigration

Theoretisch lassen sich die Wirkungen von Migration auf den Arbeitsmarkt des Zuwanderungslandes, sprich Deutschland, wie folgt skizzieren: Eine unbeschränkte Zuwanderung erhöht das Arbeitsangebot mit der Konsequenz, daß die Beschäftigung inländischer Arbeitnehmer sinkt bei einem gleichzeitigen Anstieg der Gesamtbevölkerung. Eine unbeschränkte Zuwanderung hat somit im Vergleich zur Situation ohne Zuwanderung eine höhere Arbeitslosigkeit der inländischen Arbeitnehmer bei einem niedrigeren Lohnniveau zur Folge. Eine Zuwanderungsbegrenzung würde in diesem Fall zu einer geringeren Arbeitslosigkeit und einer positiven Lohnentwicklung führen.

Aufgrund der Zuwanderung kann und wird es aber immer zu einem Anstieg der gesamtwirtschaftlichen Produktion und damit auch zu einer Ausweitung der Arbeitsnachfrage kommen. Und abhängig vom Ausmaß

dieser Ausweitung kann es in einem neuen Arbeitsmarktgleichgewicht zu höheren Beschäftigungs- und Lohnniveaus inländischer Arbeitnehmer aufgrund der Zuwanderung kommen.

Um zu einer validen saldierenden Antwort zu kommen, muß man sich von der Vorstellung eines einheitlichen Arbeitsmarktes lösen. Denn für die Untersuchung von Fragestellungen dieser Art ist vor allem die Positionierung in- und ausländischer Arbeitskräfte am Arbeitsmarkt von entscheidender Bedeutung. Der Fragestellung angemessen und empirisch belastbare Befunde versprechend sind Überlegungen, die segmentierte Arbeitsmärkte unterstellen. Ausgehend von einer einfachen Dualisierung des Gesamtarbeitsmarktes in einen primären und einen sekundären Teilarbeitsmarkt – d.h. in Teilarbeitsmärkte für hoch und niedrig qualifizierte Arbeitnehmer – muß nach dem *Verhältnis* von inländischen zu ausländischen Arbeitnehmern gefragt werden. Dieses Verhältnis ist von entscheidender Bedeutung, denn die arbeitsmarktpolitischen Effekte hängen in dominanter Weise davon ab, ob die Beziehung zwischen den auf den beiden Teilarbeitsmärkten Tätigen *komplementärer* oder *substitutiver* Natur ist.

Der Komplementaritäts- oder Unterschichtungsthese zufolge besetzen die ausländischen Arbeitnehmer Arbeitsplätze, die die inländischen Arbeitnehmer aus verschiedensten Gründen nicht einnehmen wollen oder können, sie nehmen somit im Vergleich zum primären Arbeitsmarkt eine Ergänzungsfunktion ein, d.h. es wird kein einheimischer Arbeitnehmer verdrängt. Demgegenüber behaupten Vertreter der Substitutionsthese, daß Ausländer inländischen Arbeitnehmern die Arbeitsplätze wegnehmen, letztere also durch erstere substituiert in die Arbeitslosigkeit werden. In der Realität wird man davon ausgehen können, daß ausländische Arbeitnehmer auf inhomogenen Arbeitsmärkten sowohl komplementäre als auch eine substitutive Rollen einnehmen. Dies läßt sich folgendermaßen verdeutlichen:

Unter der Annahme, daß Migranten aufgrund ihrer vergleichsweise schlechteren Humankapitalausstattung Arbeit im sekundären Teilsegment suchen, erhöht eine Zuwanderung dort das Arbeitsangebot. Dies hat ein Absinken des Lohnsatzes für niedrig qualifizierte Arbeitnehmer zur Folge. Sind die Arbeitnehmer im primären Segment Komplemente zu denen im sekundären, so führt dies zu einer Ausweitung der Arbeitsnachfrage mit einer entsprechenden Erhöhung des (Gleichgewichts-)Lohnsatzes im primären Arbeitsmarkt. Gewinner wären – unabhängig von der Nationalität – die dort tätigen qualifizierten Arbeitnehmer.

Zudem ist die Komplementaritäts-/Substitutionalitätsbeziehung auch für die Produktivitätsentwicklung wichtig. Bei entsprechender substitutiver Beziehung sinken Produktivität und Lohnsatz (des zuletzt eingestellten Arbeitnehmers) mit der Zahl der insgesamt eingestellten Arbeitnehmer. Zuwanderung würde in diesem Falle das Arbeitsangebot ausdehnen und somit

im Vergleich zum Fall ohne Immigration die Arbeitsproduktivität senken. Anders verhält sich der Fall bei Komplementarität, in diesem Fall muß Zuwanderung zu einer Produktivitätserhöhung führen.

Schließlich und endlich bestehen Zusammenhänge zwischen *Zuwanderung und Wachstum*. Direkte Wirkungen ergeben sich wiederum in Abhängigkeit von den Komplementaritäts-/Substitutionalitätsannahmen: Unterstellt man Substitution, führt eine Erhöhung des Arbeitsangebots aufgrund von Immigration zu einer tendenziellen Wachstumsabschwächung. Allerdings muß man zusätzlich noch berücksichtigen, daß Zuwanderer auch durch ihre Konsumausgaben zum Wachstum beitragen und daß sie spezifische Mismatch-Situationen am Arbeitsmarkt relativieren, wenn das Wachstum durch das zu geringe Arbeitsangebot beschränkt war. In der Summe ist jedoch der Zusammenhang zwischen Zuwanderung und Wachstum ein sehr ›weicher‹.

Diese kurzen theoretischen Skizzen sollen an dieser Stelle genügen, denn es sollte deutlich geworden sein, daß die Theorie im Bereich der Migration allenfalls Anhaltspunkte geben kann. Die konkreten Zusammenhänge werden immer von der jeweiligen historischen Situation abhängen, denn entscheidend für die Effekte der Immigration ist die konkrete Situation am Arbeitsmarkt, in die die Zuwanderer hineinkommen: Bei einem Nachfrageüberhang dürfte es eher zu komplementären Effekten kommen, wohingegen ein Angebotsüberhang in der Tendenz zu Verdrängungseffekten führt.

Unter Berücksichtigung dieser Einschränkungen ist für Deutschland festzuhalten, daß bis zu Beginn der 1990er Jahre Zuwanderer eine komplementäre Position im Verhältnis zu dem inländischen Bereich einnahmen, wohingegen sie seit 1991/92 zunehmend als Substitute wirken. Für Beschäftigung, Produktivität und Wachstum bedeutet dies, daß der für die längste Zeit der Bundesrepublik positive Einfluß nach der Wiedervereinigung sein Vorzeichen geändert hat.

2. Die Rolle der Migration von Arbeit

Neben der Zuwanderung ist in den letzten Jahren, glaubt man den Volksvertretern, Topmanagern, Lobbyisten oder Gewerkschaftsfunktionären, die *Globalisierung* – und in diesem Zusammenhang die Auslagerung von Arbeitsplätzen – hauptverantwortlich für die Misere am Arbeitsmarkt.

Mit Internationalisierung wird üblicherweise die Außenhandelsverflechtung eines Landes bezeichnet. Ein Maß hierfür ist beispielsweise der sogenannte Offenheitsgrad einer Volkswirtschaft (d.h. das Verhältnis der Summe von Exporten und Importen im Vergleich zum Bruttoinlandsprodukt). Hier ist auf den bemerkenswerten Befund hinzuweisen, daß die Außenhandelsquoten Deutschlands – entgegen der landläufigen Auffassung – heute kaum höher sind, als sie es im Jahre 1913 waren. Globalisierung ist

aber weit mehr als eine Intensivierung des internationalen Handels. Sie beschreibt den Zustand und den Prozeß einer zunehmenden wirtschaftlichen Verflechtung sowie die daraus resultierenden Abhängigkeiten verschiedener Länder und ihrer Wirtschaftssubjekte in weit mehr Dimensionen als dem grenzüberschreitenden Güterverkehr. Globalisierung erfaßt alle Glieder der Wertschöpfungskette eines Unternehmens und damit neben den Gütermärkten auch die Finanz-, Technologie- und zunehmend auch die Arbeitsmärkte. Motor dieser neuen wirtschaftlichen Globalisierung ist die deutlich gestiegene Kapitalmobilität aufgrund des Abbaus institutioneller Beschränkungen und der Verfügbarkeit weltumfassender Renditeinformationen.

Vereinfacht, aber dennoch zutreffend gesagt: Das was wir als wirtschaftliche Globalisierung beobachten, sind Reaktionen der Unternehmensleitungen auf einen gestiegenen Rationalisierungsdruck, der selbst wiederum die Folge gestiegener Renditeansprüche der Inhaber und Zeichner von Risikokapitaltiteln ist. Dieser gestiegene Rationalisierungsdruck als Folge gestiegener Renditeerwartungen der (potentiellen) share-holder (Anteilseigner) ist nach dem Abklingen des sehr ›profitablen‹ Wiedervereinigungsbooms seit den frühen 1990er Jahren erkennbar. Ausgelöst wurde er durch die

- ◆ globale Verfügbarkeit von Renditeinformationen,
- ◆ die institutionelle Entgrenzung der nationalen Kapitalmärkte im Zuge von Deregulierungen und die damit verbundene
- ◆ Steigerung der Kapitalmobilität.

Die Unternehmen reagieren darauf mit

- ◆ global sourcing,
- ◆ Direktinvestitionen im Ausland und
- ◆ Fraktalisierung bzw. Virtualisierung von Unternehmensstrukturen.

Die Folge davon ist, daß es zunehmend weniger ›nationale‹ Produkte, Unternehmen oder Industrien gibt. Zur Illustration: Ein neuer Sportwagen eines koreanischen ›Herstellers‹ wird in Japan finanziert, in Italien designed, die Konstruktion des Motors und Getriebes erfolgt in Deutschland. In England wird der Wagen montiert, wobei elektronische Komponenten Verwendung finden, die in Silicon Valley erfunden und in Japan hergestellt wurden. Die Werbekampagne der Einführung dieses Wagens wird in Frankreich konzipiert, und die erforderlichen Fotoaufnahmen macht eine kanadische Gesellschaft in Spanien. Datenverarbeitung findet auf Barbados und die Gehaltsabrechnung in Irland statt.

Die Auswirkungen dieser Form der Globalisierung auf die inländischen Arbeitsmärkte werden im allgemeinen mit Hilfe zweier Ansätze untersucht: In den meisten Studien wird versucht, sich dem Beschäftigungsproblem über eine Analyse des Außenhandels zu nähern. Daneben gibt es Untersuchungen, die den Einfluß von Direktinvestitionen betrachten.

2.1. Effekte des Außenhandels

Zur Analyse der Effekte des Außenhandels auf die Arbeitsmarktsituation im Inland werden meist sogenannte Factor-content-Modelle verwendet, mit denen die Auswirkungen des Faktorgehalts des Handelsvolumens auf die Lohnstruktur bzw. Beschäftigung sowohl ausgebildeter als auch unqualifizierter Arbeitnehmer erfaßt werden sollen. Dabei werden zunächst die Mengen an hohem und niedrigem Humankapital geschätzt, die für den Export benötigt worden sind, und danach die entsprechenden Mengen, die benötigt worden wären, wären die importierten Güter im Inland produziert worden.

Die in den Exportvolumina inkorporierten Mengen an gelernter und ungelerner Arbeitskraft werden jeweils als Hinzufügung zur einheimischen Arbeitsnachfrage betrachtet, während die dem Import zugerechneten Mengen jeweils als Minderung der heimischen Nachfrage angesehen werden. Per Saldo ergeben sich dann die Verschiebungen in der Nachfrage nach Arbeitskräften der einzelnen Ausbildungsklassen im Gefolge der Außenhandelsentwicklung. Die wichtigsten Ergebnisse der einschlägigen hierzu vorliegenden Studien können in zwei Aussagen zusammengefaßt werden:

Der Faktorgehalt des Handelsvolumens hat sich geändert. Die Arbeitsnachfrage im Inland hat sich zu Lasten ungelerner und zugunsten ausgebildeter Arbeitskräfte verschoben: Der Außenhandel beeinträchtigt die Beschäftigungschancen und damit die Lohnentwicklung niedrig qualifizierter Arbeitnehmer.

Der Außenhandel kann aber nur einen kleinen Teil dieser beiden Entwicklungen erklären. Eine Intensivierung des internationalen Güter- und Leistungsaustausches dürfte daher die Beschäftigungsprobleme bei gering Qualifizierten und den Lohnspread und deren Lasten weniger auslösen als vielmehr die bereits bestehenden Probleme katalysieren. Die Ursachen für Lohndruck und Arbeitslosigkeit vor allem für gering qualifizierte Arbeitnehmer sind in der technologischen Entwicklung und weniger in einer zunehmenden Handelsverflechtung zu sehen.

2.2. Die Rolle von Direktinvestitionen

Eine wichtige Form der internationalen Kapitalverflechtung stellen die Direktinvestitionen dar. Mit ihnen werden außer Sachkapital, technisches und betriebswirtschaftliches Know-how auch Beschäftigungschancen ins Ausland übertragen. Zur Beantwortung der Frage, ob durch Direktinvestitionen im Ausland Arbeitsplätze im Inland verloren gehen, ist es erforderlich, Direktinvestitionen in beschaffungs-, absatz-, binnenmarkt- und kostenorientierte Direktinvestitionen zu untergliedern.

Entgegen der vordergründig plausiblen und daher oft vermuteten substitutiven Wirkung zwischen in- und ausländischen Arbeitsplätzen, salopp

eines Exportes an Arbeitsplätzen, zeigen faktisch alle vorliegenden Untersuchungen, daß genau die Unternehmen bzw. Branchen in Deutschland Arbeitsplätze schufen bzw. keinen Abbau zu verzeichnen hatten, diejenigen waren, die stark im Ausland investierten. Entsprechend dieses Ergebnisses und der eben vorgenommenen Unterteilung der Investitionsmotive kann deshalb davon ausgegangen werden, daß die getätigten Direktinvestitionen in ihrer Mehrzahl absatz- bzw. binnenmarktorientiert waren und eben nicht kostenorientiert sind und somit die Beschäftigung im Inland sichern.

Unterscheidet man darüber hinaus zwischen Zusammenschlüssen und Akquisitionen einerseits sowie Neugründungen und Investitionen andererseits, so sind erstere dadurch gekennzeichnet, daß kurzfristig keine neuen Produktionskapazitäten geschaffen werden, so daß eine Produktionsverlagerung ins Ausland nur begrenzt möglich ist.

Anders stellt sich die Situation bei Neugründungen dar. Zu Beginn der 1990er Jahre überwogen die Zusammenschlüsse und Akquisitionen, wohingegen in letzter Zeit mehr Neugründungen im Ausland getätigt werden. Dieser Trendwechsel beruht hauptsächlich auf einem verstärkten Engagement in Asien und dürfte schwergewichtig vor allem der Sicherung von Marktzugängen dienen. Produktion und Arbeitsplätze in Deutschland werden dadurch – schon aufgrund der räumlichen Distanz – kaum substituiert.

Trotz der erheblichen Zunahme der Direktinvestitionen deutscher Unternehmen im Ausland und der wachsenden Zahl der dort Beschäftigten finden sich nur wenige Belege, wonach durch diese Globalisierung Beschäftigung im Inland verdrängt wird. Dieses Ergebnis spiegelt allerdings nur die kurzfristigen Wirkungen wider. Langfristig erhöht die Globalisierung in dieser Form die Möglichkeiten, mit der ein Unternehmen auf Nachfrageschwankungen oder Rationalisierungszwänge reagieren kann. Verfügt eine Firma erst einmal über Produktionskapazitäten im In- und Ausland, so kann es die Beschäftigung flexibel entsprechend der jeweiligen Kostensituation anpassen. Wenn also Auswirkungen auf die Beschäftigung im Inland bisher kaum nachweisbar sind, so heißt dies nicht, daß dies auch künftig so bleiben muß. Offen bleiben muß bei alledem auch, wie sich die Beschäftigung entwickelt hätte, wären die Investitionsmittel im Inland verwendet worden.

3. Konsequenzen und Optionen

Die theoretischen Überlegungen und die Ergebnisse verschiedener empirischer Studien zeigen sowohl hinsichtlich der Arbeitsmigration als auch in Bezug auf die Migration der Arbeit, daß sowohl positive wie negative Effekte für inländische Arbeitnehmer festzustellen sind. Die aus der Saldierung der Effekte resultierende Nettoposition deutscher Arbeitnehmer ist dabei abhängig von der konjunkturellen Situation und der Arbeitsmarktlage insgesamt.

Zudem können statische und dynamische Betrachtungen zu unterschiedlichen Ergebnissen führen.

Versucht man ein vorsichtiges politisches Resümee, wird man auf der Grundlage der vorliegenden Forschungsergebnisse drei Politikmaßnahmen skizzieren können:

- ◆ Eine Regulierung der Zuwanderung – auf welche Weise auch immer – sollte die Wirkungen von Immigration in Abhängigkeit vom jeweiligen Arbeitsmarktregime, also Angebots- oder Nachfrageüberhang, relativieren helfen.
- ◆ Eine wirksame Maßnahme zur Abschwächung des Konkurrenzdrucks durch Zuwanderung und Outsourcing ist in beständigen Qualifikations- und Weiterbildungsbemühungen zu sehen. Vor dem Hintergrund immer kürzerer Halbwertszeiten des Wissens muß das duale Ausbildungssystem um kontinuierliche Weiterbildungsmaßnahmen ergänzt werden.
- ◆ Schließlich ist es ratsam, über wirtschafts-, steuer- und sozialpolitische Maßnahmen die Schaffung nichthandelbarer Dienstleistungsarbeitsplätze für diejenigen Arbeitnehmer zu fördern, die dem Qualifikationsdruck nicht standhalten.

Dieses Maßnahmenbündel sollte die in der Bevölkerung vorfindbaren Ängste relativieren und die Konkurrenzfähigkeit der deutschen Arbeitnehmer stärken.

Der Rat für Migration

Leitung

Prof. Dr. Michael Wollenschläger (Leiter)
Universität Würzburg

Prof. Dr. Rainer Münz (Stellv. Leiter)
Humboldt-Universität zu Berlin

Wissenschaftlicher Beirat

Prof. em. Dr. Dr. h.c. Dieter Oberndörfer (Vorsitzender)
Arnold-Bergstraesser-Institut, Freiburg i.Br.

Prof. Dr. Klaus J. Bade (Stellv. Vorsitzender)
Universität Osnabrück

Prof. Dr. Max Matter
Universität Freiburg i.Br.

Prof. Dr. Rainer Münz
Humboldt-Universität zu Berlin

Prof. Dr. Franz Nuscheler
Universität/GH Duisburg

Prof. Dr. Hans H. Reich
Universität Koblenz-Landau

Prof. Dr. Dr. h.c. Bert Rürup
Technische Universität Darmstadt

Prof. Dr. Michael Wollenschläger
Universität Würzburg

Mitglieder

Prof. Dr. Klaus J. Bade
Universität Osnabrück

Prof. Dr. Jürgen Bähr
Universität Kiel

Prof. Dr. Eberhard Eichenhofer
Universität Jena

Prof. Dr. Hartmut Esser
Universität Mannheim

Prof. Dr. Wolfgang Franz
Universität Mannheim

Prof. Dr. Theodor Hanf
Arnold-Bergstraesser-Institut, Freiburg i.Br.

Prof. Dr. Wilhelm Heitmeyer
Universität Bielefeld

Prof. Dr. Dirk Hoerder
Universität Bremen

Prof. Dr. Vittorio Höfle
Universität/GH Essen

Prof. Dr. Friedrich von Krosigk
Universität Erlangen-Nürnberg

Prof. Dr. Marianne Krüger-Potratz
Universität Münster

Prof. Dr. Klaus Laubenthal
Universität Würzburg

Prof. Dr. Claus Leggewie
Universität Gießen

Prof. Dr. Max Matter
Universität Freiburg i.Br.

Prof. Dr. Rainer Münz
Humboldt-Universität zu Berlin

Prof. Dr. Franz Nuscheler
Universität/GH Duisburg

Prof. em. Dr. Dr. h.c. Dieter Oberndörfer
Arnold-Bergstraesser-Institut, Freiburg i.Br.

Prof. Dr. Dr. h.c. mult. Els Oksaar
Universität Hamburg

Prof. Dr. Berndt Ostendorf
Universität München

Prof. em. Dr. Wolfgang Pfeiffer
Erlangen

Prof. Dr. Hans H. Reich
Universität Koblenz-Landau

Prof. Dr. Gernot Rotter
Universität Hamburg

Prof. Dr. Dr. h.c. Bert Rürup
Technische Universität Darmstadt

Prof. Dr. Werner Schiffauer
Universität Frankfurt a.d. Oder

Prof. Dr. Wendelin Strubelt
Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung, Bonn

Prof. Dr. Alexander Thomas
Universität Regensburg

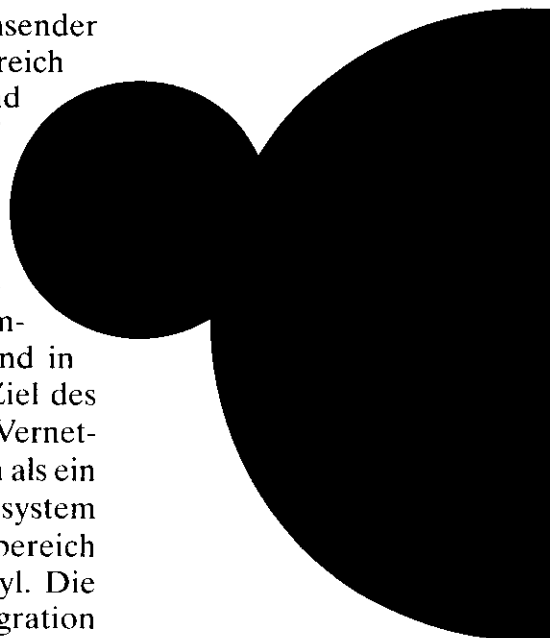
Prof. Dr. Dietrich Thränhardt
Universität Münster

Prof. Dr. Albrecht Weber
Universität Osnabrück

Prof. Dr. Michael Wollenschläger
Universität Würzburg

Der Rat für Migration

Wanderungs- und Fluchtbewegungen, Eingliederungsfragen und interkulturelle Begegnung prägen das Gesicht unserer Zeit. Angesichts wachsender Aktualität der Probleme im Bereich von Migration, Integration und Minderheiten haben die darauf gerichteten wissenschaftlichen Bemühungen in den letzten Jahren stark zugenommen. Um so wichtiger ist eine multi- und interdisziplinäre Abstimmung auf nationaler Ebene und in internationaler Kooperation. Ziel des Rates für Migration ist es, diese Vernetzung kooperativ voranzutreiben als ein Wissenschaftliches Referentensystem für den gesamten Themenbereich Ausländer, Aussiedler und Asyl. Die Errichtung des Rates für Migration wurde gefördert vom Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft und von der Freudenberg Stiftung.



equal voices

1171

Introduction

1 **Welcome**
to the first issue of Equal Voices

Editorial

2 **The European Monitoring...**
What, Where, How and Why

Contribution

3 **A Network for Respect and Tolerance**

Contribution

7 **Awareness of diversity**
is the basis of effective opposition to racism

Contribution

9 **The Stephen Lawrence legacy**

Contribution

11 **Politics with responsibility**

Contribution

12 **Article 13:**
Implementation becomes clearer

Contribution

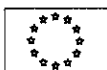
15 **A historical view:**
Fighting against racism

List of Board Members

16 **Board Members**
of the European Monitoring Centre
on Racism and Xenophobia

*www.welcome to the
first issue of
equal voices.*

EUROPEAN MONITORING CENTRE ON RACISM AND XENOPHOBIA
OBSERVATOIRE EUROPEEN DES PHENOMENES RACISTES ET XENOPHOBES
EUROPAISCHE STELLE ZUR BEOBACHTUNG VON RASSISMUS UND FREMDENFINDLICHKEIT



Welcome to the first issue of Equal Voices, the quarterly Newsletter of the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia. Equal Voices plans to be more than a forum for the discussion of the issues surrounding racism and xenophobia. It will, for instance, illustrate examples of best practice, exchange ideas and feedback on initiatives by organisations at different levels of society, it will provide information on developments for the UN World Conference on Racism, Racial Discrimination,

Xenophobia and Related Intolerance in 2001 and give you, the reader, the opportunity to talk back. This first issue concentrates on introducing ourselves, who we are, what we do, what we've been up to, where we are, how you can get in contact with us and what you can do to combat racism and xenophobia. Why Equal Voices you may ask – respect for equality and diversity are the basis of tolerance; engaging with people from different cultures, from different levels of society and of different opinions is the only way to

understand the many sides to the issues and build comprehensive, workable solutions. As a bridge builder the Monitoring Centre must engage with this diversity and draw conclusions from the many sectors of society who can contribute positively to tolerance and respect for all our people in Europe.

I hope that you will enjoy reading Equal Voices and please send us feedback on the content, length and design of the newsletter.

Beate Winkler
Director

The European Monitoring...

What, Where, How and Why

Editorial

How can we effectively combat xenophobia, antisemitism and racism in Europe? How can we convince people and institutions that it is their own responsibility in their field of work to do everything in their power to counteract anti-discrimination and to ensure that cultural, ethnic and religious diversity is viewed as an enriching experience?

At the end of the bloodiest of centuries this question has come strongly to the fore. It is not only the war in Kosovo that has shown us the importance of this subject; at the same time, we are faced with the alarming fact that here in Europe, on the one hand, xenophobia and racism have increased over the past few years and, on the other, less importance is attached to it by society as a whole.

While in 1989 36 % of the European population considered it important, by 1997 only 22% of the population still showed interest in it. To collect and analyse data and information as an early warning system, to heighten the awareness of the general public, to develop strategies - and particularly to put our concepts into practice - these are the primary goals of the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia.



The management Board and its President

The European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia is an independent body of the European Union. Each Member State, the European Commission, the European Parliament and the Council of Europe are represented by independent experts on its Management Board. The new centre will make a decisive contribution towards whether we will mutually succeed in combating racism and xenophobia. Its responsibilities cover the competencies of the European Union: in other words, all areas except police and judicial cooperation matters. The Centre hopes that in the future it may be able to extend its remit to these areas as well.

The history of the founding of the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia is virtually unique for a European institution. It grew out of the commitment to civil rights of many people, who, for years, or even decades, fought against racism, xenophobia and antisemitism: such as NGOs, researchers and highly committed individuals. But it was, first and foremost, Jean Kahn and the Consultative Commission on Racism and Xenophobia who were able to convince the Heads of State of the European Union to set up this institution. Thus, it is also the task of the Management Board to convey a vision for the future and to urge European society as a whole to take concerted action.

The European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia is an active institution, aiming, for example, at the establishment of information networks, and lending concrete support in the field of racism and xenophobia to the European Community, its Member States, the NGOs, and a wide variety of initiatives from different sectors in society.

To attain its wide range of objectives, the Monitoring Centre has been given, among many others, the specific tasks, which are explained below:

It is to become an organisation where "people can learn from others for others", one that builds bridges and addresses problems of racism and xenophobia in a competent and future-oriented way.

What does this mean in concrete terms? Let me give you a brief overview of our institution and our initial projects: Almost one year ago I took up my work in Vienna. What was

A network

for respect and tolerance

it like? On my first day I was confronted with four empty rooms at the Federal Chancellery, without technical equipment, with four telephones all ringing at once and with a European regulation tucked under one arm. It was my responsibility to deal with everything at the same time - from recruiting staff and setting up the entire administrative system, which was to be based on the regulations of the European Union, to looking for suitable office space - after the first few weeks, not on my own but with the help of the first highly committed staff members and the support of many people from very different areas. Now we have a staff of 15 people and will soon grow to 25: an international team made up of nationals of the European Union.

Right from the start, we simultaneously endeavoured, not only to confront the challenges facing us, but to curb expectations that are unrealistic and hence cannot be fulfilled: a comparative study of Eurobarometers with alarming statistics has been published - as I already mentioned. We have developed concrete proposals as to what each individual citizen can do in the course of his/her everyday life to combat xenophobia, antisemitism and racism. We have made an appeal for joint action, which will now be implemented on a step by step basis.

As a team in charge of building up an institution, we aim at a "new" outlook on Europe and its immigration situation, its diversity, its many facets and common features. Europe in the 21st century will be a continent of many nationalities existing within its borders, different generations of migrants and various minorities, a place truly of cultural, ethnic and religious diversity.

We must do everything to combat racism, xenophobia and antisemitism and safeguard human rights. We must convey to people the perspectives of how to live in cultural diversity, and how to handle conflicts productively by turning them into opportunities.

We require all kinds of new perspectives and insights, sensitivity and patience, energy and courage, but also humour. We are as yet a small organization which is still feeling its way into its work and which counts on your ideas, co-operation and support. Alone, we cannot do much. But together we can make a big difference to Europe.

Through its role as an independent monitor of knowledge and a coordinator of know-how and commitment, the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC) seeks to build bridges across Europe to combat racism and xenophobia.

Europe's future is based on its cultural, ethnic and religious diversity. Racism, xenophobia and anti-Semitism are phenomena that are diametrically opposed to these principles. They pose a threat which must be fought throughout Europe. The European Union considers that one of its tasks is to develop concrete measures to combat these trends by establishing a comprehensive strategy. The European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia is entrusted with this task. As an independent institution of the European Union, the Monitoring Centre, through the provision of objective, reliable and comparable data, will provide the Union and the Member States with the foundations upon which to establish specific measures to protect Europe's diversity. It will consolidate these foundations by providing examples of successful counter-strategies for drawing up such measures, through analysing the causes, consequences and effects of racism, xenophobia and anti-Semitism.

1999 - the year in which the institution was established as a functioning body

Being the first full working year of the Monitoring Centre, 1999 symbolised the year in which the institution was established as a functioning body, with its headquarters in Vienna. At the end of May, its Director, Beate Winkler, Head of Administration, Marc Jeuniaux, and a core administrative team of eight members of staff moved into its premises in the city centre.

The Monitoring Centre has now set itself the following priorities for its activities in the second half of the year:



From left to right:
Azucena Chacin
Silvia Vlasaty
Ingrid Rozhon
Ira Mollay
Beate Winkler
Marc Jeuniaux
Ray Watkins
Chantal Cambelin
Ulrich

1. "RAXEN" - the European information network

On the basis of a special computer-based network, staff at a central office within the Monitoring Centre will work together over the next few years with individuals and scientists, practitioners and policy-makers from various institutions which deal with the related subjects of racism, xenophobia and anti-Semitism. This will become the European Information Network on Racism and Xenophobia (RAXEN).

It will gather, process and evaluate information, data and scientific findings from research institutions, Member States, European Union institutions and international organisations. Its first meeting was held in June 1999. Fifty two organisations from all of the European Union (EU) Member States attended.

These organisations proposed the creation of RAXEN and expressed their interest in participating in the RAXEN programme.

Further talks will be held with the social partners and "specialised bodies" working in the field of racism, anti-Semitism and xenophobia. A scientific report on the establishment of RAXEN was published which, in addition to providing a summary of the talks, will form a basis for the RAXEN concept. The technical requirements for the operational structure of RAXEN are currently being worked out. A databank containing documentation which will be accessible to the public is also being set up.

2. National "Round Tables"
Intensive dialogue on subjects that are central to the work of the Monitoring Centre will be started at "Round Table" talks in all the EU Member States. The Round Tables will consist of experts from administrative bodies, NGOs, the media, as well as from scientific, political, cultural and educational fields. Through the creation of such fora, the Monitoring

Centre seeks to establish a lively exchange of experience, information and practical know-how on the fight against racism and xenophobia, for example in the field of youth education and training, social policy, employment, and media reporting and television programmes.

The huge interest in the establishment of the Monitoring Centre was revealed by the largenum-ber and diversity of partici-



Left to right: Susan Kerner, Anne Pelinka, Sandra Carlitzek and Beate Winkler at the Austrian "Round Table"



Left to right: Robert Prohász, Padraig Cavan, Mike O'Brien and Rita Paul at the UK "Round Table"

3. Research and monitoring activities

The Monitoring Centre will carry out studies on the following subjects in 1999:

- **Discrimination and best practice in the Member States:** as part of a joint project with the Migration Policy Group, 15 country reports and a synthesis report will be drawn up. They will compare the proposals put forward by the "Starting Line Group" about existing national laws against discrimination, the application of these laws, best practice models and legislative initiatives at European level. The Monitoring Centre and the Migration Policy Group will cooperate with institutions in the Member States on writing up the national reports. The first comparative analysis should be published by spring of next year and, following talks with the European Parliament and the European Commission, should be completed by June.

- **Inventory of the activities carried out by private foundations, and transfer of knowledge:** together with the European Foundation Center and the Freudenberg Stiftung (Freudenberg Foundation), the Monitoring Centre is launching a project to find out about the activities carried out by European foundations to combat racism and xenophobia. The work of some 70 institutions working on behalf of ethnic and cultural minorities in the Member States of the



Participants at a RAXEN meeting

European Union and in Eastern Europe is to be examined. The aim of the project is to create a solid knowledge base, which increases the potential for crossborder cooperation and the formulation of European strategies, thereby helping to improve cooperation between foundations.

Actions taken by the so-called "Third Sector", particularly independent sponsors, foundations and businesses, have made a decisive and often innovative contribution to the fight against and prevention of racism, xenophobia and discrimination in the past few years. Many institutions have been set up at local and national level. They are fighting to improve intercultural relations and the social integration of minority groups. The first steps towards a transnational cooperation network have also been taken.

There is, however, a huge lack of systematic and comparable information that could be used to provide documentation to the public or as a basis for concrete transnational measures. This project to establish an "inventory" of supporters of this valuable work could therefore constitute an important foundation upon which a European civil society will be built.

In the European Foundation Center and the Freudenberg Stiftung (Freudenberg Foundation), the Monitoring Centre has gained two experienced partners for the task set by this project. The European Foundation Center's Orpheus Programme is renowned for its expertise in the research, analysis and communication of information on foundations. The Freudenberg Stiftung (Freudenberg Foundation) brings to the project more than a decade of experience in the promotion of innovative theoretical and practical strategies in the fields of ethnic minorities, intercultural relations, racism and xenophobia;

• **Education and training:**

the support of education provided by teachers, the full use of continuing and further training, the identification of new possible counter-measures to combat racism and xenophobia among young people, and the promotion of intercultural understanding are all subjects that will be examined within the framework of a feasibility study on "Education and Training". The Monitoring Centre will work together with CEDEFOP [European Centre for the Development of Vocational Training] in Thessalonica and the Anne Frank Foundation in Amsterdam in developing these subjects.



*Board members
Juan Ramirez-Heredia
Margotta Bioglio, Nic Klecker,
Edouard Wolter and Mervyn Taylor*

4. Cooperation with other institutions

Through a close-knit network of cooperation with institutions, organisations and experts, the Monitoring Centre is seeking to create an effective alliance between government bodies and NGOs in Europe to combat racism and xenophobia.

At the European level, cooperation with the Council of Europe, particularly with its Committee against Racism and Intolerance (ECRI), plays an important role in this. There is a need for synergetic measures to be carried out in 1999, especially in the Monitoring Centre's key areas of research and monitoring. The country reports published by ECRI will provide a solid basis for the preparation of the national comparative reports.

These will be produced within the framework of the joint project carried out between the Monitoring Centre and the Migration Policy Group on comparing the situations in the different Member States with the proposals put forward by the "Starting Line Group". ECRI's surveys carried out on the Romany populations should be used as a starting point for the joint establishment of best practice models to combat racism and intolerance against this group. The Monitoring Centre and ECRI intend to coordinate closely their ongoing surveys on the effects of racism via the Internet.

At international level, the Monitoring Centre will establish a permanent dialogue with the United Nations High Commissioner for Human Rights.

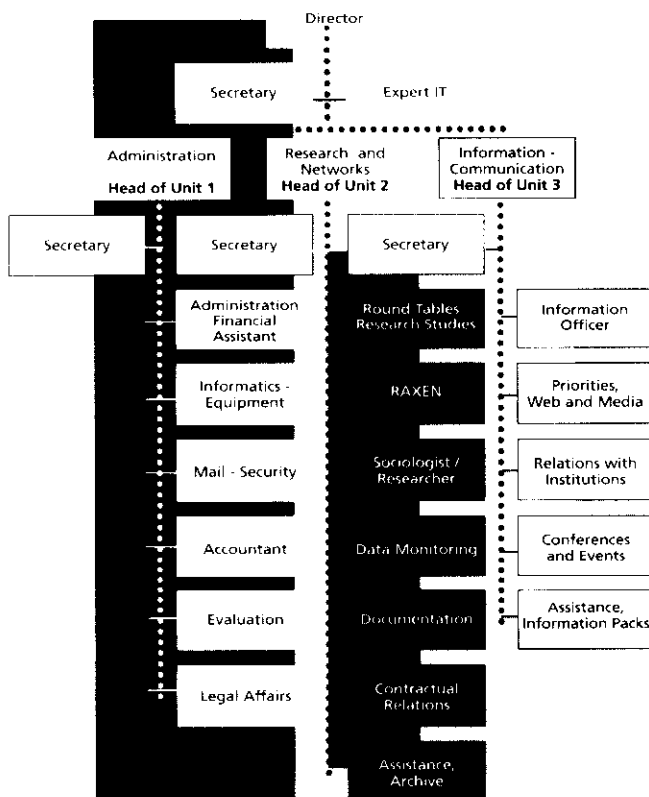


*Left to right:
Stephen Brinfield,
Tom Sorensen,
Ivan Kaban and
Igor Lubinski, Vienna*

Structure of the organisation

Although the Monitoring Centre has yet to be officially inaugurated, the structure of its multinational team of 25 staff members should be finally established in Year 2000.

**European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia
Organisation Chart 1998 - 2000**



Information for the citizens of Europe

All publications by the Monitoring Centre should be available on the Internet as from this autumn. In its first series of publications, the Monitoring Centre places the emphasis on mobilising the citizens of the European Union to take their own initiatives in the fight against racism and xenophobia. In addition to its „call for joint action“ to protect human rights, which the Monitoring Centre published on the occasion of the 50th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights in December 1998 in Vienna, it published brochure containing concrete proposals for actively combating racism and xenophobia, and for improving mutual understanding in everyday life. The folder entitled, „You can do something...“, has met with great interest, and the UN High Commission is considering a proposal to translate the brochure into all the world languages.



Monitoring Board meeting



*Left to right:
Jean Kaban,
Igor Lubinski*



*Left to right:
Joseph Auyama,
Robert Phillips,
Brian Wambler
and Ivan Kaban*

- Working principles
- Coordination, rather than isolation;
 - Promotion, rather than prevention;
 - Interdisciplinary work, rather than multidisciplinary work;
 - Conviction, rather than persuasion;
 - Action, rather than denigration;
 - Transparency, not confusion;
 - Cooperation, not competition;
 - Integration, not hierarchical division.

- Tasks of the Monitoring Centre
- To monitor and disseminate knowledge, and build bridges to combat racism, xenophobia, and related phenomena;
 - To translate data into information, and information into action;
 - To be a network organisation.

Awareness of diversity

is the basis of effective opposition to racism.

Strategies for a more effective use of the tools of journalism and to foster awareness within the media on racism and the cultural diversity of Europe were the main focus of attention at the European Media Conference in Cologne, an initiative launched by the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC).

By their reporting in the European media, journalists have the opportunity and the obligation to help the public cope with the increasing cultural, religious and ethnic diversity of Europe and thus prevent a dangerous polarisation of society. This was the clear message from the Conference. The Conference was organised in Cologne in May 1999 by the West German Broadcasting Corporation (Westdeutscher Rundfunk - WDR) and the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia in cooperation with the European Broadcast Union (EBU) and the European Media Institute. "The media in Europe need to prepare for this challenging change", said Fritz Pleitgen at the opening of the Conference.



Left to right
Jo Garobol, Fritz Pleitgen,
Jean Kahn

He stressed that it was important to find and use the resources of this multi-faceted process to develop new perspectives in the work of journalists. The chairman of the Monitoring Centre, Mr Jean Kahn, summed up the threat of polarisation very succinctly in his opening address by reference to the Balkan crisis: "Kosovo could happen anywhere.

It was up to us to prevent it. All groups in society had a duty to do everything in their power to stem the rising tide of xenophobia. It was our responsibility, he said, "to safeguard and promote the cultural diversity of Europe".

For two days the European Media Conference provided media representatives from radio, television and the press, critical media-watchers from the worlds of sociology and psychology and creators of multicultural programmes,

a forum for debate and for the development of joint strategies to combat racism and xenophobia.

The conference offered the opportunity for critical self-examination with regard to the impact of media reporting on the spread of racist and xenophobic tendencies. The power of spectacular images and the vast reach of television require particularly keen sensitivity in the reporting of problems that occur between immigrant minorities, who often live on the margins of society, and the established native majority of the population, if the media are to avoid stirring up racist sentiments among viewers, listeners and readers. In their daily work, however, journalists are caught up in a spiralling news race. Discriminating and sensitive reporting takes time and demands painstaking research, but the race for the fastest headline only leaves time for



Left to right,
Beate Winkler,
Sonia Mikich,
Ralf-Dieter Krause,
Lale Algan,
Gunter Verheugen,
Octavia Brugger

unverifiable content, simplifications and clichés – all of which are fertile breeding grounds for racial prejudice.

Addressing fears

When media reports on violence against foreigners cause feelings to run high, this is often not the result of ignorance or ill-will, but is actually the fruit of a well-meaning desire not to provide a platform for the ideas and sentiments of xenophobic factions, which end up instead preventing objective debate. By projecting their own racial insecurity in this way, the media encourage a quest for simplistic answers and polarising presentations. Reports on immigrants, for example, are usually very one-sided - on the one hand we have the foreign problem children, criminals and welfare claimants from an alien culture, and on the other hand we have the nice people next door who would not have it in them to harm a fly.

Public fears and the potential for conflict are not addressed and seriously discussed but are branded as examples of xenophobia. When attempts are made to educate the public, little thought is given to the fact that hectoring and moralising actually exacerbate the very fears they are designed to allay.

Dialogue and sensitivity: conference recommendations

The participants in the European Media Conference, working in five discussion groups, developed numerous proposals on how media operators can help to combat racism and anti-Semitism without stumbling into the aforementioned traps. It addressed how they can make the overdue adjustments to their daily work in order to take account of the numerous guidelines that have been issued on the need for cultural diversity in radio and television programmes. The European Monitoring Centre intends to place these recommendations on the table at the European summit and at the UN Conference on Racism in the year 2001.

More training and information

Great importance was attached to the training of journalists in this area. Instead of new guidelines and reporting standards, it was felt that efforts should be made to heighten reporters' awareness of the cultural dimension, to make them more competent to comment on intercultural issues and thus to promote accurate and responsible reporting in the press and in radio and TV programmes. By means of reporting assignments abroad or on burning social issues at home, editors should gather personal experience of dealing with cultural, religious and ethnic minorities.

Correspondents' reports in particular offer an opportunity to provide host nations with a favourable portrayal of everyday life in the homelands of their cultural minorities. As a contribution to the elimination of cultural isolation, the in-service training of public broadcasters should include opportunities to attend seminars on the cultural background of minorities. That may also reduce the risk of cultural, ethnic or religious minorities being unwittingly attacked or insulted in radio and television programmes.

Programme producers in dialogue

At the national level, opportunities should be created for journalists to engage in ongoing exchanges with experts,

politicians and non-governmental organisations, exchanges which can furnish the media with valuable ideas for their day-to-day encounters with cultural diversity. An institutionalised dialogue, for example on the possible implications of using particular words, on implicit racism in images or on the ways in which a compassionate portrayal of attack victims can directly engender racism, could be of great assistance to journalists in their daily work.

Greater emphasis on sensitivity

Editors who address socio-cultural issues should receive more recognition for their work. On the one hand, this requires rethinking and changes in the management of media enterprises, while on the other hand it implies the need for a more firmly institutionalised representation of minorities in reporting, their involvement in actual programme production and their appointment to managerial posts in media companies. The exposure time allotted to minorities should not be restricted to special-interest programmes; they should feature in mainstream programmes. Their right to participate in the production of programmes for peak evening viewing times should also be openly recognised.

Exchanges of know-how and good practice

Databases on intercultural programme formats, containing information on competent journalists with special experience in the realm of cultural diversity, should be established with a view to encouraging cross-border exchanges of effective programmes and reports. To that end, information offices and a constantly updated monitoring system to identify good practice should be established in all Member States of the European Union. On the political front, the Cologne conference called on European politicians to ensure that the principle of cultural diversity in the media is reflected in the legislation of each Member State.

WDR international exchange initiative

The West German Broadcasting Corporation proposes the creation of a European workshop to promote diversity and new talent in the field of journalism in order to give young journalists the opportunity to learn about life in the cultural diversity of Europe. Secondments to European radio stations would encourage the sharing of information and experience, while trainers and journalists from various countries would gather for an annual workshop, held at a different European venue each year, to produce joint programmes on European topics; the workshop would also serve as a practical experiment in the interaction of varying perspectives. At the end of September 1999, the first such workshop will be held in Dortmund for young programme-makers from Poland, the Netherlands, Belgium and Germany. From 28 to 30 September, they will produce joint radio and television reports on the subject 'Poland goes West'.

The Stephen Lawrence legacy

The harsh verdict of institutional racism being the decisive factor for the failure in dealing with the murder of Stephen Lawrence could

now signal a new beginning for relations between the police and the ethnic minority communities in Great Britain.

The European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC) is not authorised to monitor police and security forces in the European Union (EU) Member States. The Action Plan drawn up by the United Kingdom (UK) Home Office in the wake of the Stephen Lawrence Inquiry should nevertheless be welcomed as an example of a positive measure to combat racism and xenophobia.

The process of the integration of Poland into the European Union and the image of Poland in the eyes of Western Europeans will be the main themes of the workshop.

Cologne as a launch pad for European action

The European Monitoring Centre will harness the positive impact of the Cologne conference to strengthen existing media networks in collaboration with programme producers and trainers in the broadcasting corporations. The development of a monitoring system on media production should provide a reliable means of charting useful and harmful developments in media reporting. The Monitoring Centre will play a particularly active role with regard to the implementation of in-service training opportunities. Moreover, the recommendations of the Cologne conference should find their way into the groundwork for the UN World Conference as well as being studied by the next European summit. The Monitoring Centre will also approach the institutions to which the recommendations relate and seek their cooperation in the implementation of the proposals. In the view of the Monitoring Centre, particular importance attaches to the implementation of proposals that have already been developed.

For further information:

- The WDR homepage, on <http://www.wdr.de/medienkonferenz>

provides further information on the speakers and their contributions as well as audio documents and chat transcripts from the European Media Conference

The Report by the former High Court Judge, Sir William Macpherson, criticised in no uncertain terms the failure of the London Metropolitan Police to investigate properly the Stephen Lawrence murder. Institutional racism had led to "fundamental errors" being made in the investigation into the violent murder of the 18-year-old black teenager at a bus stop in south-east London in 1993, and those who murdered him still ran free. This failure to act started with the police officers involved refusing to recognise that the murder was a racially-motivated crime. The Report, commissioned by the British Government, condemned the police's "insensitive" treatment of Doreen and Neville Lawrence, the parents of the victim, as "inexcusable". At a crucial stage of the inquiry, the senior officers had shown little commitment and had been totally unaware of the urgency of the matter.

The Macpherson Report, published in February, clearly defines the concept of "institutional racism", namely "the collective failure of an

organisation to provide an appropriate and professional service to people because of their colour, culture or ethnic origin. It can be seen or detected in processes, attitudes and behaviour which amount to discrimination through unwitting prejudice, ignorance, thoughtlessness, and racist stereotyping which disadvantage minority ethnic people".

The Stephen Lawrence Inquiry led to 70 Recommendations being put forward by the Macpherson Committee to the British police, and the legal system, public administration, the National Health Service and schools to develop a "zero-tolerance" policy against racism. The Recommendations directed at the police are now to be implemented as part of the Home Office's Action Plan.

Increasing trust and confidence

The most urgent objective of the Macpherson Report is "to increase trust and confidence in policing amongst minority ethnic communities". This objective, a Ministerial Priority, should be at the heart of all further reform

measures. It should be possible to assess the implementation of this principle using concrete indicators. This year, data should primarily be gathered on, for example, the "levels of complaint of racist behaviour or attitude" and the impact of "police directives governing stop and search procedures" across all ethnic groups, and "public satisfaction surveys" should be carried out among all minority groups regarding policing.

As the Home Office states that such statistics alone cannot provide reliable data on the success of confidence-building measures, additional indicators must be developed. The Macpherson Report recommends, for example, that "the process of implementing, monitoring and assessing the Ministerial Priority should include Performance Indicators in relation to "the nature, extent and achievement of racism awareness training", "the existence and application of strategies for the prevention, recording, investigation and prosecution of racist incidents" and "measures to encourage reporting of racist incidents".

The police as a mirror of society

The improvement of relations between the police and the ethnic communities should be measured by the extent to which a Police Authority reflects its community's ethnic and cultural composition. The guidelines on the appointment of police officials should be revised on the basis of the publication of the current proportions of different ethnic groups by the Association of Police Authorities. In order to increase the Police Authorities' current percentage of ethnic minorities among Independent Members, approximately 13%, ethnic minorities should be encouraged to apply for positions, for example, through advertisements in daily newspapers and through poster campaigns.

Extension of the Race Relations legislation

According to the Macpherson Committee, the key outcome of the Stephen Lawrence Inquiry is that "the full force of the Race Relations legislation should apply to all police officers, and that Chief Officers of Police should be made vicariously liable for the acts and omissions of their officers relevant to that legislation". To date, the provisions of the Race Relations Act of 1976 relating to employment merely cover public administration. The scope of this Act does

not however fully encompass all the activities of the Government and the executive. Services provided by public bodies that could be provided by private individuals in the same or a similar manner, must comply with the criteria laid down in the Race Relations Act. In 1997, however, a British court ruled that even in cases where police officers provide services covered by the Race Relations Act, only the police officer concerned could be held liable. For this reason, the Home Office intends to introduce a bill to amend the Race Relations Act, and extend its application unequivocally to all areas of Government and the executive.

Dealing with racist incidents

The Racist Incident Standing Committee has until April 2000 to revise the guidelines on the way in which the police and other relevant institutions should record and document racist incidents and crimes. The police, local government and local authorities will be required to apply the simple definition of a "racist incident" laid down by the Macpherson Committee, which states that "a racist incident is any incident which is perceived to be racist by the victim or any other person". Such incidents should be recorded and investigated, regardless of the seriousness of the offence. In order to encourage victims to

report racist incidents to the police, it should be possible to report such incidents to police stations or other public offices at any time of the night or day.

Sanctions against racism within the police force
On 1 April 1999, a new disciplinary measure was introduced regarding police officers, which provides for the speedier imposition of sanctions on police officers who fail to provide a satisfactory service or commit a criminal offence.

This new measure does not give a specific definition of what is meant by "failings", but the Home Office states that "offences involving racist language or behaviour" would constitute a breach of the Code of Conduct, which would lead to dismissal in most cases. While this, in principle, means implementing the relevant Recommendation of the Macpherson Committee, the Home Office first wants to test the Recommendation to extend the use of disciplinary measures to police officers who have already retired from the police force, e.g. by refusing to pay their pensions.

One of the recommendations put forward by the Committee of Inquiry was that police officers should still be held liable for racist incidents for at least up to five years following their retirement.

Training on valuing cultural diversity
The Home Office takes into consideration in its Action Plan the Recommendation "that all police officers, including Criminal Investigation Department (CID) and civilian staff, should be trained in racism awareness and valuing cultural diversity". Appropriate training should be provided, and "local minority ethnic communities should be involved in such training", since "good community relations were essential to good policing and a racist officer was an incompetent officer".

For the Macpherson Committee, however, the police are just one section

of society. The Report states that "if racism is to be eradicated there must be specific and coordinated action ... by society at large, particularly through the educational system, from pre-primary school upwards and onwards".

With the publication of its Action Plan, the British Government underlined that this was only the first step towards establishing an antiracist society - a step that was made possible not least by the untiring and unwavering commitment of Stephen Lawrence's parents who, together with countless British Non-governmental Organisations, have campaigned for justice for their son's murder.

■

with the European Parliament and around forty democratic political parties, paid particular attention to the issue of establishing acceptable limits to the right of free political expression. They subsequently laid down principles for responsible political action in the Charter of European Political Parties, which was promulgated in Utrecht in the Netherlands in February 1998.

No stirring up of prejudice

Firmly upholding the principle of non-discrimination is inherent in the democratic process itself and must go hand in hand with the free use of political rights. By signing the Charter the political parties have undertaken therefore not only to defend human rights and reject racially motivated discrimination and all forms of violence or incitement to racial hatred and harassment; they have committed themselves to refuse to display or publish views and positions which may stir up or invite prejudices, hostility or division between people of different racial, ethnic or national origins or religious beliefs. In this connection, racist sentiments and behaviour within the parties' own ranks must be dealt with firmly. All forms of alliance or cooperation with parties which seek to win voters by stirring up racial prejudice are also to be refrained from.

Parties – the reflection of a multi ethnic society

By acceding to the Charter the parties, which come from all parts of the broad political spectrum, are seeking to bring more sensitivity and awareness to bear in their own work. Sensitive topics, where there is a danger of minority groups being stigmatised, should be tackled responsibly and fairly. In order for parties to become true reflections of the ethnic diversity of modern European society, greater efforts should be made to recruit members from among ethnic minorities. Candidates for political functions and top positions in the party from minorities should receive special support in achieving their ambitions.

Product of politics and commitment

The promulgation of the Charter at a European conference in Utrecht, in the Netherlands was preceded by a consultative process lasting over a year and involving numerous European political parties. In January 1997, the Consultative Commission on Racism and Xenophobia submitted a survey

Politics with responsibility

By signing the Charter for a Non-Racist Society, around 80 political parties at 1 July 1999 have undertaken not to adopt a discriminatory tone in their everyday political activities or in the battle for voters.

The right to free and uninhibited political speech and debate is one of the cornerstones of the international human rights standards which form the basis for the protection of fundamental rights in the Member States of the European Union (EU). The democratic parties of Europe would nevertheless like to see a line drawn when the right to free political speech is abused in order to discriminate against people on account of the colour of their skin or their origins. After all, people not only have the right to express their opinions freely; they are also entitled to be protected against racial discrimination.

During the European Year against Racism in 1997, the Dutch National Bureau against Racism (LBR), on the initiative of the former Dutch Minister of the Interior, Ed van Thijn, together

on the principles of good practice in connection with non-discrimination and political parties. As part of a project undertaken by LBR to establish a code of good practice for political parties, the survey was further developed in cooperation with the Migration Policy Group and the European Parliament, and with financial support from the European Commission, during the European Year against Racism. In a seminar with the European Parliament's Committee on Citizens' Freedoms and Rights, Justice and Home Affairs and through a survey among political parties in the EU Member States, opinions and ideas were gathered from experts and officials on what a code of good practice should contain. The findings were finally moulded into the draft Charter.

Around 80 political parties are already committed to the Charter.

The Charter was sent to all political parties in Europe with an invitation to sign it and put into action its principles of good practice. By the 1 July 1999, around 80 parties had signed up to it.

Publications on the subject:

- Charter of European Political Parties for a Non-Racist Society, available in all eleven official languages of the European Union
- Report on the Survey among the political parties in the EU on the Principles of Good Practice – 1997, available in all eleven official languages of the European Union.
- Report of the conference entitled „A code of good practice – political parties and non-discrimination, Utrecht 26. – 28. February 1998, available in English and French

Orders and contact point:

LBR

Secretariat, Charter of European Political Parties for a Non-Racist Society
Gebouw de Weenahof
Schaatsbaan 51
3013 AR Rotterdam
The Netherlands

Tel.: +31/10/2010201
Fax: +31/10/2010222
E-mail: info@lbr.nl
Website: www.lbr.nl

Migration Policy Group

174, rue Joseph II,
B-1000 Brussels
Belgium

Tel: +32 2 230 59 30
Fax: +32 2 280 09 25
E-mail: 101324.622@compuserve.com
Website: www.fhit.org/mpg

Article 13:

Implementation becomes clearer

“Without prejudice to the other provisions of this Treaty and within the limits of the powers conferred by it upon the Community, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission and after consulting the European Parliament, may take appropriate action to combat discrimination based on sex, racial or ethnic origin, religion or belief, disability, age or sexual orientation.”

Article 13, Treaty of Amsterdam

“The introduction of Article 13 closes the book on the long-running debate about whether the European Community has any business getting mixed up in discrimination issues. The position is clear: yes, it is our business. We can be in no doubt that people right across Europe want their leaders to build a diverse Union that recognises the individual needs and potential of everybody.” With these words, Pdraig Flynn, Member of the Commission, used his closing speech at the Vienna Article 13 Conference in December 1998 to announce that, immediately after the Amsterdam Treaty had been ratified, the European Commission would propose to the Council two draft directives for the implementation of the anti-discrimination provisions. The proposals for directives would build on experience in the field of the equal treatment of men and women.

After a series of intensive talks with the Governments of the Member States, independent bodies and the two sides of industry, the first signs of substantive progress can be seen at the Commission towards the two directives. The main focus is on combating discrimination in the field of employment and occupation and strategies to counter discrimination on the grounds of race and ethnic origin.

Discrimination in the workplace takes many forms and there are many reasons for it. At the same time, employment and occupation constitute people's main guarantee for full participation in economic, social and cultural life. The importance of social inclusion, and the fact that the economy suffers if certain sections of the population are excluded or prevented from fully developing their potential on account of discrimination, lie behind the Commission's initiative to tackle the implementation of Article 13 through a binding framework directive covering all forms of discrimination – with the exception of sex discrimination.

The general aim of the directive is to create a Community framework for the respect of the principle of equal treatment, irrespective of race or ethnic origin, religion or belief, disability, age or sexual orientation. This framework should guarantee minimum levels of protection against discrimination, without prejudice to existing or future provisions which are more specific and/or more favourable.

The European Commission has now put forward a discussion paper which excludes sex discrimination. Two reasons are given for this. Firstly, Article 141 – not Article 13 – is the appropriate basis for Community legislation on equality of treatment and opportunities between men and women in the workplace. Secondly, the principle of equality of treatment between the sexes has already been established in three directives since 1976.

What does “discrimination” mean?

The latter directives are a guideline for the concept of direct and indirect discrimination to be contained in the forthcoming Commission proposal, as is the jurisprudence of the European Court of Justice concerning the free movement of workers. On the one hand, harassment which produces an “intimidating, hostile, offensive or disturbing working environment” should be considered as discrimination. On the other hand, different treatment should not be deemed to be discrimination where it can be justified objectively and without regard to possible grounds for discrimination.

Scope of the prohibition on discrimination:

By analogy with the Directive on the implementation of the principle of equal treatment for men and women as regards access to employment, vocational training and promotion, and working conditions (76/207/EEC), the Commission’s proposal is to prohibit discrimination in the following areas:

- access to employment, self-employment and occupation, including selection criteria and recruitment conditions and at all levels of the professional hierarchy, including promotion;
- access to vocational guidance and training;
- employment and working conditions, including dismissals and pay; and
- membership of professional or trade union organisations.

At the same time, a general prohibition on discrimination should still allow Member States in the future the option of positive discrimination (affirmative action) to reduce and eliminate the unequal treatment of different groups.

The Commission’s overall aim, even as far as the wording of the framework directive is concerned, is to ensure as much flexibility as possible for the Member States to implement it in line with national policy preferences and priorities. They should have the greatest possible latitude in determining matters such as the notion and scope of discriminatory grounds, positive action and harassment in the light of the national, social and legal context. However, all statutory provisions which are contrary to the principle of equal treatment must be declared null and void.

Defence of rights

The Member States should have the same freedom to determine the legal procedures available to enable people who believe they have suffered discrimination to seek redress. They should ensure – and actively inform the public to that effect – that there are effective, proportionate and dissuasive sanctions which may be taken against discriminatory actions. The principle of the reversal of the burden of proof should apply in court proceedings or before other competent authorities. The respondent must be able to prove that there has been no breach of the principle of equal treatment. The framework directive will oblige Member States to protect individuals from adverse treatment motivated as a reaction to a complaint seeking to enforce the principle of equal treatment, for example from an employer. In addition to people directly affected by discrimination, independent bodies for example should be able to pursue judicial or administrative procedures for the enforcement of obligations under the directive.

Positive experience as foundation stone

Likewise, in formulating its proposals for a directive to combat discrimination on grounds of race and ethnic origin, the Commission considers it appropriate to take account of the wealth of experience at the disposal of the Member States. In some, such as the United Kingdom and the Netherlands, independent bodies have become an important factor in combating discrimination on grounds of race. The directive should therefore lay down that all Member States should provide for such bodies. Many European Union (EU) Member States have

included in their constitutional and legal order provisions which assert the right of the individual not be discriminated against on grounds of race or ethnic origin. However, the scope and enforceability of such provisions – and the ease of access to redress – vary greatly from one Member State to another. The directive will ensure a common minimum level of legal protection, but will also allow Member States to retain higher standards of protection already in place.

Although the directive is intended to ensure equal treatment in as many areas of society as possible, the Commission nevertheless stresses the fact that the prime responsibility for combating racism lies with the Governments of the Member States, and that the proposed directive can only be directed at those areas which fall within the limits of Community competence. The directive should prohibit discrimination in the following areas:

- access to employment, self-employment and occupation;
- access to vocational guidance and training;
- working conditions, including dismissals and pay;
- membership of professional trade union organisations;
- social protection and social security;
- social advantages;
- education;
- access to and the supply of goods and services; and
- cultural activities and sports.

Like the planned framework directive to combat discrimination in the workplace, the concept of discrimination, the burden of proof in legal proceedings and the admissibility of positive discrimination to overcome persisting inequalities will be based on EU standards regarding the equal treatment of men and women.

With regard to its first steps towards the implementation of Article 13, the Commission attaches considerable importance to the involvement of the two sides of industry, who can, for example through the monitoring of workplace practices and/or through the inclusion in collective agreements of anti-discrimination provisions, provide a push in the direction of equal treatment.

Some independent bodies' recommendations taken into consideration

Many aspects of the central elements of the proposed directive currently being discussed reflect the demands of the Starting Line Group (a network of experts), for example the development of European protection against discrimination on the basis of what has already proved to be effective in Community policy on the equal treatment of the sexes, or the establishment of independent complaints bodies.

However, some of the concerns of the independent bodies have not to date had a response from the Commission. For example, it is not clear whether nationals of third countries will be covered by the directive as well as EU citizens. Nor do the discussions to date within the Commission reveal anything about whether or not, as demanded, complainants will receive any support (e.g. effective investigations, access to relevant information and legal judgements, fair proceedings).

The Starting Line Group believes that the prohibition on discrimination should go considerably further than the concept currently being put forward. Not only direct and indirect discrimination should be prohibited, but victimisation and the stirring up of or incitement to racist or religious discrimination, organisations which incite discrimination, and institutional racism in the practices of public authorities and agencies. The Group's proposal is that the implementation of Article 13 should also provide protection against discrimination in the provision of housing and with regard to participation in all aspects of the life of the community, be they political, economic, social, cultural, religious or otherwise.

European Parliament: consistent „horizontal“ implementation

Like the independent bodies, the European Parliament considers the issue of whether or not Article 13 has "direct effect" to be crucial to its implementation. In its current form, Article 13 has no direct effect; moreover, its implementation is dependent on the Council acting unanimously.

In a working document of March 1999, the European Parliament's Committee on Employment and Social Affairs reiterated its claim that individual rights to protection against discrimination should be conferred by Article 13 in all policy areas covered by the Treaty on European Union. Accordingly, the Committee is demanding that the principle of non-discrimination be an integral part of all programmes and policy areas of the European Union ■

- 1977** Joint Declaration on Fundamental Rights signed by the European Parliament, the Council and the Commission.
- 1986** The European Parliament adopts the first report of its Committee of Inquiry into the Rise of Fascism and Racism in Europe. The Council, European Parliament and Commission adopt a Joint Declaration against Racism and Xenophobia.
- 1989** The Community Charter of the Fundamental Rights of Workers mentions the importance of combating every form of discrimination, including discrimination on the grounds of sex, colour, race, opinion and beliefs.
- 1990** The European Council adopts a resolution at the Dublin Summit on the struggle against racism and xenophobia. The European Parliament adopts the second report of its Committee of inquiry calling for increased action at European level.
- 1991** The European Council adopts a resolution at the Maastricht Summit promising to act "clearly and unambiguously to counter the growth of racism and xenophobia".
- 1992** The Economic and Social Committee adopt a resolution on racism, xenophobia and religious intolerance. The European Council adopts, at the Edinburgh Summit, a third resolution against racism calling for "vigorous and effective measures to be taken throughout Europe to control this phenomenon both through education and legislation".
- 1993** Several European Parliament resolutions are adopted on racism and xenophobia and the danger of right wing extremist violence. The European Council adopts a fourth declaration at the Copenhagen Summit condemning racism and xenophobia. It states that it has "decided to intensify the efforts to identify and root out the causes" of racism and pledges "to do the utmost to protect immigrants, refugees and others against expressions and manifestations of racism and intolerance".
- 1994** At the Corfu Summit, acting on a Franco-German initiative, the European Council decides to set up a Consultative Commission on Racism and Xenophobia to make practical recommendations favouring "tolerance and understanding". It is agreed to develop a global strategy at Union level to combat racism. Also in 1994, at the Essen Summit, the European Council asks the Commission "to step up its discussions" in particular in the areas of education and training, information, the media, police and justice. The European Commission in its White Paper on Social Policy announces its intention to "press for specific powers to combat racial discrimination to be included in the Treaty". A European Commission Communication on Immigration and Asylum policies devotes the last chapter to combating racial discrimination and to tackling racism and xenophobia. A European Parliament resolution on racism and xenophobia calls for an EU directive to reinforce existing provisions in Member State's legislation.

A historical view: Fighting against racism

- 1995** The Consultative Commission presents its final report, containing wide ranging recommendations for action to the European Council meeting in Cannes. The European Council asks the Consultative Commission to extend its work, in cooperation with the Council of Europe, to study the feasibility of setting up a European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia. Two European Parliament resolutions on racism, xenophobia and anti-Semitism urge for safeguards to equal employment opportunities, irrespective of age, race, sex, disability or beliefs. The Social Affairs Council and the Education Council adopt resolutions on combating racism in work and in educational systems.
- The European Commission proposes a Council Decision to designate 1997 as the ---European Year Against Racism. The Commission indicates the specific role it could play in complementing national action. The key areas identified are: promoting integration and opening pathways to inclusion, promoting equal opportunities and reducing discrimination; raising public awareness and combating prejudice; preventing racist behaviour and violence; monitoring and punishing racist crime; international cooperation; strengthening anti-racist legal provisions including those on a European level. The Social Dialogue Summit of employer and trade union representatives adopts a joint declaration on the prevention of racial discrimination and xenophobia and the promotion of equal treatment at the workplace.
- 1996** The European Parliament, Economic and Social Committee and Committee of Regions give backing to the 1997 European Year proposal. The Consultative Commission completes the feasibility study. The European Council asks this Commission to continue its work until the Monitoring Centre is established and gives the go-ahead to the European Year.
- 1997** In the course of the „European Year against Racism“, the Council passes in June 1997 Regulation (EC) No. 1035/97 on the "Establishment of a European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia". Member States and the European Parliament agree to the setting up of the Monitoring Centre in Vienna. It will have a dual role: to take stock of and evaluate racist and xenophobic phenomena and analyse their causes and to formulate concrete and practical proposals to combat them.

equal voices / Impressum:

EUROPEAN MONITORING CENTRE, RAHLGASSE 3, A-1060 VIENNA, email: office@eumc.at, website: <http://www.eumc.at>

Redaktion: Beate Winkler, John Kellock Grafische Gestaltung: Irmgard Rauch Litho, Druck: Bösmüller

TalkBACK

You, the reader, can TalkBACK.

./.

Stamp

If you have views and opinions on "Equal Voices" or just want to react to the issue of racism, xenophobia and anti-Semitism please send your response to

John Kellock, European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia, Rahlgasse 3, 1060, Vienna, Austria, or e-mail office@eumc.at.

John Kellock
European Monitoring Centre
on Racism and Xenophobia
Rahlgasse 3
1060 Vienna

We aim to create a TalkBACK space in the Newsletter for the publication of letters, comments and opinions. "Equal Voices" also will be available in French and German language versions on the EUMC's website: <http://www.eumc.at>

Board Members

of the European Monitoring Centre
on Racism and Xenophobia

Each member has a deputy nominated in the same way.

* denotes deputy

Belgium:	Prof. Johan Leman
	Jean Cornil *
Denmark:	Prof. Ole Espersen
	Morten Kjaerum *
Germany:	Uta Würfel
	Barbara John *
Finland:	Kaarina Suonio
	Prof. Tom Sandlund *
France:	Dr. Jean Kahn
	Martine Valdes-Boulouque *
Greece:	Prof. Petros Stangos
	Perikles Pangalos *
United Kingdom:	Robert Purkiss
	David Weaver *
Italy:	Prof. Francesco Margiotta Broglio
	Diego Ungaro *
Ireland:	Mervyn Taylor
	Mary Flaherty *
Luxembourg:	Nic Klecker
	Prof. Edouard Wolter *
Netherlands:	Prof. Ed van Thijn
	Prof. Paul B. Cliteur *
Austria:	Prof. Anton Pelinka
	Prof. Stefan Karner *
Portugal:	Prof. Pedro Bacelar de Vasconcelos
	Prof. Esmeraldo de Azevedo *
Spain:	Dr. Juan de Dios Ramirez-Heredia
	Joaquin Alvarez de Toledo *
Sweden:	Stéphane Bruchfeld
	Lena Berggren *

European Parliament:	Prof. William Duncan
	Dr. Jürgen Micksch *
Council of Europe:	Prof. Joseph Voyame
	Dr. Jenö Kaltenbach *
European Commission:	Dr. Odile Quintin
	Adam Tyson *
Chairman of the Management Board:	Dr. Jean Kahn
Vice Chairman:	Robert Purkiss

The first meeting of the Management Board took place on January 20 and 21, 1998, in Vienna at which it elected its own Chairman and Deputy Chairman, and those of the Executive Board.

Executive Board

The Executive Board comprises a Chairman, Deputy Chairman and three further members of the Management Board, with representatives of the European Commission and the Council of Europe as ex-officio members. Members are elected by the Management Board.

The Executive Board controls the work of the Monitoring Centre, supervises the formulation and implementation of the Centre's programmes and, prepares the meetings of the Management Board in conjunction with the Director.

In addition, it deals with all matters delegated to it by the Management Board in accordance with the rules of procedure.

Chairman:	Dr. Jean Kahn
Vice Chairman:	Robert Purkiss
Member elected by the Management Board:	Prof. Anton Pelinka
Member appointed by the Council of Europe:	Prof. Joseph Voyame
Representative of the European Commission:	Dr. Odile Quintin

TalkBACK

1) THE JOINT LOAN

Granting of loans to persons wishing to establish their own economic initiative

A genuine way of combating poverty

The approach developed by Grameen Bank was of great interest to the King Baudouin Foundation because it can make a genuine contribution towards combating poverty and because it is aimed directly at the poorest people. A decision was made to perfect the formula and make it accessible on a larger scale. This led to the gradual creation of the Joint Loan and its integration into the Poverty Fund.

Nine Belgian banks have undertaken to make a sum of 8.2 million francs available annually to the Joint Loan. Each year, this represents no less than fifty loans varying from BEF 150,000 to 250,000 each. In the years that follow, the number of loans can be increased thanks to the repayments of the sums lent.

At the end of December 1996, a leaflet was sent to the CPASs and other organisations in contact with the target group. Articles in the press also led to numerous requests for information. Evidently, the formula had scored a hit: at present, more than 400 applications have already been registered (see detailed statement on last page).

Both the applicants and their projects constitute a broad and sparkling range; adequate proof that it is not only well-off people who have good ideas and who can obtain loans.

The terms

The Joint Loan is aimed at a category of people who do not have a regular income or who are living on benefit. They want to provide for their own needs by creating their own business, but are unable to obtain the necessary funds in the classic loans market.

Unlike other similar formulas, such as, for example, the Subordinated Unemployment Loan of the Participation Fund, the Joint Loan does not automatically exclude certain sectors or types of project. On the contrary, candidates are asked to submit a genuine and commercially realistic plan which must (at term) provide sufficient income to be able to survive.

The maximum amount of the loan is 250,000 francs. This sum must be repaid within three years at a rate which is (currently) 2.25%. The methods of repayment are defined on an individual basis within the maximum period of three years. For the entire duration of the loan, the project initiators may ask for specialised assistance or follow-up provided by one of the consultants who have been specially selected for this purpose. The costs of this service are met by the King Baudouin Foundation.

2) Fund for young entrepreneurs

Every year, 21 grants are awarded to young entrepreneurs whose company does not exist for more than two years. Each grant amounts to 200,000 BF. The purpose is to use this money to pay external consultants who help the starters in their sector specifically in areas the entrepreneurs are not sufficiently specialised (market research, legal aspects, financial plan).

3) Idées emploi

A lot of interesting ideas regarding job creation never see the broad light of day due to the following reasons: lack of time, lack of money, lack of contacts and network relations.

In addition, tangible employment projects could inspire a lot of potential initiators.

The King Baudouin Foundation wants therefore to launch a second call for good ideas that have a chance to be put in practice. The King Baudouin Foundation gives grants to put those ideas into practice.

4) Talents of immigrants

On 11 June 1999, the Board of Management of the Foundation decided, with regard to education, to pay constant attention to vulnerable target groups and to stimulating talents in young immigrants. To support (young) immigrants, the Foundation will undertake initiatives in three areas.

In the "Training" programme (I 14), a network project will be developed: young adult immigrants and Belgians, at the start of their career, will meet each other for discussion, training and work visits.

In "Work" (D 14), job-finding and vocational training for and with immigrants are the key themes.

Under the heading 'Poverty and social exclusion', work will be carried out with young immigrants in three areas: education, sport and writing. The latter two are ongoing projects which will be continued.

Education

In collaboration with the Flemish Education Council, the Foundation will examine what can be done in (the third stage of) secondary education to encourage a greater number of immigrants to continue their studies in higher education. In the spring, possible pistes based on prior investigations will be outlined at round tables. Possible actions during the 2000/2001 school year include grants for coaching projects, support for training initiatives in conjunction with social skills, etc. At the same time, the Foundation will investigate how it can contribute to fighting the constant flow of unqualified young immigrants from the (D)B.S.O. (cf. I 13).

Sport

Support for sporty young immigrants who want to train as a trainer, referee or PE teacher.

Writing

Courses on 'Writing stories for young people', organised in collaboration with youth writers and integration centres. Young immigrants will have the chance to follow an intensive, affordable and creative writing course.

Stimulating immigrants in vocational training and job-finding- new in 2000

Despite the favourable developments in the Flemish job market and the constant drop in unemployment figures, one group remains hidden from all these positive trends: immigrants. One third of male North Africans and Turks in Flanders are unemployed. This means that unemployment amongst male immigrants is six times higher than among Belgian males (5.2%).

Given the importance of leading by example, the Foundation wishes, in collaboration with the various training and employment projects, to try and also give immigrants responsible positions in job-finding and vocational training in Flanders. The Foundation wishes to make all relevant players involved in training and employment aware of this project and to encourage immigrants, individually and collectively, to take up these positions.



Text of the Flyer Joint loan

If

- you have no income,
- you receive social security from the CPAS [public social assistance centre – trans.], guaranteed minimum income benefit or unemployment benefit,
- you are looking for work and intend launching your own economic initiative,
- you are having difficulty raising the start-up capital because you are unable to borrow at the normal market price and you cannot find (adequate) security,
- you wish to receive technical advice to give yourself a greater chance of succeeding with your project,

in this case, the Joint Loan provided by the Poverty Fund concerns you.

Joint Loans are aimed at people who want to take responsibility for themselves and create their own job.

What Joint Loans can offer you

- technical advice,
- credit of up to BEF 250,000,
- repayable over anything up to three years,
- with a flexible repayment plan,
- and interest equivalent to the base rate of a savings bank.
(as at [illeg.], the rate is [illeg.]

If you receive guaranteed minimum income benefit or social security equivalent to this, you can continue to receive your allowance, either partly or entirely, for up to 36 months inasmuch as you need it to live. It is, however, understood that the credit provided must be invested entirely in your micro-enterprise.

It will be the job of your CPAS to specify the terms and maximum duration of the allowance.

How will your application be handled?

You begin by submitting your application form to the King Baudouin Foundation.

The procedure is then as follows:

- your file will be sent to the Loans Committee. This Committee has been set up specifically to deal with loan applications. It will send one of its members to visit you for a first interview;
- following this interview, the Committee will decide if you satisfy the conditions. You will be notified of this decision by post. Please note: this decision does not necessarily mean you will be granted the loan;
- if you satisfy the conditions, you will be assigned a consultant. This person will help you compile your file, will examine your project and your situation and will give you advice and information which may prove useful prior to starting up. The consultant will also draw up the loan application itself and submit a loan proposal to the Loans

Committee;

- based on the available data and the consultant's report, the Loans Committee will examine your application and decide whether or not to grant the loan. It will also determine the amount of the loan. You will be notified of this decision by post;
- if the loan is granted, a contract will be drawn up, specifying all the agreements made, together with a repayment plan. You will be sent a copy, a second copy will go to the secretariat of the fund and a third to the Banque Triodos, which will handle the financial aspect;
- the consultant will be responsible for supporting you in implementing your project. He will agree with you the best way to proceed.

Prêts Solidaires / Solidaire Leningen

± 20%

15 A + T
+ 6 e ik

N007	Jozef	DIOOS	Starten van een zaak in tweedehandsmeubelen	250.000 BF
N008	Jan	ZUHER	Starten van een zaak in tweedehandskledij in de ambulante sector	240.000 BF
N012	Elvire	STIERS	Ontwikkelen van de producten keramiek en standenontwerp in het kader van een zelfstandige activiteit in bijberoep	250.000 BF
N014	Battal	SIDO-MEIMO	Starten van een taxibedrijf	250.000 BF
F016	Nina	SEILLEUR	Lancement d'une initiative (dressage et vente de chevaux, randonnées à cheval)	250.000 FB
F019	Muriel	LAMBEAU	Création et transformation d'objets de mobilier et de décoration	250.000 FB
N022	Gabriella	VAN LOOY	Opstarten van een zelfstandige activiteit zijdeschilderen (atelier en verkoop)	250.000 BF
N030	John	REYNEN	Opstarten van een sociale taxidienst	250.000 BF
N031	Christina	ROOSEN	Bedrijfskapitaal voor een kleinhandel in snoepwaren	250.000 BF
N032	Omer	BUYTAERT	Ontwikkeling en commercialisering van het product "snack-bars" (gedroogde voeding)	250.000 BF
F033	Jean-Pierre	LEMOINE	Lancement d'une resto-théâtre	250.000 FB
F034	Fatiha	KARRADA	Création d'une entreprise de taxi/autocar	250.000 FB
N035	Ali	WAHID	Openen van een nachtwinkel	250.000 BF
N036	Feridoun	SHAFICI-KERMANI	Uitbating van een restaurant	250.000 BF
N040	Lucienne	VAN HEES	Opstarten van een ambulante handel (verkoop van beignets, poffertjes en wafels) op openbare markten	250.000 BF
N041	Joel	DE GRAAF	Participatie in het kapitaal van een vennootschap voor informaticaproducten en diensten	250.000 BF
F046	José	MERLETTI	Création et commercialisation de vêtements-discothèques	180.000 FB
N046	Sammy	BICCLER	Kleinhandel in CD's, platen en toebehoren	250.000 BF
N048	Nico	SCHURMANS	Voor het verwerven van een participatie in BVBA (distributie van fruit) - STOPGEZET	200.000 BF

Prêts Solidaires / Solidaire Leningen

F054	Guy	VERBECK	Création d'un endroit de distribution, promotion et production de musique de type "Collector"	250.000 FB
N068	Serge	VAN PASSEN	Call-center	200.000 BF
N072	Tristan	VANDEWALLE	Handel in oude affiches / posters van hobby naar beroep	250.000 BF
N073	Roland	STRUBBE	Handel antiek (makelaar)	200.000 BF
N075	Ludwina	VERECKEN	Ambachtelijke boekbinderij	240.000 BF
N076	Naoual	EL HAOUAL	Kleinhandel in exotische vruchten (in overname)	250.000 BF
N079	Rudy	VANDER PLANCKEN	Airportservice : vervoer van personen (reizigers en zakenlui) naar luchthavens in binnen- en buitenland	250.000 FB
F080	Jean-Luc	GAFFAREL	Aménagement de jardins	210.000 FB
F084	André	EPPE	Lancement d'une activité de vente ambulante de poulets rôtis	250.000 FB
N087	Mario	DEJONCKHEERE	Mobiele car wash (zetel : Damastweverstraat 3 te 8500 Kortrijk)	250.000 BF
F092	Isabelle	SCHRIEFERS	Constitution d'un fonds de roulement pour un commerce en produits d'alimentation- <i>le petit marché</i>	250.000 FB
N099	Winston A.	RICKS	Overname van een voedingswinkel met uitbating als nachtwinkel	250.000 BF
F101	Philbert	LIZINDE	Lancement d'une entreprise courrier express et expédition	250.000 FB
N105	Peter	DE MEY	Electrisch installateur	250.000 BF
F113	Bernadette	HERMANS	Affectation à l'achat de matériel salon coiffure	250.000 FB
F115	Christine	MERVEILLE	Ouverture d'un magasin d'articles divers (bricolage, artisanat ...)	200.000 FB
N116	Gregoire	VAN BUYNDEREN	zelfstandig vertegenwoordiger in kleding	250.000 BF
F124	Mohamed	ECHAHRAOUI	Démarrer un commerce ambulant / import-export dans le secteur agro-alimentaire - Le Market	250.000 FB
F126	Thierry	FOSTIER	Lancement d'un commerce d'achat-dépôt-vente (meubles et électro-ménager d'occasion)	250.000 FB

Prêts Solidaires / Solidaire Leningen

F134	Isabelle	MAKA	Ouverture d'un magasin de vêtements de seconde main	150.000 FB	
F136	Anne	VAN GOETHEM	Création d'un atelier de maîtres verriers	250.000 FB	
F138	Roberta	PORTO	Ouverture d'un magasin de fournitures pour DJ et particuliers	200.000 FB	
F157	Brahim	KASKO	Affectation à l'ouverture d'un magasin d'alimentation générale	250.000 FB	
F217	Katia	LEUXE	Commerce itinérant / friterie	200.000 FB	
F218	Fanourios	TRIKILIS	Entreprise de vente de produits de culture grecque	160.000 FB	g
F228	Alain	STORMS	Création d'un atelier d'artisan-feronnier	250.000 FB	
F230	Jean-Marie	WEINQUIN	Projet de vente, installation et dépannage de matériel informatique	200.000 FB	
F232	Zohra	LAHBI	Lancement d'un commerce de retouches et transformations de vêtements et de vente de textiles de seconde main	250.000 FB	
F246	Isabelle	HENRI / Patrick PIRSON	Vente ambulante de vêtements et objets artisanaux	250.000 FB	
F252	Patrick	MAECK	Atelier pour réparation de bijoux	130.000 BF	
F261	Isabelle	BOURGOIS	Commerce ambulant + magasin en articles textile	250.000 FB	
F265	Francine	VAN DEN DRIES	Entreprise de repassage	80.000 FB	
F269	Maurice	RECHTWAG	S'installer en tant qu'indépendant - métier d'artisan de traitement de diamant	250.000 FB	
F284	René	ZACHARY	Snack-sandwicherie <i>Chez Zack</i>	250.000 FB	
F288	John	GABAN	Création d'un atelier de restauration et fabrication de meubles	250.000 FB	
F296	Isabelle	LEBERT	Création d'un studio/laboratoire/magasin photo	150.000 FB	
F301	Michel	DANIEL	Entreprise sablage / lavage / ramonage	250.000 FB	
F302	Amadou	DIA	Commerce ambulant de maroquinerie	200.000 FB	g

Prêts Solidaires / Solidaire Leningen

F309	Daniel	BLANCHARD	Magasin meubles anciens	250.000 FB	
F313	Yves	SAUVENEE	Commerce en produits alimentaires	250.000 FB	
F314	Edouard	MAKA	Reprise d'un fonds de commerce de literie et d'articles cadeaux - "La Literie-Jemeppe"	250.000 FB	
F315	Jean-Paul	MERLAND	Entreprise d'entretien parcs et jardins et exploitation forestière et sylviculture	250.000 FB	
F316	Metin	GULEC	Ouverture d'un magasin de vente de gaufres chaudes etc. dans la station de métro Thieffry	250.000 FB	
F319	Nadine	VANDAELE	Commerce ambulante de produits fromagers artisanaux	250.000 FB	
F321	Jean-Pierre	MASSART	Services de réparations et rénovations à domicile	150.000 FB	
F325	Abdelhak	LAKHAL	Guidance juridico-administrative au service des populations immigrées	200.000 FB	✓
F342	Nelly	MACHTELINCK	Centre d'hippothérapie / Cercle équestre / Location de box pour chevaux - asbl La Licorne	250.000 FB	
F348	Rosette	SACCIO	Cabinet de pédicure médicale et podologie / reflexologie	250.000 FB	
F353	Belgacem	JLASSI	Ouverture d'un snack	250.000 FB	
F358	Marie-Lauren	LENGLEZ / cf. 360	Restauration et brocante de meubles en bois	150.000 FB	
F363	Célestin	NTAWUHUNGURWAJE	Ouverture d'un cabinet de kinésithérapie	250.000 FB	✓
F369	Sophie	ROUSSEAU	Cabinet de pédicure médicale	200.000 FB	
F370	Katty	BAWIN	Création d'un institut de beauté <i>l'Îlot Beauté</i>	250.000 FB	
F372	Dominique	LENAERTS	Reprise d'une boutique de bijoux, tissus et objets de décoration	250.000 FB	
F378	Adrianna	JURKOWSKA	Boutique de prêt-à-porter pour dames <i>Adouchka</i>	250.000 FB	E
F379	Mackako	BOFAYA	Reprise d'un commerce " <i>Le Terroir Tropical</i> "	250.000 FB	✓
F380	Aïcha	DAHKANI	Ouverture d'un commerce d'alimentation générale <i>Le comptoir du sud</i>	250.000 FB	✓



NATIONAL
LOTTERY
CHARITIES
BOARD

ISSUE 12
AUTUMN 1999

NEWSLETTER

Equal Opportunities Must Not Be Lost In Post-16 Revolution

1177

THERE is a real danger that the gains made by BTEC and other agencies will be lost within the transitional arrangements for post-16 learning.

Reference to equal opportunities (EO) and social inclusion in the Learning to Succeed White Paper will have little impact unless there are clear specifications on how these issues are not only mainstreamed, but also passed down through the contract chain and assessed against robust action plans.

Jeremy Crook, Director of BTEG said:

'Clear lessons can be learnt from the experience of TECs and agencies like BTEG. It should not take the government several years to require the new Learning and Skills Councils to develop and implement EO action plans.

There should be a specific allocation within the mainstream post-16 budget for Positive Action initiatives. Performance disparities on TEC programmes continue to occur which is why a concerted approach to tackling this must be within the core activities of any new post-16 provision.'

NEW ARRANGEMENTS

The White Paper seeks to establish a new framework to cut out levels of management and bureaucracy and to create shorter funding and contracting chains to the learner. The new arrangements based on new National and Local Learning and Skills Councils (LSC) opens up a new single post-16 learning market with the aim of increasing participation and achievements for young people.

The new councils will comprise a majority of users of learning of employers, individuals, local authorities and community representatives. In addition, the

LSCs will be accountable to a number of bodies. The National Council will be advised by national Learning Committees for Young People's and Adults' Learning; local LSCs will need to make joint plans with RDAs and open up lines of accountability to local communities through existing local Learning Partnerships.

ROLE OF BLACK ORGANISATIONS

The black voluntary sector and the wider voluntary sector are often perceived as being associated with social issues rather than that of competitiveness. The way around this perception is to build the

capacity of existing black organisations to not only meet the requirements of LSCs provision but also to be in a position to manage and deliver large contracts.

One example would be as job-brokering agencies where there are currently only a handful of black providers engaged in job brokerage. The Government is pushing towards 'intermediaries' to be set up at to act as an interface between clients and employers and LSCs should seek to ensure there are black providers who can undertake these duties, where appropriate.

Give Minority Enterprises More Than Just A Strong Voice

MINORITY ENTERPRISES (MEs) need the government to commit resources to support and develop their potential; otherwise their needs will continue to be largely ignored by the new Small Business Service (SBS).

This was the message given by delegates at a recent BTEG consultation on the SBS. For the first time from April 2000 there will be a single organisation within Government that is dedicated to the interests of small business.

Overall, the proposals contained in the document are to be welcomed and as a package have the potential to provide greater opportunities for

small and micro-enterprises to be more effectively supported.

CHALLENGING PERCEPTIONS

But the consultation paper has a number of gaps in relation to (MEs) and BTEG has focused on those areas where much more needs to be done. However, the primary task would be to change perceptions about MEs amongst policy makers and providers of business support services. MEs are often discussed and related to in a different manner to white businesses; often perceived as synonymous with 'social issues' whereas white businesses are perceived in terms of 'competitiveness'. In practice, business support agencies pass responsibility for supporting MEs

onto local authorities, resulting in MEs becoming the remit of special intervention measures through one-off regeneration programmes such as the SRB.

The recommendations in the BTEG response include:

- In deprived areas, the starting point for action should be on more holistic packages of support including building local trust, business support, more finance opportunities and networking.
- SBSs' in localities with significant black communities should have strategies for encouraging trade between

The tender process should require bidders to identify how they intend to provide services to black communities and stimulate employability in deprived communities. Larger providers will be at a clear advantage if the LSCs maintain existing arrangements without recognising the need to take a more dynamic and responsive approach to provision.

STRIVING FOR COMPETITIVENESS

The dynamics of workforce development and competitiveness is based on individuals and employers and how to nurture a high quality

those communities and their countries of origin, an area that under-developed and which could offer and long-term sustainability for minority enterprises.

- There should be targets agreed at the local level for the number of MEs that should benefit from funding opportunities. The SBS should agree geographical target areas with the RDA to ensure

and effective learning market to meet their respective needs. Whereas RDAs focus on job growth and economic competitiveness, the focal point for LSCs should be upon how skills and high quality training can act as a catalyst for increasing employment and entrepreneurial opportunities in local communities.

However, BTEG believe there are two key areas in the White Paper that have not been adequately addressed:

- How to effectively engage a wider range nature of employers in the process and

the most deprived areas receive greater benefit.

- All local SBS providers should produce action plans and performance reviews which are monitored regionally in conjunction with the RDA.
- MEs must have a stake in the administration of the SBS at all levels including local User Panels, SBS local outlet, and the national Enterprise

delivery of the learning market

- How the government intends to marry social inclusion and race equality into the main stream of learning and skills provision.

These areas are crucial not only to gauging and meeting demand from employers but also towards a holistic approach to skills, lifelong learning and economic competitiveness.

To obtain a full copy of BTEG's response to Learning to Succeed (free of charge), contact Sajid on 0171 713 6161

Council. At the national level the Chief Executive of the SBS would benefit greater from appointing a Minority Enterprise Development Adviser to their team.

- The tender process should require bidders to identify how they intend to provide services to MEs and encourage enterprise in deprived communities.

MAIN TASKS OF THE SMALL BUSINESS SERVICE

1. Act as a strong voice for small business at the heart of Government

*Appoint a Chief Executive (CE) for the SBS with direct access to Ministers across Government and interests of small firms are accounted for.

*Create an independent advisory body, the Enterprise Council, to advise the CE and report to Ministers on the concerns of small businesses.

2. Improving the coherence and quality of Government support for small businesses

*Improve the coherence of business support and provide a single gateway for access to services directed primarily at small businesses.

*The CE will ensure all Government services directed primarily to small businesses are accessible through a single SBS local gateway. This includes export services for small firms and workforce development services, for example Investors in People and Modern Apprenticeships.

Continued overleaf

MAIN TASKS OF THE SMALL BUSINESS SERVICE (Continued)

2. Improving the coherence and quality of Government support for small businesses

*Delivery of business support services should reflect local priorities. The SBS will be given responsibility for taking forward the Business Link network. Local panels of business users will play an important part in advising the SBS on local requirements and the delivery of support to local small business. In addition, local delivery arrangements will be shaped by the overall economic strategies developed by the RDAs.

*Manage the government's Enterprise Fund to invest in small-scale equity finance alongside the existing Small Firms Loan Guarantee Scheme. The SBS will also stimulate commercial investments in small, fast-growing businesses through its regional venture capital funds.

3. Helping small firms on regulation

* Work closely with the Regulatory Impact Unit to ensure regulations are enforced in a way which recognises the particular problems of small business

* Responsibility for providing co-ordinated information for small firms on their regulatory obligations including developing a single electronic gateway into the information provided by regulators, so that small firms can find out which regulations affect them, from a single source.

* Develop ways for the SBS to work with regulators to ensure they provide information and guidance material tailored to the needs of small businesses.

Devi Sohanta, Chief Executive of Just for Starters, a business support agency in Birmingham said:

'There is not sufficient acknowledgement and understanding of

the exclusion faced by minority enterprises with regard to receiving business support services funded through the taxpayer. Minority enterprises must receive appropriate services if they are to move from

the margins to the mainstream of high quality business support.'
To obtain a copy of BTEG's response to the SBS consultation paper contact Sajid Butt, Policy & Information Officer on 0207 713 6161 x 2433.

The Youth Card

The Youth Card for young people in learning between the ages of 16 and 18 will build on the Learning Card, which was introduced in January 1998 for all young people as they approached the end of their compulsory education.

The Youth Card will play a vital

part in ensuring that every young person stays on in learning post 16 and achieves a worthwhile qualification by the age of 19.

KEY FEATURES

The Youth Card is designed to be a real learning reward card, an

electronic key to personal information that can be used for enrolment and attendance monitoring. It will also validate for the payment of education maintenance allowances and offer a range of discounts from travel, books and equipment to lifestyle and leisure facilities.

The government expects to make rapid progress in working with companies and organisations to provide commercial, leisure and lifestyle discounts.

Chair Of BTEG Commends Charity Commission

RECENTLY, BTEG has been the subject of unfounded and disparaging allegations. Though lacking in substance, these allegations were passed on to the Charity Commission, BTEG's funders, government and others. The allegations used many of the stereotypes associated with the black voluntary sector, including financial mismanagement.

As Chair of BTEG, I am pleased to say the Charity Commission has closed the case at the initial assessment stage. The Commission has stated:

"...we are satisfied that there does not appear to be any evidence of financial misappropriation or mismanagement within the charity..."

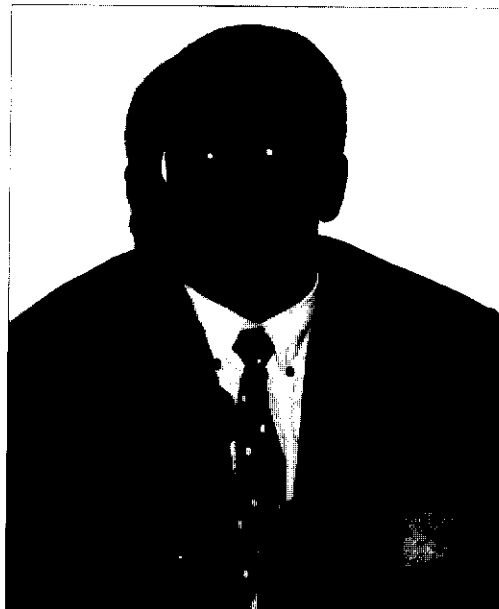
Whilst complaints of this nature may be common, the impact on a small organisation can be devastating. The Board of BTEG believes very strongly that there are some important lessons other organisations can learn from our experience.

The Board of BTEG place a high value on the need to have good management systems in place to ensure the organisation is both able to maintain a quality service as well as having a well-run organisation.

It is important to state that organisations should have in place clear internal mechanisms for staff and Board members to 'whistle blow' when they believe something irregular may be taking place. Of course, if any organisation is intentionally misusing funds or

acting unlawfully in other ways then they should face the consequences. However, where it is clear that false allegations have been made, there should be firm but fair mechanisms for dealing with it.

Staff contracts should highlight the importance of confidentiality and



actions that will be taken if an individual has been found to be in breach of that rule. For those outside the organisation, they should also be made aware that accusations of this nature are taken seriously and will be dealt with accordingly. Where an organisation knows that the allegations are false, they should seek legal advice.

No organisation can claim that as they strive towards continuous improvement that they have perfect systems. All policies and procedures

should be regularly reviewed and improved where necessary and BTEG certainly understands and supports the need for prudent financial management.

For the past eight years, BTEG has been building its reputation as an effective professional agency working nationally on behalf of black organisations and it is frustrating to see how that can be threatened without there being any evidence of wrong doing. The process for assessment was explained to BTEG. We then co-operated fully and openly with the Commission at every stage; this prevented the situation escalating out of control. In my view, BTEG is fortunate because its Board of Directors and Executive Director have the skills, commitment and collectively, we have been able to deal with the situation and maintain the organisation's integrity.

I commend the Charity Commission and the funders because they avoided jumping to conclusions before assessing the facts.

There are however, several points that I would like to suggest to other organisations that find themselves in a similar position.

- Once the letter has been received from the Charity Commission inform your funders of the situation straight away and keep them informed throughout the duration until the matter is resolved.

- Seek legal advice ASAP
- Ensure the Board meets immediately to discuss the issues raised and go through the evidence before formulating a detailed response to the Commission.
- Write a formal response to the Commission dealing with all the points that they have raised. Where appropriate make information available for inspection.
- Inform the staff that the Commission has received a complaint and that the matter will be dealt with by the Board, and ensure that their normal workplans continue.
- It is important to be transparent in your dealings with the Commission and not defensive. These matters can and do take up considerable time especially that of senior management and the Board may need to consider appointing temporary personnel to address the situation.
- There should be a clear complaints procedure in place for customers/clients that should be understood by the whole organisation.
- The Commission produces many useful documents to assist trustees and staff in managing their organisations. BTEG will be considering these with a view to improving our current systems.
- Assess whether there are adequate procedures within the organisation for staff to register concerns about the management of the organisation.

If you find that improvements need to be made seek further assistance. There is a balance to be struck: i) that staff are required to maintain the confidentiality of the organisation at all times; and ii) staff should have the opportunity to register concerns within the organisation without fear of recrimination.

I do hope this article will provide some help to black groups placed in the same position. I would like to take this opportunity to thank our funders for their continued support and our

network who remain supportive.

Since its inception in 1991, BTEG has maintained its focus on the challenges facing black communities in our efforts to help black organisations build vibrant social and economic communities in partnership with others, and we will continue to do so. Organisations that work with BTEG appreciate that we have a major task but are committed and sincere and will continue to strive to improve the prospects of black communities.

Bob Clarke,
CHAIR OF BTEG

Welfare to Work update

New Deal

NEW DEAL (ND) jobs for young people have increased to over 135,000 with a record monthly figure showing over 14,000 young people finding work in July. The number of employers signing up has also increased to over 58,000 by the end of last month.

Government figures up to the end of July also showed that other ND options have helped 87,340 young people receive training or work experience to improve their employability:

- 18,790 on the Environment Task Force;
- 19,740 on the Voluntary Sector Option; and
- 48,810 in Full Time Education and Training.

A Continuous Improvement Strategy, Ethnic Minority Strategy and Core Performance Measures all have set, inter-related objectives to

maximise the impact of ND on employers, the unemployed and local communities. However, has the situation for young black people improved through all of this? Apparently not, despite improvements in moving young black people into one of the options, they are still:

- substantially less likely to be in subsidised employment; and
- more likely to have joined the Full Time Education & Training (FTET) option.

LONE PARENTS

The New Deal for Lone Parents (NDLP) programme is primarily aimed at lone parents in receipt of Income Support whose youngest child is of school age (over 5 years and 3 months). Lone parents whose youngest child is below school age may also volunteer to join NDLP but are not automatically invited.

Figures to end of July 1999	Young black people	Against total cohort	Total no. of young black people
On Gateway	63%	58%	21,861
On Options	37%	42%	12,839
	= 100%	= 100%	= 34,700
Subsidised employment	13%	20%	1,700
Education & training	58%	45%	7,600
Voluntary sector	22%	18%	2,800
Environmental Task Force	7%	17%	900
	= 100%	= 100%	
Unsubsidised employment	23%	26%	8,100

In the next edition of BTEG Newsletter, there will be an in-depth analysis of the Units of Delivery of ND against the Core Performance Measures - hard work but somebody's got to do it.

A year into the programme, and just over 80,000 lone parents have attended an initial interview with 56% of interviews with target group clients and 44% from non-target group clients. Of the 50,000 lone parents participating in NDLP by the end of July 1999, roughly 5% are from 'ethnic minority groups' but ethnicity has only been recorded for 53% of clients so far. The response from black lone parents (who have registered their ethnicity) to attending an interview and signing up has been quite positive, but the real evidence is shown in those lone parents leaving NDLP by immediate destination:

'ONE' WAY TO GET A JOB...

THE Single Work-Focused Gateway, cutely packaged as 'ONE' has had an extra four pilot areas introduced, this time with a private/voluntary sector approach to deliver a single point of access to jobs and benefits.

WHAT IS ONE?

The government will take legislative powers to require all new benefit clients to take part in an interview with a personal adviser. At interviews, only those for whom JSA is the appropriate benefit will be obliged to follow a particular

course of action. Others will be offered ongoing help on a voluntary basis.

The present system puts clients in boxes, depending on whether they are unemployed, lone parents, carers or face illness or disability. Under ONE, all working age clients not in full-time work making new claims to benefit will be allocated a personal adviser. The adviser will be responsible for working with individual clients to establish their individual needs and provide them with the help they need to become independent and move towards work. Of course for some clients, such as the recently bereaved, it may not be appropriate to have an immediate work-focused interview. In these cases the personal adviser will keep the case under review and contact the client at a more appropriate stage to discuss their needs.

DELIVERING THE GOODS

The bidders with whom pre-contract negotiations now commence are those who won the competition in each area:

- Leeds Deloitte Consulting Ltd;

	Black Lone Parents	Against Total Cohort
LEFT INCOME SUPPORT:	980	25,600
Employment	17%	30%
Transfer to other benefits	8%	2%
Ineligible	6%	6%
STILL ON INCOME SUPPORT:		
Employment	1%	5%
Declined to join the caseload	11%	10%
Withdrawn for other reasons	52%	43%
Unknown destination	5%	4%

- North Cheshire Action for Employment Ltd;
- North Nottinghamshire The Reed/Shaw Trust (comprising ReedW2W Ltd, the Shaw Trust, Nat West Bank plc and SEMA Group Ltd); and
- Suffolk Deloitte Consulting Ltd.

The four private/voluntary-sector led pilots will operate alongside the four "basic" pilots, being led by the Benefits Agency and Employment Agency, which started in June this year. A further four pilots, due to start on 29 November - in Somerset, Buckinghamshire, Calderdale and Kirklees and South East Monmouthshire - will employ call centre technology.

All 12 pilots are part of the ongoing DfEE/DSS welfare-to-work initiative geared to work for those who can, security for those who cannot. ONE is designed to provide a streamlined and efficient system in which there is a single point of access to welfare and where everyone who has the potential to work is provided with the expert help to find it.

Zones to make providers work for their money

THE government is committing £112 million over two years to fund 15 Employment Zones (EZs) from April 2000, where unemployment is a continuing problem. Successful bidders will be asked to develop a radical innovation, the personal job account, which will give individuals the opportunity to work with a personal adviser to design their own route into work.

Organisations running the EZs have the incentive to make a profit and to get a person into some form of work-related activity. However,

organisations bear the risks of continuing to pay benefits to people who do not find jobs for as long as they remain in the EZ.

PAYMENT BY RESULTS

In the EZs, the Government is legislating to do two new and radical things, firstly, to roll up money currently used for benefits, jobsearch and training into a single fund for EZs. Secondly, to ask organisations running EZs to give individuals a stake in how that money is spent by giving every individual a personal job account. The participant and the personal adviser will between them decide how the account is to be spent.

In the bidding guidance there is no specification on how the zones should spend their money. This means personal advisers have to work with their clients and figure out what will make a difference to their employment prospects. The government is keen to ensure there are sustainable job outcomes for participants and will endorse payments for EZs that get people into jobs and keep them in work.

WHERE WILL EZs TARGET?

All of the areas selected for EZs have vacancies which are not being filled for a variety of reasons, for example lack of a skills base or poor transport to get local people to where the jobs are. Involvement by claimants is mandatory to enable individuals to help themselves find work. Participants could be subject to sanctions therefore if they refuse to co-operate with their personal adviser.

The 15 Employment Zones are in: Haringey, Southwark, Nottingham City (not in open bidding competition), Newham, Birmingham, Plymouth, Tower Hamlets, Liverpool and Sefton, Brent, Brighton and Hove,

Middlesborough, Redcar and Cleveland, Doncaster, Glasgow City, North West Wales, Merthyr Tydfil, Caerphilly and Blaenau Gwent. BTEG will keep you updated on news of successful bidders.

New Deal Innovation Fund

PART of the ND Continuous Improvement Strategy is to encourage the development of innovative ways of locally designing and delivering ND. To facilitate this the Innovation Fund was introduced with three underpinning themes:

- Finance innovative approaches to delivering ND locally;
- Implement innovative changes to the local design and delivery of ND; and
- Use the employer wage subsidy and training grant paid under the ND for 18-24 year olds and 25+ to increase entry into and retention in jobs.

A second round for applications has been announced recently and bids for support from the ND Innovation Fund should be focused on activities which lead to measurable improvements in performance in the context of the Core Performance Measures or against agreed measurable targets. Also, bids should be genuinely innovative and complement existing ND provision in the Unit of Delivery.

WHAT'S IN IT FOR US?

Any organisation can initiate a proposal for any of the Innovation initiatives, and the government is keen to receive bids which originate from and involve intermediaries, including employers and voluntary organisations.

Despite the lack of black

organisations undertaking mainstream provision in ND, the Innovation Fund has seen a positive response from organisations who up until that point, have felt excluded from the whole Welfare to Work programme.

One notable success has been

CEED in Bristol who were the proud recipients in the first round of the Innovation Fund. Their objective is to deliver their Positive Action programme to help young black people get a job, stay in a job and above all get a better deal from an intensive, well-supported process involving training, inter-

personal skills development and private sector work placement.

For enquiries or copies of the bidding guidance and application form, call the DfEE on (0114) 259 5759 or 7247. To find out more about CEED's work, contact Ray Sefia on (0117) 942 9555.

New Deal Toolkit On Its Way

ACHIEVING 'inclusiveness' on New Deal (ND) is not just a matter of engaging ethnic minority job-seekers, but also the involvement of ethnic minority businesses, organisations and communities. But doing this requires a commitment to existing ethnic minority communities, and gaining knowledge of the barriers they face in getting involved. Kamila Zahno lays out some of the key steps which Partnerships can take.

Measuring performance

ND PARTNERSHIPS are now required to measure their performance against a number of core performance measures, including the proportion of ethnic minority jobseekers that find employment. In addition, Partnerships must also prepare Action Plans on how they are engaging with ethnic minority communities, which are reviewed twice annually by the Employment Service (ES). To help them do this, the ES commissioned BTEG to develop a toolkit to provide a framework for Partnerships to gather information, set measures, and devise policies and activities to achieve inclusiveness.

The Toolkit has been piloted in

different regions in the UK, and is now ready to go to print.

Practical steps

THE Toolkit allows Partnerships to evaluate their current position in a way relevant to their own local circumstances. Containing 9 modules, a consistent structure is applied with a series of checklists designed to get all partners thinking about what they need to do, and supplemented with examples and illustrations on how to develop suitable action plans.

Partnership

MAKING ND work is a collective goal requiring collective effort, and thus one of the most important modules relates to partnerships. But not all organisations, ethnic minority or other, will want to become a formal partner. Similarly not all those who would wish to do so would be capable of doing so. How does one secure inclusion at a level, which is beneficial to the Partnership, and is appropriate to the individual or organisation? First of all a flexible interpretation of 'partner' is applied. This moves away from the idea of thinking of partnership only as a formal structure, towards the idea of

working in partnership. Thus a partner can be a member of the partnership itself, a contractor or provider, or an advisor, advocate, or facilitator who enables access to the client group. By expanding the definition of partner, it becomes easier to identify who might be involved, and how together partners can increase access to ND, and outcomes from it, for ethnic minority clients.

Engaging ethnic minority jobseekers

THE Toolkit describes some of the tools Partnerships can use to prepare a marketing strategy that targets ethnic minority young people. It gives tips on the most likely ways to engage young people at all stages of ND, from entry, during the Gateway, and on the options. A useful Action Sheet enables Partnerships to record their own planned actions to address barriers to participation experienced by young ethnic minority people.

Continuous improvement

MEASURING how well Partnerships perform in meeting the needs of ethnic minority communities will be the first step in the continuous improvement cycle. Other modules will assist

Partnerships to establish baselines.

Once the performance information is evaluated, and gaps identified, the results should be fed back into the way ND works.

A team approach

ESSENTIAL points to bear in mind when using the Toolkit include:

- Don't complete it all in one

go; concentrate on the most relevant modules to the partnership.

- Teamwork is essential: contained within each module are suggestions as to who might be best to include in the team.
- Use it as good management practice: the modules are applicable in areas with low ethnic minority population as they are areas where the

proportion is high;

- Analyse gaps in addressing the needs of ethnic minority communities and design innovative activities to meet their needs.

For further information please contact Kamila Zahno at BTEG on 0171 713 6161. We at BTEG Ltd. will be happy to offer a service to Partnerships who want help in prioritising the modules, and assistance in selecting appropriate activities.

What Do We Mean By An Urban Renaissance?

THIS was the key challenge presented to the Urban Task Force (UTF), which was set up to identify causes of urban decline in England and recommend practical solutions to bring people back into cities, towns and urban neighbourhoods. Members of the UTF were chosen for their expertise in the many key elements necessary for an 'urban renaissance', including social exclusion, sustainable development, urban design, and urban regeneration. The UTF was also asked to find out what has caused urban decline in England and to recommend practical solutions to turn cities, towns and urban neighbourhoods into places where people actively want to live, work and play.

The final report of the UTF, 'Towards an Urban Renaissance', highlights the need for co-ordinated action based on design excellence, economic strength, environmental responsibility, good governance and social well-being. Strategic vision is required to create places and communities achieve diversity, vitality and viability through urban development. The recommendations will also feed into

the forthcoming White Paper on urban policy.

URBAN REGENERATION COMPANIES

One of the recommendations in the UTF report is to establish locally-led urban regeneration companies, the first of which is to be piloted in Liverpool. The recommendation in the report was to develop a network of Regional Resource Centres for Urban Development which would promote regional innovation and good practice, co-ordinate urban development training and encourage community

involvement in the regeneration process.

Liverpool Vision will bring together the Government Office for the North West, English Partnerships, the North West Development Agency, the private sector and Liverpool City Council in an attempt to rejuvenate the city. It will be given extensive powers to cut through red tape in an attempt to push projects through time consuming planning stages in an effort to rebuild Liverpool City centre. It will also be responsible for co-ordinating bids for government and European funding.

For a copy of the executive summary of the report, 'Towards An Urban Renaissance', contact The DETR on 0870 1226 236. We will cover the Action Plan for Liverpool Vision in the next edition of BTEG Newsletter.

SRB Update

ROUND 5 of SRB saw approximately £1 billion of funding go towards schemes targeting education, social exclusion, employment and crime prevention all of which are expected to create or safeguard a total of 118,000 jobs over several years. Nearly all the schemes tackle social exclusion and education, while

three quarters also target crime - making communities safer for an estimated 1.3 million people. More than 50,000 community organisations or voluntary groups are set to benefit from the schemes. Half the schemes include a focus on ethnic communities, with a slight improvement in targeted initiatives

involving black organisations.

This latest round of SRB is the first with the newly set-up RDAs taking the lead in the selection process with communities and statutory bodies working together to identify problems in their areas and come up with solid, workable solutions.

Despite this, it will be interesting to see whether this latest round will have the desired impact upon black communities, especially since half the bids (excluding black-led ones) have a 'focus' on ethnic minorities.

For examples of successful black-led bids, see table below.

A more detailed assessment of SRB 5 will be undertaken by BTEG in the New Year. In the meantime, discussion around SRB 6 will start later this year - contact your RDA to keep abreast of developments on the framework or tap into the DETR website on www.detr.gov.uk

Bid & lead organisation	Total SRB Funding (£m)	Outline of bid
<p>'It's not your skills, it's your attitude'</p> <p>LEAP Contact: Tunde Banjoko (0208) 838 2096</p>	£1.43m	A 5-year bid to establish a project that will focus, for the first time, the specific problems associated with attitude, behaviour and employment. It will combat long term unemployment by harnessing the potential of local people.
<p>Ethnic Minority Voluntary Sector Capacity Building Programme</p> <p>CEMVO Contact: Paul Butler (0207) 247 6201</p>	£2.5m	A 5 year bid focusing on capacity building ethnic minority groups and individuals to improve access to alternative funds and contracts.
<p>Opening up Opportunities</p> <p>Wolverhampton BME Consortium Contact: C/o Jo Baara @ All Saints Haque Centre (01902) 450764</p>	£2.21m	A 5-year bid targeted at black communities living in Wolverhampton. Aims include enhancing employability, education and skills, encourage health promotion and improving community safety.

English Regions Could Get Over £2 Billion Of European Funds

NEARLY 11.5 million people in England's deprived areas are set to get a £2 billion share of the UK's £2.5 billion allocation of the European Objective 2 funds. The

proposed map of where the money goes, presented to the European Commission for approval, will help boost areas across the country suffering from industrial decline,

rural underdevelopment, urban deprivation and decline in the fishing industry over the next seven years. The Objective 2 map will work in conjunction with SRB,

WHO BENEFITS?

	Population Coverage ¹	Possible Allocation
London	852,586	400 million
North East	2,267,422	400 million
North West	2,162,277	400 million
South East	88,788	15 million
South West	575,867	100 million
East Midlands	1,104,161	200 million
West Midlands	2,429,120	400 million
East of England	463,766	80 million
Yorkshire & Humber	1,547,690	250 million
Total	@11.5 million	£2.2billion

the Assisted Areas map and other regeneration-based schemes to create a co-ordinated approach to regional development. The Government has attempted to ensure fair coverage between industrial, rural, urban and fisheries areas that present good opportunities for regeneration. The Objective 2

funds combine with Objectives 1 and 3 - both worth £3 billion - and transitional funds to give UK regions a total £10 billion of European money from 2000 to 2006.

WHAT'S HAPPENING WITH OBJECTIVE 1?

Objective 1 status is given to areas

most in need, measured as those with a GDP of less than 75% of the EU average. Merseyside has maintained Objective 1 status for 2000-2006, whilst Cornwall, South Yorkshire, West Wales and the Valleys have gained it for the first time. The regional partnerships in Cornwall, South Yorkshire and Merseyside have commenced drawing up the Single Programming Documents setting out the objectives and priorities for their programmes. These have to be submitted to the EU by the end of October 1999.

BTEG will keep you updated with Objective 1 and 2 developments

¹A detailed list of how many people will benefit from the districts in each region is available from the DETR website: www.detr.gov.uk

Ethnic Minority Cultures And City Vitality

By **Raj Patel**, Greater London Enterprise

UNDERSTANDING CITIES

As group identities increasingly shape our cities, their governance, vitality and development will depend on the ability of cities to tap into these group identities to engage communities in regeneration.

Cities are a unique theatre of social activity and drama. The cocktail of the young and old, rich and poor, men and women, different ethnic groups, combined with close living, working together and common use of facilities and institutions, makes the city an arena where divergent personalities, differing needs, group identities and differentiated opportunities



leads to major social discourse.

London in particular is undergoing

a major social transformation. Ethnic minorities will increase as a proportion both of residents and the workforce. Whereas the white ethnic majority will decline by about 426,000 between 1991-2011, ethnic minorities will increase by about 565,000, and their overall share of London's population will rise to 27 percent, to just under 2m.

WHAT MAKES A CITY GREAT?

Diversity trends are not unique to Britain. While immigration in Britain has virtually trickled to a halt, globalisation and regional upheavals are resulting in greater indirect and direct migration, often linked to multinational companies. For example, Australians are attracting more and more Asians to Australian universities and research projects, and embedding Japanese investment in ambitious science and technology sites.

In Miami, the Cuban population

doubled in the 1970s/1980s transforming what was a sleepy, deteriorating southern city into an international urban centre, often compared to Hong-Kong in its dynamism: around 21% of the Cubans in the city are self-employed.

THE FUTURE FOR CITY VITALITY

It is wrong to assume that diversity is what makes a city cosmopolitan as there is major difference between tolerance of diversity and actively celebrating and 'integrating diversity' into the essence of the city. The future vitality of cities depends not merely on physical assets but the opportunities it offers to different social groups and the unity this can engender.

For example, London is and always has been an open city whose continued and future prosperity will hinge on:

- adopting different routes to economic regeneration - investing in growth and developing minority enterprises in besides promoting 'grandiose projects';
- investing in cultural quarters and public space through urban regeneration - diversity and the opportunity to experience different cultures needs to be embodied in space. For example, collectively enjoyed open space can promote social cohesion and counter-balance trends towards greater privatisation.
- promoting new approaches to service development - the key benefit of promoting diversity is that it brings a varied perspective and approach to service provision - what works, how to design

appropriate processes and how to promote social inclusion.

- recognising the changing nature of group identities - identities do not remain fixed. Distinctive identities of gender, sexuality, ethnicity, class and nationality are themselves in gradual decline, giving rise to new forms of identification. There is evidence that the younger generation has a different

perspective on identity and certainly there is a great hunger amongst young people from black communities to escape the bounds of race-alone and concepts of disadvantage.

Raj Patel is Director of GLE Strategies (Greater London Enterprise). For a copy of the Working Paper, Making Difference Matter: Ethnic Minority Cultures and City Vitality, contact ECO Distribution on (01509) 890068.

Key Social Exclusion Unit Reports

BRIDGING THE GAP

A major report by the Social Exclusion Unit (SEU), Bridging the Gap: New Opportunities for 16-18 not in education, employment or training aims to throw a lifeline to the 161,000 teenagers who have dropped out of education, training and employment.

The report proposes a range of measures to tackle the problem of youth disaffection, including a new youth support service; testing new arrangements for financially supporting young people who continue in education; and developing what the report calls a 'graduation certificate' for all young people. There will be consultation on key elements such as the youth support service. with new arrangements in place from 2000 onwards.

EVIDENCE OF NEED

The report illustrates the plight that face many young people today and calls on the government to take

urgent action. For example, at any one time, 161,000 16-18s - one in nine - are not in education, training or work, whilst approximately 300,000 are in full time jobs without formal training.

There are also clear links between non-participation and other problems of adolescence. Half the young women who are outside education, work and training are teenage parents (or carers); and there are links with homelessness and offending and serious drug misuse. For example, three quarters of 16-18s who are convicted and sentenced are outside education, work and training.

In addition, non-participation has a direct effect on future life prospects. By their mid-twenties, young people who have been outside education, training or work in their late teens are much more likely to be unemployed, to be poor, to experience poor health and depression and (if they are men) to

have a criminal record which interferes with their prospects of work.

RECOMMENDATIONS

The main recommendations arising from the report are:

- Provide young people with a new advice and support service through a Youth Support Service, part of the new 'ConneXions' strategy for young people.
- A youth graduation certificate, recognising the value of formal education, key skills and voluntary activity also.
- Better learning opportunities by linking FE and training provision closer together.
- Offer more unified financial support and improved financial incentives to help young people stay in learning.

The report, Bridging the Gap: New Opportunities for 16-18 not in education, employment or training is available from the Publications Centre on 0345 023474. Price £13.75

UNPOPULAR HOUSING

The Policy Action Team (PAT) report on Unpopular Housing recognises there are always several, inter-related, causes of low demand, and that a community's problems must be tackled holistically, including economic and social programmes as well as physical improvements. It also specifically addresses the role that black communities can play in regenerating run-down areas, and urges local authorities to involve these communities fully.

Recommendations include:

- Early intervention at the initial signs of decline
- Better links between planning and housing policy at local and regional levels to avoid creating a surplus of housing.
- Statutory bodies (including local and central government, Housing Corporation and RDAs) must work together in a partnership approach and ensure real community involvement.
- Regeneration strategies should deal with run down private housing with active engagement of Social land lords.

ROLE OF FAITH COMMUNITIES

Faith communities have been singled out as an untapped resource that should be used more to boost regeneration efforts in deprived areas. Commenting on the report, Saif Ahmad, a member of the Unpopular Housing team and Chief Executive of the North London Muslim Housing Association, said:

"It's clear that faith communities with their values can play a significant role in that agenda. The 'Medina neighbourhood', for example, is based on a 1400-year-old Islamic concept of communities coming together and agreeing on a set of common values, vision and code of conduct. This is the kind of idea that will motivate and inspire local people to participate in reviving their own neighbourhoods."

Copies of the report of Policy Action Team 7 on Unpopular Housing can be obtained, priced £9.50, from DETR Publication Sales Centre, Unit 21, Goldthorpe Industrial Estate, Goldthorpe, Rotherham, S63 9BL.

Competitiveness

BHANU Vegad's Bolton-made bhajis are 'selling like hot cakes' around the North West these days and her successful food business supplying Indian-style vegetarian dishes to customers ranging from Bolton Town Hall to organisers of Asian weddings is going from strength to strength. Soon she will be employing 5 people from her 1,000 sq. ft business unit and further expansion plans for 'Vegetarian Deelite' is already afoot.

Two years ago however, Mrs Vegad was a 'woman-returner' to the workplace with barriers to starting her own business that included cultural and family pressures and a low level of self confidence in the venture and her own abilities.

The partnership that has developed between Mrs Vegad and the business advisors at Bolton's Ethnic Minority Business Service (EMBS) has been a critical factor in her subsequent success.

From helping with initial preparations of a business plan and sourcing of finance to monitoring the business's

Giving Youth

THE Government has announced funding targeted towards bringing back the most disadvantaged young people into learning and work.

Approximately £60m is available over three years for 500 community-based projects in up to 40 of the most deprived local authorities in England. The money will be focused on those

Business, Social Inclusion & Onion Bhajis

performance and providing on-going support in a culturally relevant way, the EMBS has given Mrs Vegad invaluable help.

The EMBS is able to outreach to minority entrepreneurs and businesses in an extremely targeted and effective way. Generally multi-lingual and from the black communities themselves, the EMBS advisors have close links with the local business community and the dynamics of minority enterprises.

Dependent on funding and working in partnership with other regional organisations, the EMBS is part of Bolton Council's Economic and Physical Development Unit and receives a substantial SRB grant, administered by the North West Development Agency (NWDA) for large areas of its work, in particular its outreach work.

Sikander Badat, EMBS Principal Business Officer said: 'SRB 2 has given us the opportunity to develop innovative and pioneering schemes. Some of the targets imposed by mainstream funding



are impossible to hit working with our specialist remit. SRB recognises the unique challenges of working with our target groups and that the long-term benefits far outweigh the costs.'

REGIONAL ASSISTANCE

And it's just the sort of partnership that the NWDA is committed to developing and supporting. Through its regional strategy the NWDA is committed to placing communities at the heart of the

growth of the region and to addressing social exclusion through community economic development.

The strategy commits the NWDA to work with its partners to 'develop strategic alliances with excluded communities, their representatives and cultural groupings to enable them to capture jobs from business growth.'

It further goes on to advocate 'identifying and developing opportunities in the informal economy and intermediate labour market and trading and enterprise opportunities for new and existing community businesses particularly from the most disadvantaged neighbourhoods and those owned by women and cultural minorities.'

The NWDA's partnership with Bolton EMBS through the existing SRB programme is a practical example of how such a commitment can be realised to good effect. More importantly, how inclusion and business competitiveness can go hand in hand and how RDAs can work with an array of partners to make these ideals a reality.

fresh sense of purpose and hope.

The Community Development Foundation, National Youth Agency and the Learning Alliance will be amongst the main recipients of the funding and will channel this through to local voluntary and community organisations. Lessons learned from evaluation of projects will feed into the development of the Learning Gateway and the design of the new Youth Support Service.

A Chance To Succeed

areas where too many young people have lost contact with education, training and work. The Neighbourhood Support Fund (NSF) will provide the resources to help young people succeed in learning or finding work.

The programme aims to help at least 25,000 of the most disadvantaged young people a year and will use

new ways of working outside the existing services to explore the best ways of reconnecting young people with work and learning. The NSF will provide resources for innovative new ideas geared to getting young people back into learning and jobs.

Projects will aim to challenge low expectations and give people a

BTEG Welcomes Two New Recruits!

ANASTASIA Idowu joins BTEG as the new Administrator. Her previous positions in finance and administration include time spent with Business in the Community and the Committee of Vice Chancellors and Principals of UK universities. Faith plays a great part in her life and she also enjoys travelling and reading. Since joining, Anastasia has put in a substantial amount of time and effort into the organisation, which we very much appreciate. Asked how she feels about working for BTEG, Anastasia said, 'there's no place like home'.

BTEG also extends a warm welcome to our new Head of Policy, Research and Consultancy, Kamila Zahno. Kamila joins us from CAG Consultants and has a background in consultancy and local government, as well as in depth experience of working with the voluntary sector. Consultancies so far undertaken by BTEG include:

- developing the New Deal toolkit for the Employment Service;
- an equal opportunities review for SOLOTEC;
- a strategic review of Southwark Council for Community Relations.

Currently in the pipeline are:

- the writing of a DfEE commissioned 'Equal Opportunities Code of Practice and Guide to Good Practice' for National Training Organisations, in conjunction with York Consulting;
- facilitating Sheffield New Deal Partnership to explore how to meet the employment needs of black communities;
- workshops on cultural diversity for TECs.

In addition to consultancy work, Kamila and her team will be undertaking an ambitious programme of our own research over the coming year. Areas of interest are:

- New Deal participation;
- impact of RDAs on black communities; and
- tracking the involvement of black communities in New Deal for Communities.

We can't do everything ourselves, and to this end, we will be developing a pool of BTEG approved consultants in the near future. We are currently drawing up criteria to ensure consultants are experienced in a range of specialisms. If you are interested in receiving further details contact Kamila at BTEG on 0207 713 6161.

- Analysis of RDA strategies on black communities
- Regional black voluntary sector development
- Nurturing young black entrepreneurs
- Social Enterprise Zones
- Labour Market Intermediaries

Effect Of The Contract Culture On Voluntary And Community Groups

The end of the Urban Programme in 1992, which provided funding on the basis of identified needs, coincided with the introduction of the contract culture and the progressive reduction in the overall amount of funding available as the main source of income for many organisations.

The contract culture poses voluntary and community groups with new challenges that have to be met, in terms of the delivery of their programmes. Yet the goal posts for funding appear to be changing all the time.

It requires that groups bidding for contracts 'prove' the needs they seek to meet. This can be particularly difficult for black and ethnic minority organisations as the information which exists, is often inadequate or exists across several different sources. Such groups may need to devote time and precious resources (to undertake research for example), in order to provide information about the groups targeted.

For the small organisation, the contract

culture often requires juggling several contracts, which often have different administrative requirements. For example, European funds are only awarded to organisations and groups who have identified match funding; the bodies awarding the match funding have detailed administrative requirements of their own. These are not the only difficulties presented by the shift in funding culture. Bidding for contracts requires extensive administration.

This ranges from completing the forms (which those of you are familiar with the applications for European funding appreciate), to devising appropriate monitoring, evaluation and reporting mechanisms, all of which can be a major drain in the limited resources of a small community group. Managing your finances when your income is derived from a number of different contracts with different reporting requirements and different outcomes is a complex task.

The introduction of the contract culture

has led to a new emphasis. European Funding and Single Regeneration Budget funding place an emphasis on 'value for money and economies of scale'. Small community groups can't easily achieve the economies of scale of larger agencies. 'Value for money' can only follow on from economies of scale, which means that small community groups are often at a disadvantage when bidding for contracts.

There are however, ways in which small community groups can offset some of the more challenging effects of this change in culture. The 'transaction costs' involved in administering contracts

(for example completing the applications, devising monitoring and reporting mechanisms) can be reduced by partnership working and Consortium Bids. Community groups can pool resources in order to ensure that no one group is responsible for the whole of the delivery of the programme. →

Centre Of Expertise For Ethnic Minority Businesses

The Centre of Expertise for Ethnic Minority Businesses (CEEMB) was established by Business Links in London in January 1999 to develop a co-ordinated, consistent and specialist business advice service for ethnic minority businesses in London.

At their recent launch they advised that they are involved in a number of tasks including establishing a Business Adviser Skills Register and Ethnic Minority Business Organisation Directory. They are also setting up personal advisor briefing sessions, a comprehensive resource pack and a Business link library on ethnic minority business to be located in North West

London. As the year progresses there will be a series of networking events for business intermediaries.

CEEMB is adamant that it will not duplicate existing services but enhance current business advice offered by Business Links and TEC's. Their aim is to offer a unique opportunity to establish a co-ordinated approach for entrepreneurship and to highlight further the role of Ethnic Minority Businesses in economic competitiveness in London.

In order to affect the success of this and other ventures CEEMB need to ensure that they recruit, liaise and form partnerships with people and organisations with area specific

knowledge and experience.

CEEMB need to fully engage Business Links and TEC's who need to own the process by providing tangible support and input. Additionally, to liaise with the business community to ensure true representation of their interests.

Recent evidence has suggested these organisations have only now become interested in ethnic minority business as a means of enhancing their performance and in response to the political climate.

In the past the support offered to ethnic minority organisations have been inappropriate and ineffective above the start-up position. Company directors and partners have expressed the lack of tangible support and have felt there has been a deficit of expertise and knowledge relevant to their needs.

There is a lot of work to be done in raising the credibility of support agencies and CEEMB seem to be well placed to respond to this need.

← It may be decided that the most effective way for the consortium to compete for contracts is to employ staff with specialist knowledge about a particular function, for example fundraising or financial management. In this way, small organisations are able to compete effectively for funds whilst continuing to provide the services needed by the targeted group.

Developing partnerships and consortia may be the most viable means of ensuring the survival and growth of community and voluntary organisations. Increasingly, funding bodies are reducing their own internal administrative costs by awarding larger and larger grants or contracts. The likelihood of a small voluntary or community organisation receiving an allocation from

one of the mainstream statutory funding bodies is therefore becoming more unlikely. Partnership and consortia developments may be the most effective means to compensate for the more negative impacts of this trend.

*For more information please contact:
Francis Saldanha at Finsbury Park
Community Trust on 0181 493 1008.*

Ethnic Minority Enterprise Development

The Differences highlighted

As a community, black and ethnic minority enterprises are poised 'relatively' at the same point in their development as white enterprises were at the turn of the century as they realised the impact the Industrial revolution was having on their business development and the nation (Great Britain). Today there is another revolution taking place. This is the revolution of culture which brings with it social and economic diversity; competitiveness and creates a climate of economic and social diversity.

The culturally diverse society plays an important role in the future development of Britain as a major producer and exporter of products and services. There are some potent issues surrounding the development and rise of the black middle class and their struggle to realise their aspirations by engaging in and taking hold of the enterprise culture.

Historically due to a lack of technological

advancement indigenous white enterprises had relatively few technical resources with which to produce and distribute their services. Available resources were made accessible through networking and other social ties including membership of Lodges, Guilds and use of the 'old school tie' network

Today there has been much technological advancement; industries have grown and now command and dictate the terms of engagement. Within this environment B&EM enterprises are denied access to the wider market places and valuable resources due to 'Market Forces', Overt/Covert discrimination and an environment that is introverted and concerned with self preservation.

With a monopoly over sector markets mainstream businesses have been able to draw upon resources and contacts that they have cultivated over many years of trading. In contrast, B&EM Enterprises have not had the same historical background and therefore enter their respective fields with fewer useful contacts and limited Access.

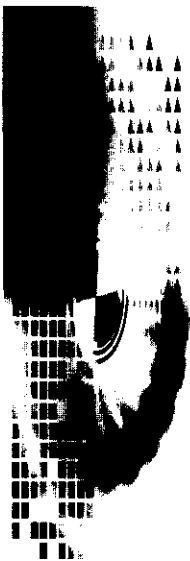
Unchartered territory. Mainstream businesses have been able to set the parameters of trade and enterprise to their advantage within which all other enterprises are bound to work within. B&EM enterprises find themselves in a position where they are unable to break the institutional mould that has become entrenched and now forms an acceptable method of trade.

Closed shop. Many professions have a closed-door policy that is exclusively discriminative. This has enabled them to create an equilibrium of trade. B&EM enterprises are operating outside this enclosure. For those who break through and become accepted, Tied Aid and other restrictions become a real cause for concern.

The market has become manipulated to the extent that often businesses form lucrative partnerships developing monopolies in enterprises and exclusivity as success grows. There are obvious benefits as far as partnerships are concerned, but for B&EM enterprises this can serve to undermine them and prevent them from competing equally in the market place.

Inward/Outward Exploitation. The ethnic market was not seen as lucrative. Due to increased competition white enterprises have forged in-roads into this sector and are now producing goods for B&EM communities and undercutting ethnic producers. This creates a climate of the external parasite. In addition to this, the B&EM enterprises have tended to operate in niche areas; and due to its clients relatively poor economic positioning serves as an additional factor that has kept these business enterprises small.

B&EM enterprises have significant problems locating adequate premises from which to trade. Many are in the inner city areas - this has implications, on (higher)



BTEG ANNUAL NATIONAL CONFERENCE '99 27TH & 28TH OCTOBER

Chamberlain Hotel, Birmingham

REVITALISING BLACK COMMUNITIES

Engendering social and economic entrepreneurship

KEYNOTE SPEAKERS

The Rt. Hon. Andrew Smith MP, Minister for Employment, Welfare to Work & Equal Opportunities

Beverly Hughes MP, Parliamentary Under-Secretary of State, DETR

- Examine practical strategies that will help engender social and economic entrepreneurship in black communities
- Stimulate innovative approaches to economic regeneration, workforce development and community development
- Act as a conduit for information to identify future trends and their impact on local and regional strategy development

CONTACT BTEG ON 0171 520 2432 TO BOOK A PLACE AT THE CONFERENCE!

THIS NEWSLETTER IS PRODUCED BY
BLACK & ETHNIC MINORITY NETWORK
BTEG, REGENTS WHARF,
8 ALL SAINTS STREET, LONDON N1 9RL
TEL: 0171 713 6161 FAX: 0171 837 0269
EMAIL: bteg@btinternet.com.

BTEG STAFF: Marianne Alapini
ESF PROJECT MANAGER
Floyd Millen
FPCT STAFF: Francis Saldanha
Patricia Young

PRODUCED BY: Badar Owaisi

B & E M NETWORK

Welcome To Our First Newsletter

The ESF Team was set up last September and what a 'roller coaster' of activities and achievements the last year has been!

Our Beneficiaries are being drawn from organisations managed by African, Caribbean, South Asian, South East Asian and refugee communities in the Greater London area.

We are encouraging investment in the voluntary sector by: Improving standards of Management, facilitating Best Practice to support black and ethnic minority groups to develop robust structures, systems and working practices so they can put forward high quality Bids for ESF Objective 3 and other mainstream funds.

The ESF team is continuing to score Bids at GOL with a view to bringing this expertise into the technical assistance we provide and enhancing black and ethnic minority provision.

ESF SUCCESSFUL BIDS SUPPORTED BY OUR NETWORK: Finsbury Park Community Trust - six separate ESF contracts, Haringey Refugee Consortium, I Can Do It, North London ITEC, Supreme and Tamil Relief. Eight other Bids have been placed high on GOL Reserve List.

OUR CAPACITY BUILDING MENU INCLUDES: Business Planning, Labour Market Research, Financial Procedures & Controls, Fundraising Strategy Development, Management Committee training, Legal Structure & Constitutions, Quality Assurance Standards, Project Development, effective use of Information Technology.

Best Practice Guides

This Consortia is facilitating a co-ordinated approach to developing quality standards and benchmarking in consultation with other key stakeholders in order to maximise the impact of new and existing resources and transfer of best practice. To increase the capacity of black and ethnic minority training providers to develop and deliver training programmes, Best Practice Guides have been produced as follows:

* Business planning

- * Contract & Financial Management
 - * Customer Care - from ultimate beneficiaries perspective
 - * Customer Care - from Employers perspective (being developed)
 - * Quality Assurance. Diagnostic Tool Kit
- We are looking for a number of organisations to help 'pilot' these guides.** If you would like to take part in this initiative, let Marianne know on (0171) 713 6161.

Dynamic seminars we hosted

The first few months of activity for the team in 1998 was to establish itself with BTEG's London membership of 80 black and minority ethnic led organisations, through hosting a series of dynamic and well attended seminars.

A BIG THANK YOU! to our membership for supporting and contributing so positively to these seminars. Your active participation and input during syndicate group meetings was invaluable in contributing to the Best Practice Guides we have produced.

Our first seminar in September 1998:

Developing Effective Partnerships

was well supported by GOL who outlined their priorities for funding ESF programmes. LVSTC gave an overview of the different strands to ESF and London TEC Council identified methods to establish labour market needs for programmes, in terms of assessing the required skills and experience of beneficiaries and how to address these needs.

Contract and Financial Management Seminar

This event held in Dec. 1998 sought to imbed the need for our membership to develop robust Financial Management and monitoring systems within their organisations. Additionally, to ensure they set up programmes that would enhance the employability of their beneficiaries and safeguard the long-term sustainability.

The Customer Care Seminar

In January 1999 promoted the need to identify and meet the needs of different beneficiary target groups, develop support measures for employers so more ultimate beneficiaries progress into sustainable employment.

Additional seminars include; **Quality Assurance**, to support the capacity building programme for our membership. One-to-one customised support is being provided to organisations to identify methods of setting up their own framework of quality, build on and enhance existing systems.



BLACK & ETHNIC MINORITY NETWORK
Black Training and Enterprise Group, Finsbury Park Community Trust,
Greater London Enterprise, London Boroughs Grants, London East TEC,
London TEC Council, North London TEC, Project FullEmploy, The Refugee Council.



Development Of Cross-borough partnerships

- * We have run joint events with Westminster ESF on Private Sector Match Funding.
- * Joint event focused on 'Invisible Women - the reality' between BTEG, AZTEC, Kingston Racial Equality Council and the CRE.
- * We are involved in a Pan London ESF P4 Networks, Consortia Bid to promote race, equal op.'s & diversity to employers and make the business case for them to give genuine employment opportunities to ultimate beneficiaries.
- * BTEG are hosting the next pan London, ESF P4 Networks - Seminar which will focus on Post 16 review & Employment Zones. 29/9/99.

COLLABORATIONS WITH TEC's

The ESF team & BTEG's London Network

are collaborating with NLTEC to put together a contracting model for black and minority ethnic training providers. This will include Financial Appraisal Monitoring, Quality Assurance and Health & Safety.

We are working with FOCUS Central London TEC to negotiate small delivery contracts for some of our more established training providers.

PLEASE LET US KNOW IF YOU WOULD LIKE TO BE INVOLVED IN THE FOLLOWING:

- * 20 October 1999. Seminar in partnership with Project Fullemploy's Job Opportunities Programme to promote effective job search, telemarketing and winning quality placements leading to sustainable jobs
- * Quarterly Investors in People and Information Technology focus groups.

We have undertaken and collated baseline research at regional and sub-regional level to ascertain gaps in provision and the training needs of black and ethnic minority individuals eligible for ESF Objective 3 funding. Additionally, the team has undertaken one to one diagnostic reviews with most of our London membership of 80 black and ethnic minority led organisations. This has enabled the identification of opportunities for more effective targeting of resources and provides a baseline against which the impact of our capacity building interventions can be measured.

The ESF team are using the findings from this research to maximise the impact of new and existing resources through greater co ordination of capacity

building programmes and provision of technical support and training. We are developing a broader and more diverse range of provision based on identification of need and the potential for ethnic minority providers to deliver services efficiently, effectively and successfully meeting relevant standards and bench marks.

We are working closely with training suppliers to ensure ultimate beneficiaries are supported via an integrated programme, which links into FE/HE, TEC opportunities or stable employment.

An Evaluation Framework, Quality Assurance Manual and supporting procedures has been produced to support this process and ensure consistency in the activities we are undertaking.

Restructure Of Europe Update On Ho

* There is tension between the notion of a top down programme with the agenda being set nationally by the DFEE and the pressure for increased regional subsidiarity and a more bottom up approach.

* If individual regions don't have the power to distribute their regional allocation according to their own regional priorities, regions will not be able to run the programme they want.

What we know:

* The Community Support Framework is being written in response to the consultation on the Policy Reference Frame.

* The 5 Policy fields are likely to become the 5 priorities of the Obj 3 programme.

a) Active Labour market policies. Developing and promoting active labour market policies to combat and prevent unemployment, prevent people from moving into long term unemployment, facilitate labour market, re-integration of long term unemployed, the occupational integration of young people and returners;

b) Equal Opportunities for all and promoting social inclusion. Promoting Equal Opportunities for all in accessing the labour market, with particular emphasis to those exposed to exclusion;

c) Life long learning. Promoting and improving training, education and counselling as part of lifelong learning policy to facilitate and improve access to and integration into the labour market, improve and sustain employability and promote job mobility;

d) Adaptability and entrepreneurship. Promoting a skilled, trained and adaptable workforce, innovation and adaptability in work organisation, developing entrepreneurship and conditions facilitating job creation and enhancing skills and boosting human potential in research, science and technology. Creating new employment opportunities to meet the

European Social Fund Obj. 3 & 4 Programmes - Post June 2000: New Thinking Is Shaping Up In London

challenge of international competitiveness and globalisation.

* **Improving the participation of women in the labour market.** Specific measures to improve women's access to and participation in the labour market, including career development, access to new job opportunities, starting a business, reducing vertical and horizontal segregation on the basis of sex in the labour market.

* **The Community Support Framework** will be submitted to the Commission by late summer with England, Scottish and Welsh Operational programmes. There will be a limited consultation on the Operational Plan as National Monitoring Committee and regional partnerships want to turn this around ASAP.

Once agreed, the Community

Support Framework will be made available on DFE website.

* **The selection process** for bids has been produced and does not differ much from last two years, which is disappointing. We are 'feeding back' on this through the Third Sector European Network.

* **Third Sector European Network** is made up of representatives from the voluntary sector support structures in all regions of England including BTEG, LVSTC, SAVAGE, ICOM, WTN, and NCVO. It emerged from common concern to maintain and reestablish a national voluntary sector voice.

* **TSEN have submitted a Bid to DFE for 100% Technical Assistance** in order

to prepare for the new programme - and we expect to have 2 national TSEN officers working to June 2000 to prepare the Third Sector nationally for the new ESF programme.

Monitoring of the programme, particularly underspend is crucial in this last year of the programme.

NEW DEAL ROUND

* **Recent round for New Deal projects** - £1.6 million Bids received by GOL. After checking and scoring - £696,432 was approved. £3.5 million balance from this round will be allocated to ESF P1, Reserve List Projects.

For more information, please contact Ingrid Zuck, LVSTC on 0171 249 4441.

Who Are Our Strategic Partners In This ESF Obj. 3, P4 Bid?

BLACK TRAINING AND ENTERPRISE GROUP (BTEG), is the lead organisation for this ESF Objective 3 Priority 4 Bid and leads on: Networking, transfer of best practice, research and development. Full time staff are dedicated to the quality delivery of this project. BTEG have implemented a Service Level Agreement with Finsbury Park Community Trust which defines contractual obligations, roles and responsibilities for both organisations towards the achievement of the Delivery Plan targets and milestones.

* **FINSBURY PARK COMMUNITY TRUST (FPCT):** shares responsibility

in delivering the capacity building programme and leads on the development of relevant quality standards, training programmes which lead towards NVQ accreditation, administrative systems and IT needs.

* **GREATER LONDON ENTERPRISE:** Provides advice on the development of appropriate monitoring and evaluation systems for the Network;

* **LONDON BOROUGH GRANTS:** is providing match funding support, strategic advice, networking and technical assistance;

* **LONDON EAST TEC AND NORTH LONDON TEC:** Contract Management and strategic advice to promote equal/greater access for black and ethnic minority led organisations to TEC funded Contracts.

* **LONDON TEC COUNCIL:** Leads on the provision of Labour Market Information, assists with the development of up to date quality standards and advice on Contract Management

* **PROJECT FULLEMPLOY:** Assists with networking, advises the Network on best practice in job search and job placements and is developing and implementing the introduction of new capacity building techniques, such as interactive CD-ROM;

* **REFUGEE COUNCIL:** An active partner whose main role is liaison between the Network and their equivalent structure dealing specifically with refugees.

For more information or if you would like to submit articles, please contact Marianne Alapini on 0171 713 6161, Email: bteg@btinternet.com.uk

insurance for property and vehicles- and affects the level of finance they can secure. Home ownership forms a key source of finance for new enterprises. Many people from B&EM communities are now homeowners yet they still experience difficulty in securing finance for their businesses.

Those who advise and support agencies are viewed with scepticism and the value of their service is questioned. Additionally, many business advisers are deemed to be inexperienced and lack

specific knowledge of the needs of B&EM businesses. It is sometimes the case that advice centres are preoccupied with **dogmatic procedures** that play an important role but do not address urgent needs of organisations.

Support needs to be streamlined and tailored at different levels to meet the varied needs and requirement of business enterprises. Support agencies - in particular TEC's and Business links - need to be clear on what it is they do and the breadth of that process especially when it involves

working with the black community.

Finally - B&EM individuals unlike their white counterparts do not have an **historical heritage** or background in this country. Many are 1st or 2nd generation and are slowly becoming aware of the subtle cues and nuances of British business life. This situation is and will continue to change as the community and younger generation become more established and develop a deeper awareness of their place and capabilities in today's Britain.



JOB ADVERTISEMENT

BUSINESS SERVICE ADVISOR

NLTEC and BLLN are seeking to increase the number of community organisations that take advantage of the business support services available in order to enable them to improve their business performance.

This is an exciting time for us - as the Government announces new initiatives that will shape our future, you'll set out to shape the future of a diverse range of local voluntary and community organisations.

You will work with the existing team of business advisers and specialist counsellors and within the community support sector in North London, seeking to establish credible working relationships to deliver products and services for the target market.

You'll be responsible for re-engineering the strategic focus of organisations within this sector to enable them to adopt better commercial practice, which will in turn impact positively on their business performance. By delivering bespoke business support you will identify opportunities for improvement in operations in areas such as financial planning, marketing, income generation fund raising, employment practice and use of IT. The end aim is to impact positively on business performance, long term sustainability and wealth re-investment into the communities which those organisations serve.

Of graduate calibre, you'll be able to demonstrate a thorough understanding of both commercial business processes and of the community/voluntary sector. Proficiency in financial and business planning, marketing and fund raising, legal issues and organisational change management is essential.

Familiarity with TEC, Business Link and Government funded initiatives would be an added advantage.

For full details and an Application Form, please contact the HR department, quoting reference PBAVC, at North London TEC & Business Link London North, Dumayne House, 1 Fox Lane, Palmers Green, London N13 4AB. Tel. 0181 447 6456.

HYPERLINK email: eneville@nltec.co.uk

We actively encourage applications from all members of our community.

Squash The Bug!

September 9th was the first real test of whether the City Banks and businesses are Year 2000 compatible. By the end of this day old software still being used by businesses, home users and embedded in domestic appliances will be unable to recognise dates beyond 9.9.99 and shut down. A recent search on the Action 2000 website found no mention of the September bug although Financies Standard Authority (FSA), have alerted the financial industry to this potential threat.

This particular bug was created many years ago when software engineers wrote into programmes that the digits '99', signalled the time when a file might be deleted. The FSA expects all firms within their sector to be prepared for this and revealed that eight of the largest 450 banks Financial Advisers and Insurance companies were on its 'red list' of firms that have not done enough to ensure they are not caught out by the bug.

Many black organisations and key individuals in these organisations need to assess the systems they are using to prevent them from falling foul to this Y2K bug.

Managers of small and medium businesses may find themselves in a bit of a pickle. Evidence suggests that despite the widespread publicity many businesses have failed to respond to the looming Millennium Bug.

The bug could signal total or partial failure of your systems, equipment and management services and could impact seriously on your overall delivery of services. It will be difficult for an organisation to avoid all of the risks associated with the

Millennium bug however the following areas should be considered:

✗ The impact on processes such as invoicing, production or sales, which will affect cash-flow. The possible failure of key suppliers and customers to deliver a service and the need to draft in expert assistance to deal with software problems at strategic sites.

The legal ramifications of this is that Director's could face criminal charges if goods and services are not Y2K compliant.

There are 10 key steps to follow that will assist you in ensuring the continuity of your business operation in the event of one or more Y2K failures.

IDENTIFY - assume things will go wrong and identify where the main risks are.

PRIORITISE - business processes in to three categories; a) essential for business continuity; b) important for business continuity; and c) non-essential for business continuity.

ANALYSE the risk for each business process and the possible domino effect.

DEVELOP SOLUTIONS - begin with the most critical business process and develop solutions and contingency plans.

CALCULATE THE COSTS of the key risks faced by your business.

FORMALLY DOCUMENT the proposed solutions and activities.

COORDINATE with key personnel in the organisation

TEST your contingency plans

UPDATE & COMMUNICATE with top managers signing the proposed action plan which is then circulated to all staff.

Remember! Squash that bug before it squashes you. For information contact Floyd Millen. BTEG. 0171 713 6161.

EXECUTIVE SUMMARY OF BTEG

What is the Black¹ Training and Enterprise Group?

Black Training and Enterprise Group (BTEG) is a national organisation, established in 1991 by representatives from the black voluntary sector. BTEG represents over 200 organisations and continues to grow. The Group is unique in the UK for its focus on training, employment, enterprise and regeneration. The fact that there are no other black umbrella organisations operating at the national level that seek to develop both black voluntary and private sector organisations puts BTEG in a privileged position.

What is our mission?

To ensure fair access and outcomes for black communities in employment, training and enterprise; and to act as a catalyst for enabling black groups and individuals to play an active role in the economic regeneration of local communities through partnership with others.

What does BTEG do?

- Support black organisations in developing long term relationships with Local Authorities, Training and Enterprise Councils (TECs), Employment Services, Regional Development Agencies (RDAs) and Government Offices for the Regions.
- Undertake research affecting employment opportunities for black people in low-income communities and identify policies to address them at local & national levels.
- Highlight training, employment and enterprise needs of black communities in conjunction with other partners.
- Advise statutory agencies to help them develop sustainable regeneration strategies and ensure equality of outcomes in their programmes for black people.
- Support existing black voluntary sector regional networks and initiate similar infrastructures in the rest of the country so far unaffected.
- Provide quality training and support to the black voluntary sector in London.

Why do we need BTEG?

BTEG is a national black agency contributing to the economic regeneration of black communities in the UK with a strong track record in delivering quality services and meeting ever rising demands. It has grassroots support and maintains a constant dialogue with the black voluntary sector, Government agencies, Local Authorities, TECs, the Commission for Racial Equality and the Employment Service.

BTEG's strength as an organisation derives from its networks and partner organisations. In our view, it is not possible to develop solutions to labour market barriers without being clearly connected to agencies that are charged with the responsibility to provide services, opportunities and outcomes for unemployed black people.

Hence, it is crucial for BTEG to keep the issue of black unemployment and genuine equal opportunities and outcomes on the agenda whilst finding practical solutions to the problems with organisations on the ground and empower them to make a difference.

¹ Black includes those of African, Caribbean, South Asian and South East Asian origin.

CREATING AN IMPACT IN LONDON

The **BTEG London Network** was created in January 1997 to provide a vehicle for supporting black-led organisations seeking to play an effective role in the regeneration of their local communities. The primary emphasis of the work programme is networking and building organisational capacity through:

- Organising and delivering specialised training in business planning and project development/management to enable organisations to attract funding from mainstream programmes;
- Encouraging greater involvement of black groups in local training, enterprise and employment networks
- Establishing links with black groups, Local Authorities, TECs, Government Office for London and disseminate examples of best practice in regeneration

The Network also organises seminars and conferences on issues of relevance to the black voluntary sector and provides advice and support in specific organisational functions such as marketing and financial management.

The **ESF Black & Ethnic Minority Network** was recently established to encourage investment in the voluntary sector, improve standards of management, facilitate best practice and support black groups to develop robust structures, systems and working practices in order to put forward high quality bids for European Social Funds.

In addition to providing technical assistance to black organisations, the Network will also produce a series of best practice guides on contract/financial management, customer care and quality assurance. They will also support the implementation of Investors in People within black voluntary organisations.

CONTACT DETAILS

BTEG National

Jeremy Crook- Director
Kamila Zahno- Head of Research and Consultancy
Sajid Butt- Policy & Information Officer
Anastasia Idowu- Administrator
Yemesi Atoyebi- Trainee

BTEG London Network

Marlon Dwyer- Organisational Development Officer

ESF Black & Ethnic Minority Network

Marianne Alapini- Project Manager
Floyd Millen- Organisational Training and Development Officer

To subscribe to BTEG's Newsletter, obtain our reports or for further information, contact us at: Black Training and Enterprise Group, Regents Wharf, 8 All Saints Street LONDON, N1 9RL. **Tel:** (0171) 713 6161 or **Fax:** (0171) 837 0269

Email: bteg@btinternet.com

Registered Charity no: 1056043

Company limited by guarantee, company registration no: 03203812

- The theme of street children – however distressing – is not on the political agenda for most Central and East European countries. In 1998 the Foundation used the know-how which it had accumulated in the area of social problems to start up the Street Children - Children in the Streets-programme. Together with other foundations and organisations of the Soros network it has launched a call for projects in Bulgaria, the Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Macedonia, Poland, Romania and Slovakia for innovative initiatives that will help street children to lead 'normal' lives again. Through this programme the Foundation is seeking to gain a coherent understanding of the problem in each country, encourage the development of a strong network associating the institutions and organisations involved, and work towards a 'resource centre' with all kinds of information about street children.



◀ *Street children may not be a high priority for most Central and East European governments, but their problems deserve more attention. In ten countries the Foundation is supporting specific projects and helping to build a network and a 'resource centre'.*

International

Starting from the idea that the living conditions of the population are partly determined by the global equilibrium and by mutual solidarity, the Foundation initiates international campaigns. These include two specific initiatives: the King Baudouin International Development Prize and the Dimitra project. The biennial King Baudouin International Development Prize (150,000 EURO) has been awarded since 1978. As the Chairman of the Foundation declared the first time the Prize was awarded, "... the Prize seeks to draw the attention of Belgian and international public opinion to the fact that development issues are more pressing today than they were after the Second World War...". Through the King Baudouin International Development Prize the Board of Governors rewards people or organisations who are making a remarkable contribution towards development in the third world or towards solidarity between industrialised countries and developing countries.

The King Baudouin Foundation also supports the 'Dimitra - Rural women and development' project, which emphasises and supports the important role of rural women in the third world. In 1996 the Foundation published the 'Dimitra guidebook. Rural women and development' which provides a summary of European NGOs, research institutions and information centres working with and for rural women in the South. The Food and Agricultural Organization (FAO) is financing the extension of this database to include organisations in Africa and the Middle East. There will also be a database on a website. The King Baudouin Foundation still hosts the Dimitra secretariat in Brussels.



The last King Baudouin International Development Prizes have been awarded to the Grameen Bank (loans to the poorest) in Bangladesh (1992) (photograph left), to The Aids Support Organization in Uganda (1994) and to the Movimento dos trabalhadores rurais sem terra (The Landless Peasants' Movement) in Brazil (1996) (photograph right). All of these are innovative and sometimes daring initiatives which deserve to be duplicated.



What does the King Baudouin Foundation do internationally (and what doesn't it do)?

The King Baudouin Foundation sets up hundreds of campaigns, seminars, colloquia etc. – and not only in Belgium. It is also active abroad, where it works proactively, using its own methods, developing specific projects and establishing its own priorities. Hence it does not offer 'receptive grants' or respond to all kinds of ad-hoc requests for support.

Here is a (rather rudimentary) outline view of the international activities of the King Baudouin Foundation:

■ Partnerships with European institutions and organisations

- exchange of experience within the framework of the EFC (European Foundation Centre) and AICE (Association for Innovative Cooperation in Europe)
- collaboration with other foundations, organisations and institutions (European Heritage Days,...)

■ Central and Eastern Europe

the Foundation's own programme with operational projects on two themes:

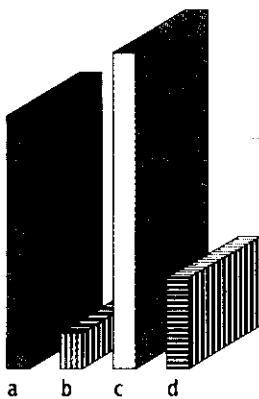
- ethnic minorities
- street children

■ International

- King Baudouin International Development Prize
- Dimitra project on rural women

The King Baudouin Foundation in figures

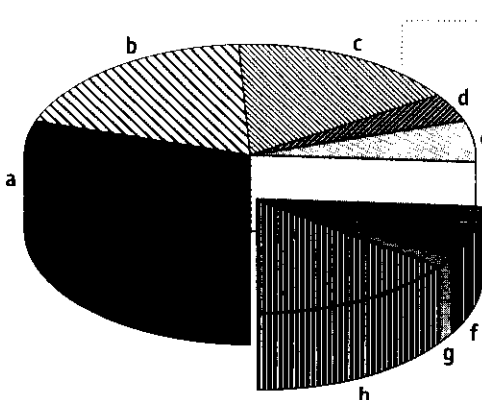
The King Baudouin Foundation has an annual budget of about 21,815,000 EURO.



Income:

- [a] income from own resources: 7,951,000 EURO
- [b] income from funds with capital: 1,089,000 EURO
- [c] contribution from the Belgian National Lottery: 9,876,000 EURO
- [d] other income: 2,899,000 EURO

Distribution of resources:



- Programmes:
 - [a] welfare and assistance
 - [b] dynamics of society
 - [c] personal development
 - [d] Brussels capital
 - [e] decisions during the course of the year

- Funds:
 - [f] named funds
 - [g] specific funds
 - [h] company funds



The King Baudouin Foundation in Belgium and abroad

Under the Honorary Chairmanship of H.M. Queen Fabiola

1171

The King Baudouin Foundation was set up in 1976, on the 25th anniversary of the Coronation of H.M. King Baudouin (1930-1993). It is a private institution working for the public welfare, not only in Belgium but also abroad to promote 'the living conditions of the population, taking economic, social, scientific and cultural factors into account'. The Foundation relies on the commitment and support of hundreds of experts (on its panels and guidance committees), cooperation with government institutions, associations and enterprises, a good relationship with the press and the enthusiasm of so many citizens. Thanks to them the King Baudouin Foundation has successfully acquired a special place in society, allowing it to act as an independent forum and provide space to experiment with new ideas.

Mission and methods

In order to help to improve living conditions for the population, the King Baudouin Foundation deals with important social problems and challenges by encouraging solidarity and generosity and by acting as a catalyst for lasting change.

The Foundation works in a structural and proactive way:

- ▶ setting up its own operational projects and campaigns intended to have a multiplier effect
- ▶ acting as a forum and a bridge for experts and citizens
- ▶ organising awareness campaigns for a wide audience
- ▶ encouraging long-term thinking through feasibility studies, colloquia and seminars
- ▶ supporting new initiatives

The Foundation encourages solidarity and generosity through new forms of cooperation:

- ▶ its named funds (in a person's name) and company funds support initiatives relating to a specific issue - in service of the public interest of course
- ▶ Transnational Giving Europe and the King Baudouin Foundation United States encourage generosity across the borders



Main areas of activity

The work of the King Baudouin Foundation is centred on three main areas. These reflect the economic, socio-political and cultural perspectives.

Welfare and assistance

The **fight against poverty and social exclusion** has been high on the agenda of the King Baudouin Foundation for many years. The Foundation runs projects aimed at poverty and education, social exclusion and culture, rural poverty etc. The Foundation also pays attention to new forms of solidarity which contribute towards greater social cohesion. It is very concerned about the **future of labour and employment**, and conducts specific actions to help risk groups (such as poorly educated people and over-45s) to find work, while also encouraging reflection on the place of labour during the next millennium. In socio-economic sectors the Foundation encourages a policy of **sustainable development**, protecting the environment and opportunities for future generations.

A few projects: Poverty Fund, Poverty in the countryside, Idées-Emplois (Ideas for Jobs), King Baudouin International Development Prize, Street children in Central and Eastern Europe.

Dynamics of society

How can people live together in a society? A **commitment to the civil society** is certainly a first step. The King Baudouin Foundation aims to give a boost to voluntary work and support exchange projects that bring Communities closer together. It encourages cooperation between **local administrations** and citizens and seeks opportunities to bridge the gap between citizens and **justice**. The Foundation also devotes attention to the **place and role of the media** in a society.

A few projects: Grants for magistrates (study trips abroad), Extra ordinary neighbourhood (residents, companies and local authorities working together to improve the quality of life in their own neighbourhood), Go and See scholarships (German-speaking Belgians test their own experience in various areas against the approach found elsewhere), dialogue between minorities in Central and Eastern Europe.

Personal development

A Foundation that is making an effort to create better living conditions naturally also invests to **benefit future generations**. Hence the projects in the area of education and training, and more generally the development of young and old. People who are given opportunities to express themselves as individuals will be committed citizens. Research and experience gained through the Foundation's projects have also proven that **culture and sport** can act as very **effective forces for social change and individual development**.

A few projects: The school open for sport, The secret behind an open door (innovative ideas to open up cultural heritage), Les sens du patrimoine (original heritage projects for young people combining knowledge and education), Traceurs de lendemains (supporting 'builders of the future' who make efforts for society), European Heritage Days.

Brussels capital

As a city in which many major institutions have their headquarters, **Brussels** has an extra international responsibility. The Foundation launches projects there which pay specific attention to the capital's inhabitants.

A few projects: Contemporary art by public request (citizens, associations and companies enhance their environment with works of art), participation in Brussels 2000.

Funds

Generosity is an important measure of solidarity in a society. Besides making gifts, private individuals, associations, organisations and companies can set up within the structure of the Foundation **named, specific or company funds**. Funds seek to achieve a specific aim – in a wide range of areas – that serves the public interest. They support initiatives proposed by third parties (with or without a call for projects) or by the Foundation's own programmes.

An independent panel or expert committee is responsible for selection.

A few themes: safe school neighbourhoods, people with visual, sensory and mental handicaps, the fight against cystic fibrosis, nature in the city, preserving local heritage, facilitating communication, employment and integration for underprivileged young people.

The King Baudouin Foundation abroad

Action on various levels

Some of the campaigns of the King Baudouin Foundation focus on a single Community or Region in Belgium, while others cross the linguistic boundaries or are aimed at an international target group. In other words the Foundation is active at inter-regional, inter-community, Community, Regional, federal, European and international levels.

Partnerships with European institutions and organisations

On a European level the King Baudouin Foundation exchanges experiences and shares its know-how with other organisations and foundations. For example in the area of employment projects for poorly educated and older unemployed people. Through exchange programmes it seeks to make use of the experiences gained through various European initiatives.

The King Baudouin Foundation collaborates with the Council of Europe to organise the logistics of cross-border activities, for example the European Heritage Days with the support of the European Union. Over the years the Foundation has built up a solid reputation – not only in Belgium – in the area of heritage conservation and increasing awareness

of heritage issues among citizens. With its European Heritage Days Awards it encourages cooperation across the borders, and it is also involved in the 'Living Heritage' programme which encourages Central and East European citizens to work together to revitalise historic centres.

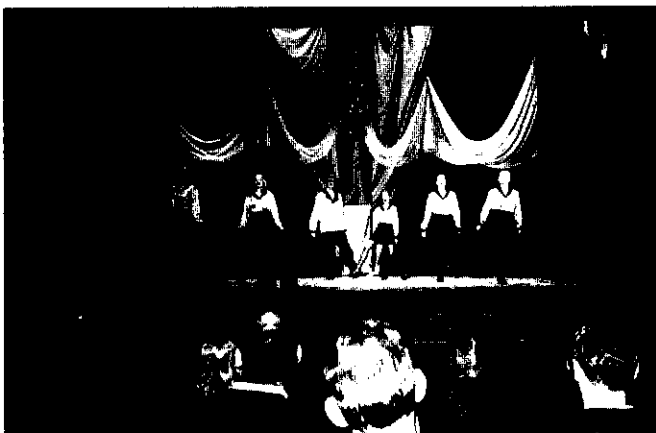


◀ Since 1994 the King Baudouin Foundation has been responsible for the international coordination of the European Heritage Days which mobilise millions of interested people each year in more than 40 countries.

Central and Eastern Europe

- Since 1993 the King Baudouin Foundation has been running a programme focusing on minorities in Central and Eastern Europe. It is active in some fifteen countries and deals with four specific themes: media, culture, activities within primary and secondary education, and supporting young people's and women's organisations which are making efforts for a civil society. The Foundation uses methods which differ from one country to another (due to the sociopolitical situation, existing players, geographical aspects etc.), but always in a partnership with the Charles Stewart Mott Foundation, the European Cultural

Foundation and the Soros Foundations. In Albania, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Macedonia, Romania, Slovakia and Yugoslavia the King Baudouin Foundation launches calls for projects together with local partners for local, small-scale initiatives aimed at various ethnic minorities. In the Baltic States, the Czech Republic, Hungary, Ukraine, Poland and Slovenia the Foundation supports projects with a national or subregional impact.



◀ An interethnic project in Estonia: here young people of various nationalities develop their creative and artistic skills together.

The Foundation's structure

The Foundation is administered by a Board of Governors – a reflection of Belgian society – which elects the Chairman. For day-to-day management the Managing Director is responsible for the general administration and coordination of the programmes. There are four directors working in as many departments. Altogether there are about 80 people working for the King Baudouin Foundation.

The King Baudouin Foundation encourages generosity

In order to support the activities of the Foundation you can:

- make a donation (by cheque, bank transfer or credit card); gifts are tax-deductible (Belgian Income Tax Code, art. 104)
- leave a legacy to the Foundation
- set up a named, specific or company fund.

The King Baudouin Foundation encourages generosity across national borders through **Transnational Giving Europe:**

- a partnership of leading European foundations
- makes donations to high-quality activities throughout Europe
- ensures a simple procedure without administrative red tape
- donations are tax-deductible in the country of origin.

King Baudouin Foundation United States:

- a public charity (501 c 3) set up in Atlanta in late 1996
- gives companies, foundations and individuals in the USA an opportunity to support projects run by various foundations or charities in Europe (and vice versa)
- aims to contribute towards the development of partnerships with organisations in the USA
- donations are tax-deductible
- more information is available on the Internet at: www.kbfus.org

Information and communication

The King Baudouin Foundation attaches a lot of importance to accurate and transparent communication.

In its four-monthly journal it reports on the latest campaigns, activities, seminars etc. The annual report provides a summary of what the Foundation has achieved in a year. News 'hot off the press' is available at www.kbs-frb.be the King Baudouin Foundation's site on the Internet. The Foundation also publishes research and evaluation reports, studies looking to the future and all kinds of publications on specific projects. With a few exceptions, all this information and all the publications are available free of charge.



If you would like to find out more:

The King Baudouin Foundation
rue Brederodestraat 21 - 1000 Brussels
Tel.: 32 (0)2/511.18.40 - Fax: 32 (0)2/511.52.21
E-mail: info@kbs-frb.be
Internet: www.kbs-frb.be